Marie-Cécile Naves

GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

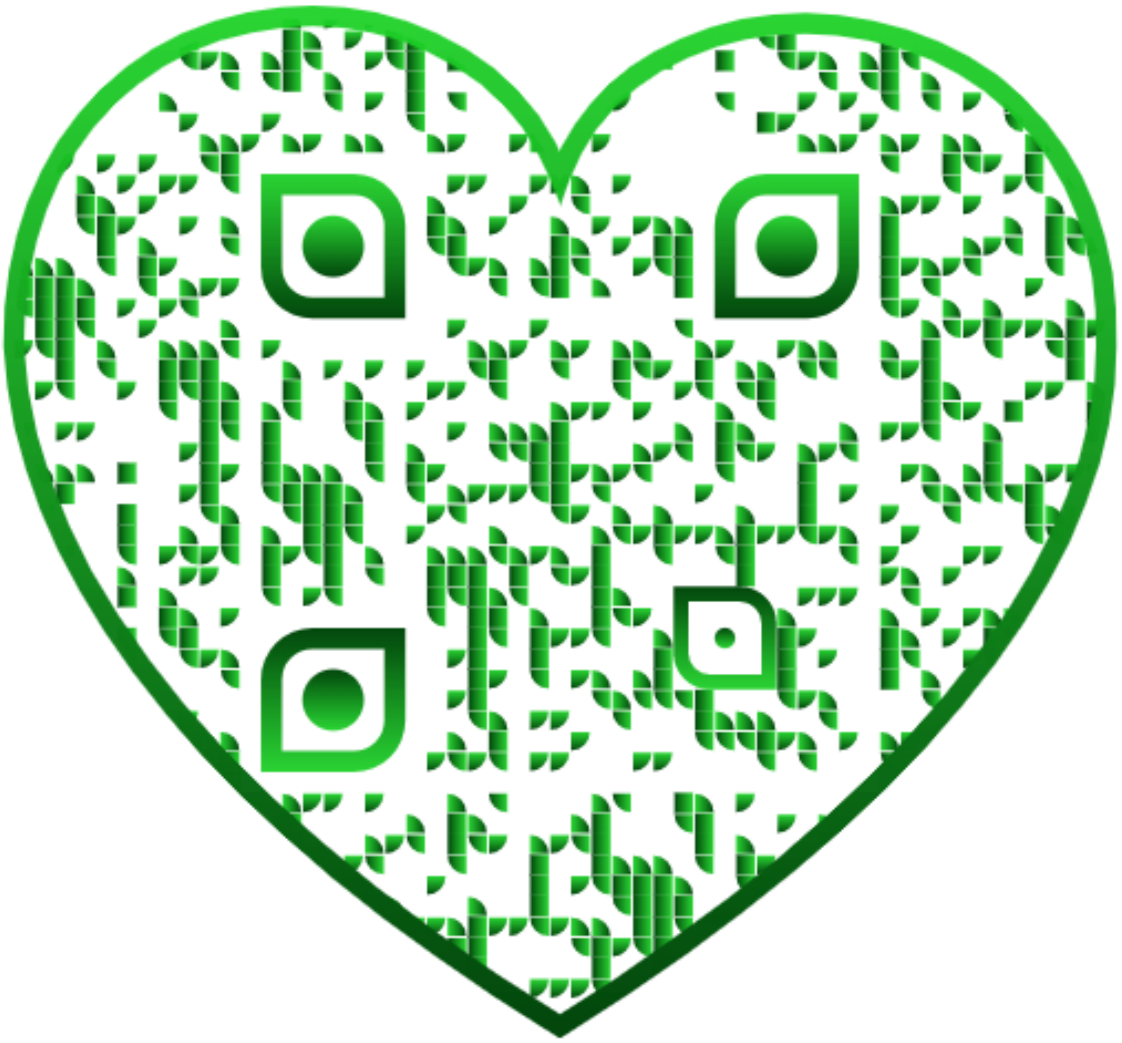
40 fiches illustrées pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

EYROLLES

© Eyrolles.



REPÈRES ET CLÉS POUR DÉCRYPTER L'ACTUALITÉ

Qu'y a-t-il derrière la formule « Make America Great Again » ? L'immigration, chance ou fardeau ? Quelles relations avec l'Union européenne? Les États-Unis, toujours leader des industries numériques? Ces questions traversent l'histoire contemporaine et resurgissent au fil de l'actualité. Des clichés à la réalité, cet ouvrage nous parle de lieux, de faits et de chiffres pour nous aider à y voir plus clair. Spécialiste incontestée, l'auteure propose 40 fiches documentées pour cerner les enjeux et les défis de la région. L'ensemble est illustré de cartes, graphiques et tableaux.

« Marie-Cécile Naves nous permet de comprendre les États-Unis, au-delà des tensions actuelles et du caractère erratique de la politique de Trump. »

PASCAL BONIFACE

MARIE-CÉCILE NAVES est docteure en science politique, chercheuse associée à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), co-fondatrice du site Chronik.fr et vice-présidente de Sport et Citoyenneté. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur les droites américaines : *La fin des néoconservateurs ?*, Ellipses, 2009 ; *Le nouveau visage des droites américaines. Les obsessions morales, raciales et fiscales des États-Unis*, FYP, 2015 ; *Trump, l'onde de choc populiste*, FYP, 2016 ; *Trump, la revanche de l'homme blanc*, Textuel, 2018.

Dans la même collection

www.editions-eyrolles.com

GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

40 fiches illustrées
pour comprendre le monde

Eyrolles.

À Frédéric.

Groupe Eyrolles
61, bd Saint Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Création de maquette et mise en pages : Claire Fauvain
Réalisation des cartes : Légendes Cartographie

© Groupe Eyrolles 2018
ISBN : 978-2-212-56873-8

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'Éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Eyrolles.

Marie-Cécile Naves

GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

40 fiches illustrées pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

EYROLLES

Eyrolles.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 6

PARTIE 1 LES 10 PRINCIPAUX ÉCLAIRAGES 9

FICHE 1 LES ÉTATS-UNIS OU LE FÉDÉRALISME MODERNE 10
FICHE 2 UNE DÉMOCRATIE À PART ? 14
FICHE 3 DES MYTHES FONDATEURS ENCORE ACTUELS 18
FICHE 4 UNE LAÏCITÉ À L'ANGLO-SAXONNE 22
FICHE 5 DES ÉTATS DÉSUNIS ? 26
FICHE 6 DONALD TRUMP, LA RUPTURE AVEC BARACK OBAMA 30
FICHE 7 « *AMERICA FIRST* », UNE IDÉOLOGIE ISOLATIONNISTE ET NATIONALISTE 34
FICHE 8 LA FIN DE L'HISTOIRE N'EST PAS ADVENUE 38
FICHE 9 QU'Y A-T-IL DERRIÈRE LA FORMULE « *MAKE AMERICA GREAT AGAIN* » ? 42
FICHE 10 TRUMP, VISAGE AMÉRICAIN D'UNE TENTATION POPULISTE MONDIALE 46

PARTIE 2 LES 10 PRINCIPAUX DÉFIS 51

FICHE 11 L'OBSESSION IDENTITAIRE 52
FICHE 12 L'IMMIGRATION, CHANCE OU FARDEAU ? 56
FICHE 13 LE TERRORISME ISLAMISTE ET L'« ENNEMI INTÉRIEUR » MUSULMAN 60
FICHE 14 LES VILLES *VERSUS* LA RURALITÉ 64
FICHE 15 LA DÉSINDUSTRIALISATION DES ÉTATS-UNIS 68
FICHE 16 LA RESPONSABILITÉ DES GAFA DANS LA DIFFUSION DES « *FAKE NEWS* » 72
FICHE 17 MÉDIAS ET LIBERTÉ D'EXPRESSION 76
FICHE 18 LA GUERRE FAITE AUX FEMMES PAR TOUS LES MOYENS 80
FICHE 19 LES VENTES D'ARMES, VERS UN NOUVEAU SCANDALE ? 84
FICHE 20 LES CLIMATOSCEPTIQUES FACE À L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT 88

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

PARTIE 3 LES 10 PRINCIPAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES 93

FICHE 21 ÉTATS-UNIS, CANADA, MEXIQUE : TROIS PAYS INTERDÉPENDANTS 94
FICHE 22 L'UNION EUROPÉENNE, PARTENAIRE INCONTOURNABLE 98
FICHE 23 LES RELATIONS AVEC LE ROYAUME-UNI DANS LE CONTEXTE DU BREXIT 102
FICHE 24 LA CHINE, CRÉANCIER DES ÉTATS-UNIS ET PARTENAIRE COMMERCIAL 106
FICHE 25 QUEL ÉQUILIBRE DES FORCES EN ASIE ? 110
FICHE 26 LA SYRIE D'ASSAD ET DAECH, UNE ÉQUATION DIFFICILE 114
FICHE 27 LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN, UN PROBLÈME INSOLUBLE ? 118
FICHE 28 LA RUSSIE, ENTRE COOPÉRATION, CORRUPTION ET PIRATAGES 122
FICHE 29 LES PAYS DU GOLFE 126
FICHE 30 L'AFRIQUE, CONTINENT OUBLIÉ ? 130

PARTIE 4 LES 10 PRINCIPAUX LEVIERS D'ACTION 135

FICHE 31 NI NÉO-CONSERVATISME, NI RÉALISME 136
FICHE 32 L'ONU ET L'OTAN, UN CADRE À REPENSER ? 140
FICHE 33 LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS 144
FICHE 34 QUELLE POLITIQUE POUR L'AIDE AUX RÉFUGIÉS ? 148
FICHE 35 LE RÔLE DES FONDATIONS AMÉRICAINES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION 152
FICHE 36 L'INFLUENCE MONDIALE DES INDUSTRIES DU DIVERTISSEMENT 156
FICHE 37 LES ÉTATS-UNIS, TOUJOURS LEADER DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES 160
FICHE 38 L'ÉCHO MONDIAL DU MILITANTISME AMÉRICAIN 164
FICHE 39 LE *SOFT POWER* DU SPORT 168
FICHE 40 LA SANTÉ, OTAGE DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES ? 172

BIBLIOGRAPHIE 176

INDEX DES NOTIONS 178

TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES 180

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

INTRODUCTION

On a coutume de dire des États-Unis qu'ils fascinent autant qu'ils attirent. Depuis leur indépendance, à la fin du XVIII[e] siècle, ils n'ont cessé d'inspirer, hors de leurs frontières, historiens, sociologues, spécialistes de science politique, écrivains, artistes et médias. Comme pour toute région du monde, certains pans de leur histoire et de leur culture sont très connus, d'autres le sont moins. Les idées reçues se transmettent avec le temps, se renforçant parfois.

Souvent caricaturés, dans le sens où ils sont facilement idéalisés ou au contraire dénigrés ou moqués, les États-Unis méritent d'être appréhendés dans leur complexité et au-delà des dichotomies et des contradictions qui, il est vrai, les caractérisent en partie : Amérique des métropoles *versus* Amérique des zones désindustrialisées ou de la ruralité, Amérique de Barack Obama *versus* Amérique de Donald Trump, Amérique des ultra-riches *versus* Amérique des « oubliés », Amérique des élites intellectuelles et artistiques *versus* Amérique des *rednecks*... Les États-Unis méritent leur qualificatif de « pays des extrêmes ».

On ne peut cependant les réduire à cela. Il faut donc aller plus loin. Ce livre n'a pas la prétention d'épuiser le sujet, mais propose un décryptage de concepts, de références, d'héritages, anciens et nouveaux, à partir d'un regard qui envisage le réel comme un prétexte à l'analyse politique, au sens large du terme.

En l'espace de trente ans, la réalité d'un monde multipolaire a peu à peu pris la place d'une division de la planète entre les blocs de l'Est et de l'Ouest et les pays du Tiers monde. La Chine est devenue le grand rival sur les plans commercial et technologique, même si l'inconscient collectif de l'opposition américano-russe ne s'est pas éteint. De nouveaux défis – djihadisme, réfugiés, protection de l'environnement – ont vu le jour. Les États-Unis demeurent toutefois la première puissance économique et militaire mondiale. Après le plan Marshall et la guerre froide, après les mythes de la fin de l'Histoire ou du choc des civilisations, les révolutions Internet et de l'intelligence artificielle, sans oublier l'onde de choc des crises financières, ont créé avec le reste de la planète de nouveaux liens d'interdépendance, de confiance ou de défiance réciproques. Enfin, la nation de Lincoln et de Nixon est confrontée aux mêmes problématiques que les autres pays occidentaux : essor du populisme, tentations du repli identitaire, inégalités socio-économiques croissantes... Auxquels il faut ajouter, en miroir, une vitalité jamais démentie des militantismes, l'un des meilleurs gages de toute vie démocratique.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

PARTIE 1

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

LES 10 PRINCIPAUX ÉCLAIRAGES

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FICHE 1

LES ÉTATS-UNIS OU LE FÉDÉRALISME MODERNE

Issus des treize colonies britanniques fondées au début du XVII^e siècle, les États-Unis d'Amérique sont un pays indépendant depuis le 4 juillet 1776 et disposent d'une Constitution depuis 1787. Leur territoire s'est peu à peu étendu par la conquête de l'Ouest. L'influence des idées des philosophes français des Lumières (en particulier Montesquieu) a été majeure dans l'élaboration de la démocratie et de la république états-uniennes. À la fin du XVIII^e siècle, les « fédéralistes », guidés par Alexander Hamilton, souhaitent renforcer le pouvoir central. De leur côté, les « républicains démocrates » – ancêtres du parti démocrate –, emmenés par Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'indépendance, privilégient un système donnant plus de pouvoir aux territoires. Le premier président des États-Unis est George Washington, proche des fédéralistes.

L'AFFIRMATION DU POUVOIR FÉDÉRAL AU XIX^E SIÈCLE

Une fois indépendant, le pays n'est pas uni pour autant. Au XIX^e siècle, la rivalité entre les États du Nord-Est, industrialisés et protectionnistes, et les États du Sud, esclavagistes et libre-échangistes, se mue en véritable guerre civile. Est alors né le

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

parti républicain, anti-esclavagiste, dont Abraham Lincoln prend la tête. Il devient président des États-Unis en 1860. Onze États fédérés du Sud-Est (Caroline du Sud, Alabama, Floride, Géorgie, Texas, Louisiane, Virginie, etc.) sur les trente-quatre font alors « sécession » et s'organisent en « États confédérés », avec comme président Jefferson Davis.

La guerre de Sécession (« sécession », du latin *secare*, « couper »), qui dure de 1861 à 1865, sera remportée par le Nord et marquera pour longtemps les lois et plus encore l'imaginaire collectif, car le pouvoir fédéral sort renforcé, mais le racisme et la ségrégation perdureront longtemps.

UN PARTAGE DES COMPÉTENCES PARFOIS REMIS EN CAUSE

Le fédéralisme est un système d'organisation politique et d'administration qui se fonde sur la conception d'un partage des responsabilités entre un État central, dit fédéral, et des États dits fédérés. Aux États-Unis, les compétences définies par la Constitution, notamment législatives, sont donc réparties entre ces deux niveaux. Les citoyens témoignent ainsi d'une double loyauté. L'autonomie des États fédérés, qui disposent chacun de leur propre congrès, d'un gouverneur et d'une organisation judiciaire, est grande en matière scolaire et fiscale, mais les lois fédérales et surtout la Constitution sont surplombantes.

325 millions
d'habitants

Certains domaines sont réservés à l'État fédéral – monnaie, politique et commerce extérieurs, défense. D'autres sont partagés, comme l'économie, la santé, la sécurité. La répartition des compétences est régulièrement contestée par des courants politiques, notamment dans le parti républicain, qui se nourrissent du sentiment populiste, anti-élites et qui souhaiteraient voir augmenter les prérogatives des États fédérés, en particulier sur la fiscalité.

Aujourd'hui composés de cinquante États fédérés, dont deux non limitrophes (Alaska et Hawaï), les États-Unis d'Amérique ont pour capitale fédérale Washington, dans le district de Columbia, situé hors des cinquante États. Le drapeau, le *Star-Spangled Banner* (bannière étoilée), rend compte de cette complémentarité entre le centre et la périphérie puisqu'il est composé de treize bandes rouges et blanches (les treize colonies britanniques originelles) et de cinquante étoiles.

Les États-Unis comptent environ 325 millions d'habitants, ce qui en fait le troisième pays le plus peuplé au monde après la Chine et l'Inde. La diversité ethnique des États-Unis est très grande et croissante, car le pays s'est construit sur l'immigration. C'est la première puissance économique et la première puissance militaire mondiale.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

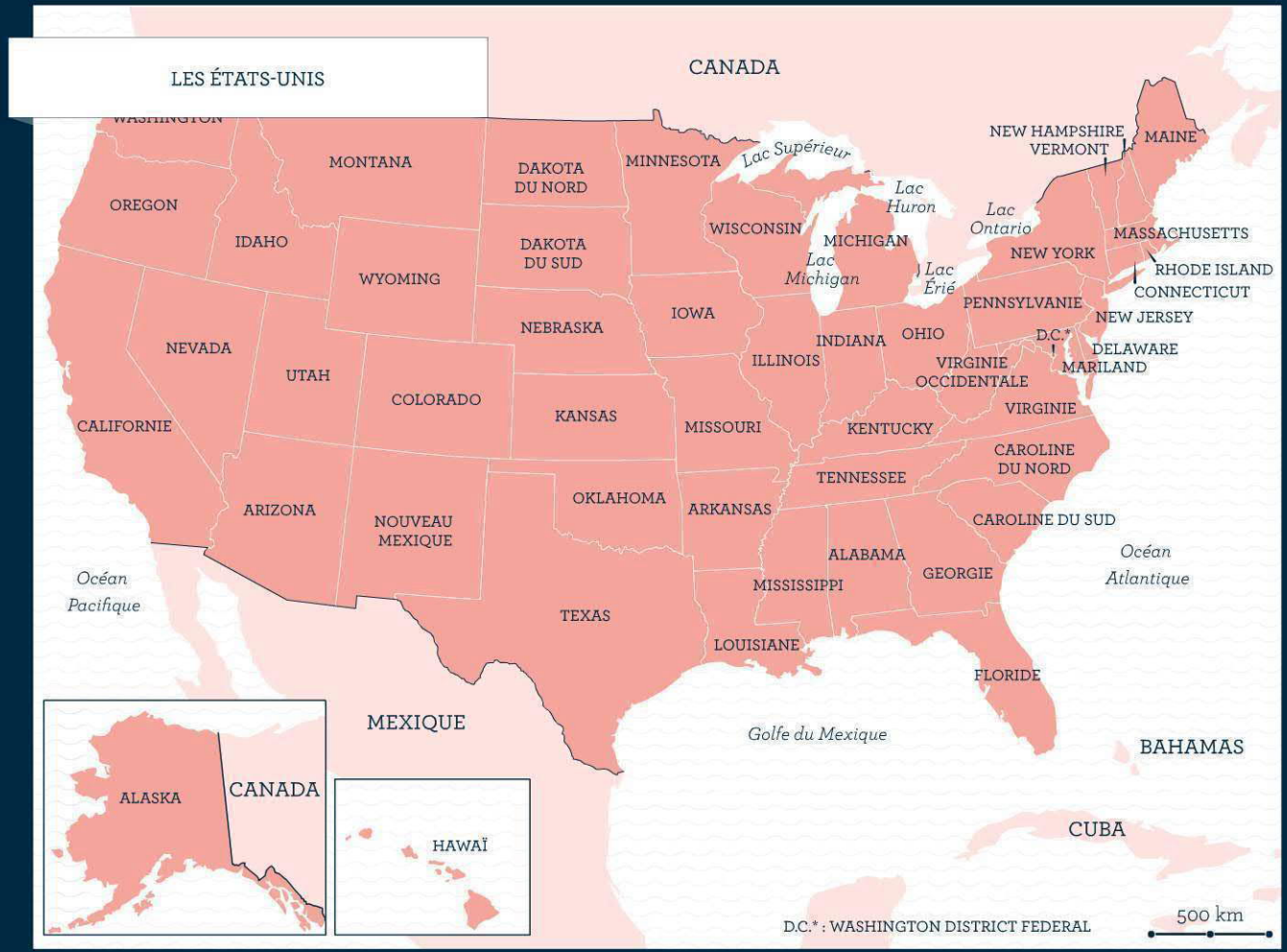
FOCUS

Le Tea Party, né en 2009 et dont l'apogée se situe en 2013, prétendait représenter l'indépendance du peuple américain contre ses dirigeants fédéraux. Il tire son nom de la Boston Tea Party de 1773, une protestation contre la décision du gouvernement britannique d'instaurer un monopole sur les importations de thé. Le Tea Party défend une action minimale de Washington dans l'économie et la société et une baisse drastique des impôts et des dépenses publiques (sauf pour la sécurité). Mouvement identitaire issu de la classe moyenne supérieure, il a prospéré dans les États fédérés du Sud et de l'Est.

À RETENIR

Troisième pays le plus peuplé au monde, les États-Unis s'étendent sur une très grande superficie et regroupent des territoires urbains, suburbains et ruraux très différents, ainsi que deux mégalopoles. Le pays est indépendant depuis presque 250 ans. Il est constitué de cinquante États qui possèdent chacun leurs propres lois dans un grand nombre de domaines, mais la législation fédérale prévaut, ainsi que la Constitution. La politique et le commerce extérieurs, ainsi que la défense sont régis au niveau fédéral. Le parti républicain souhaite donner plus d'autonomie aux États fédérés.

Eyrolles.


LES ÉTATS-UNIS
CANADA
WASHINGTON
OREGON
MONTANA
IDAHO
WYOMING
DAKOTA DU NORD
DAKOTA DU SUD
MINNESOTA
Lac Supérieur
Lac Huron
Lac Michigan
Lac Érié
Lac Ontario
WISCONSIN
MICHIGAN
NEW HAMPSHIRE
VERMONT
MAINE
MASSACHUSETTS
NEW YORK
RHODE ISLAND
CONNECTICUT
PENNSYLVANIE
NEW JERSEY
D.C.*
DELAWARE
MARILAND
VIRGINIE OCCIDENTALE
VIRGINIE
CAROLINE DU NORD
CAROLINE DU SUD
NEVADA
UTAH
COLORADO
NEBRASKA
IOWA
ILLINOIS
INDIANA
OHIO
CALIFORNIE
KANSAS
MISSOURI
KENTUCKY
TENNESSEE
ARIZONA
NOUVEAU MEXIQUE
OKLAHOMA
ARKANSAS
ALABAMA
GEORGIE
MISSISSIPPI
TEXAS
LOUISIANE
FLORIDE
Océan Pacifique
Océan Atlantique
Golfe du Mexique
MEXIQUE
BAHAMAS
CUBA
ALASKA
CANADA
HAWAÏ
D.C.* : WASHINGTON DISTRICT FEDERAL
500 km

FICHE 2

UNE DÉMOCRATIE À PART ?

La démocratie se définit comme un régime politique où le pouvoir (*cratos*, en grec) appartient au peuple (*demos*), entendu comme l'ensemble des citoyens. Les États-Unis et la France ont longtemps rivalisé pour savoir qui avait créé, en premier, la démocratie moderne. La démocratie française est-elle vraiment plus idéologique et la démocratie américaine, plus pragmatique ? En réalité, les deux pays se sont inspirés l'un de l'autre, et continuent de le faire, sur les plans de la philosophie politique, des institutions et des politiques publiques.

S'agissant de souveraineté populaire, le droit de vote aux États-Unis est resté fermé aux Noirs jusqu'en 1870, aux Amérindiens jusqu'en 1890, aux femmes jusqu'en 1920. En raison de fortes restrictions dans les faits, la loi intitulée *Voting Rights Act*, votée en 1965, a interdit les discriminations en vigueur dans certains États fédérés, notamment du Sud, qui consistaient à limiter l'accès des minorités aux listes électorales et aux bureaux de vote par des tests linguistiques et de culture générale.

UN SYSTÈME ÉLECTORAL QUI A PEU ÉVOLUÉ

Le bipartisme et le poids important des groupes d'intérêts caractérise les États-Unis depuis la fin du

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

XVIIIe siècle. L'élection présidentielle (président et vice-président) a lieu tous les quatre ans. Le pouvoir législatif se compose de la Chambre des représentants (dont les 435 membres, répartis selon la démographie nationale – ainsi, la Californie en a 53 et le Wyoming, un seul –, sont élus pour deux ans) et du Sénat (qui compte 100 membres, soit deux par État, et qui est renouvelé par tiers tous les deux ans).

Une fois sur deux, les élections pour le Congrès coïncident avec l'élection présidentielle et, une fois sur deux, elles interviennent au milieu du mandat présidentiel (on les appelle alors les *midterms* ou élections de mi-mandat). La carte électorale est redécoupée tous les dix ans, en fonction de la démographie. Chaque circonscription doit tendre vers la représentation du même nombre de citoyens. Ce redécoupage régulier n'est pas exempt de considérations partisanes.

POUVOIRS ET CONTRE-POUVOIRS

Par souci de se démarquer d'un système britannique perçu comme tyrannique, les Pères fondateurs de la Constitution américaine ont veillé à ce que soit garantie une stricte séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. C'est le système dit des *checks and balances*. Chaque pouvoir est puissant et autonome et peut bloquer les deux autres : par exemple, le Congrès vote la loi mais le Président peut y mettre son veto, et le Congrès, passer outre ce même veto à la majorité des deux tiers. La Constitution partage les compétences, mais il est parfois difficile de savoir à qui incombent certaines responsabilités.

Néanmoins, aujourd'hui, le poids des lobbies et de l'argent en politique – les dons aux partis politiques ne souffrent de quasiment aucune limitation – remet largement en cause ces principes fondamentaux. De plus, nombre de postes fortement décisionnaires résultent encore de nominations, en particulier les juges fédéraux mais surtout ceux de la Cour suprême, nommés à vie par le président des États-Unis (après approbation du Sénat). Or, la Cour suprême est dotée d'importants pouvoirs, qui combineraient, si on la comparait à la France, ceux de la Cour de cassation, du Conseil d'État, du Conseil constitutionnel, de la Cour Européenne de Justice et de celle des Droits de l'Homme.

La Déclaration des droits, ou « *Bill of Rights* », regroupe les dix premiers amendements de la constitution américaine.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

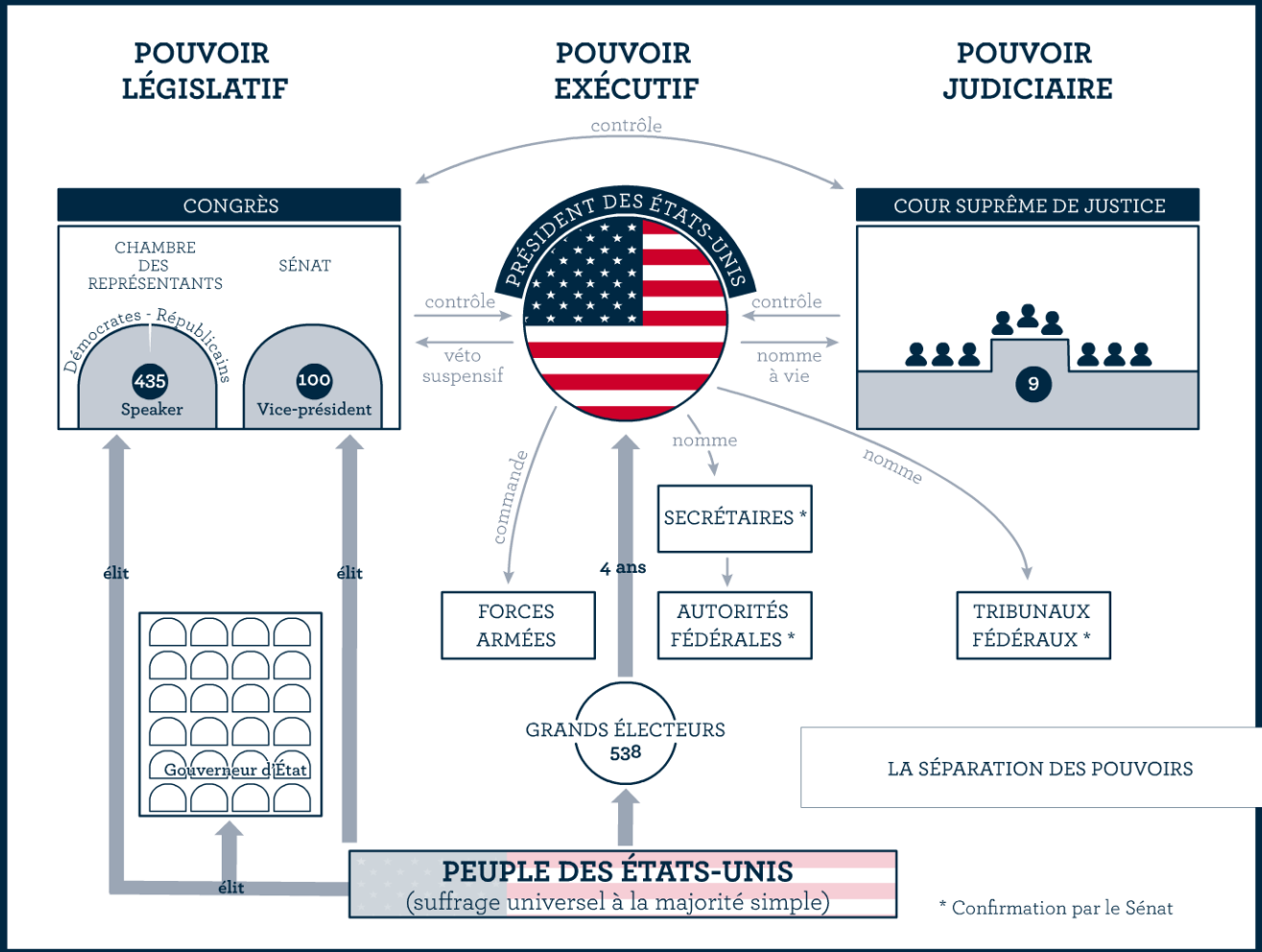
FOCUS

Tocqueville estimait que la démocratie était moins une forme de gouvernement qu'un type de société ou de peuple. Dans son livre *De la démocratie en Amérique*, rédigé après son voyage aux États-Unis en 1831 et 1832, il argue qu'il y a plus de différence entre les sociétés française et états-unienne du premier tiers du XIXe siècle qu'entre la France monarchiste et la France républicaine. Pour lui, l'esprit révolutionnaire l'a emporté en France alors que les États-Unis se sont davantage approprié l'esprit démocratique. Il déplore ainsi le risque d'une « tyrannie de la majorité » en Europe.

À RETENIR

Aux États-Unis, le droit de vote est devenu progressivement accessible à tous (Africains-Américains, *Native-Americans*, femmes), mais les discriminations raciales ont persisté jusqu'au vote d'une loi en 1965. Le président est élu tous les quatre ans. Le pouvoir législatif se compose de la Chambre des représentants et du Sénat, dont les membres sont élus tous les deux ans (par tiers pour le Sénat). S'y ajoute le pouvoir judiciaire. Les pouvoirs sont strictement séparés mais, aujourd'hui, le poids des lobbies et de l'argent en politique remet en cause le bien-fondé de ces principes.

Eyrolles.


POUVOIR LÉGISLATIF
POUVOIR EXÉCUTIF
POUVOIR JUDICIAIRE
contrôle
CONGRÈS
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
SÉNAT
Démocrates - Républicains
435
Speaker
100
Vice-président
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS
contrôle
véto suspensif
contrôle
nomme à vie
COUR SUPRÊME DE JUSTICE
9
commande
nomme
nomme
SECRÉTAIRES *
4 ans
FORCES ARMÉES
AUTORITÉS FÉDÉRALES *
TRIBUNAUX FÉDÉRAUX *
élit
élit
Gouverneur d'État
élit
GRANDS ÉLECTEURS
538
LA SÉPARATION DES POUVOIRS
PEUPLE DES ÉTATS-UNIS
(suffrage universel à la majorité simple)
* Confirmation par le Sénat

Eyrolles.

FICHE 3

DES MYTHES FONDATEURS ENCORE ACTUELS

Les États-Unis contemporains demeurent profondément marqués, dans leur culture littéraire, picturale, musicale et dans le divertissement, sans parler du langage et de la vie politique, par plusieurs mythes appelés « fondateurs ». Celui du « *self-made-man* » renvoie à l'individu qui s'est « fait tout seul », qui a construit son succès en partant de rien. Rockefeller incarne la plupart du temps cette figure et d'autres s'en revendiquent, souvent à tort (c'est le cas de Donald Trump).

Les États-Unis se voient aussi comme une terre de pionniers, construite « par le bas », « à partir de rien », au contraire des États européens. De fait, les premiers colons britanniques qui se sont installés n'étaient pas protégés par un État surplombant. C'est pourquoi l'initiative individuelle est profondément respectée, et les politiques sociales, caricaturées parfois comme relevant de l'« assistanat », suscitent la méfiance. Le rôle du protestantisme joue aussi beaucoup, car, d'après Max Weber, il rencontre les principes du capitalisme et fait de la réussite et de l'enrichissement personnels une valeur quasi religieuse.

LIBERTÉ OU LIBÉRALISME ?

Le mythe de la « frontière », quant à lui, renvoie à la séparation entre les territoires d'implantation des populations

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

d'origine européenne et les zones restant à conquérir en allant vers l'Ouest. C'est aussi la liberté de circuler, associée au goût pour les grands espaces, qui est représentée par le *cow-boy* ou le vagabond de la littérature. Ce mythe explique en partie la forte mobilité interne au territoire états-unien, que ce soit pour chercher du travail ou tout simplement changer de vie (retraités, jeunes), sans parler des immigrés qui subissent plus qu'ils ne choisissent les migrations vers le nord ou vers des métropoles plus accueillantes.

La « communauté », qui peut être religieuse, « raciale », ethnique ou tout simplement locale, scolaire ou familiale, joue un rôle important dans un pays marqué par le système des États fédérés et la tradition de l'entraide locale. Elle participe aussi profondément des préoccupations identitaires, qui peuvent être intégratrices (patriotisme) ou excluantes (racisme), mettant depuis longtemps en danger le « *melting pot* ».

Le libéralisme s'entend, comme ailleurs, au sens politique (démocratie) et économique (esprit d'entreprise : faire du *business*). Les mouvements libertariens sont favorables à une liberté individuelle maximale, sans intervention de l'État – surtout fédéral –, mais certains sont plus restrictifs que d'autres sur la question des mœurs – famille, sexualité. Le terme *liberals* renvoie cependant à la gauche culturelle et intellectuelle.

> Le mythe de la « frontière », lié à la liberté de circuler, se retrouve dans le personnage du cow-boy au cinéma et en littérature.

L'ATTRAIT PERSISTANT DE L'*AMERICAN WAY OF LIFE*

Le « rêve américain » est pour sa part régulièrement convoqué dans les discours politiques. Il repose sur l'idée que tout le monde peut réussir aux États-Unis. Cette promesse fait écho hors des frontières du pays puisqu'elle a toujours attiré les immigrés par milliers. Le travail et le mérite, mais aussi la chance, nourrissent ce mythe de la réussite individuelle, menant à l'*American way of life*, largement promu dans les années 1950, par exemple.

Les États-Unis se voient donc comme une « terre promise », qui incarne par ailleurs une « destinée manifeste ». La diffusion des idéaux de démocratie et de liberté, dans et hors de la nation, en est inspirée. Proche d'un prosélytisme religieux, justifiant la soumission (et parfois le massacre) de populations entières au nom de la « civilisation », cette croyance n'est pas nécessairement pacifique, comme l'ont illustré les guerres en Irak et en Afghanistan des années 2000.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

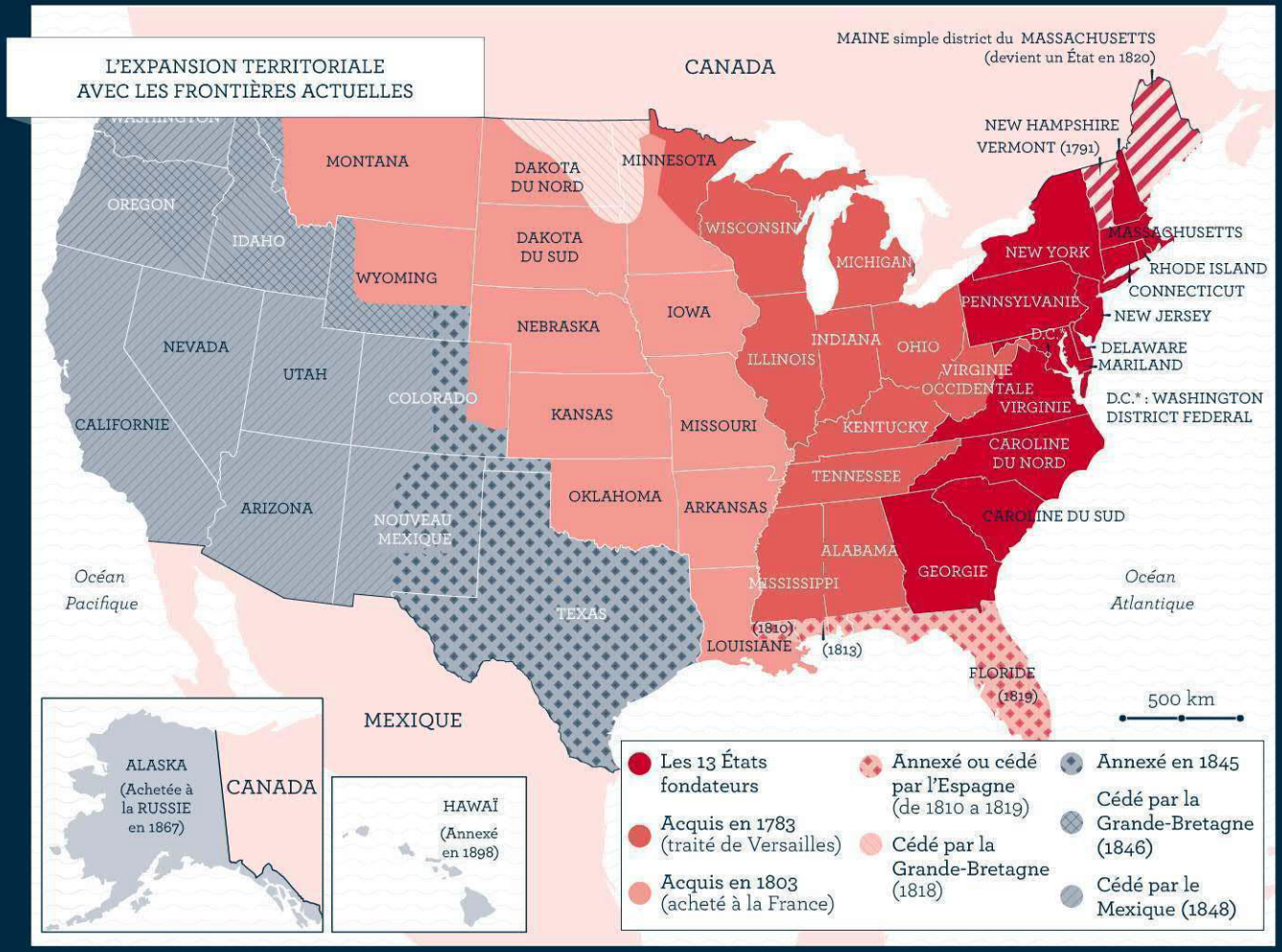
FOCUS

Dans la littérature, le cinéma et la musique populaires, la route 66, qui traversait huit États et trois fuseaux horaires – elle partait de Chicago et rejoignait Los Angeles –, incarne plusieurs des mythes nationaux. D'*Easy rider* (Hopper) à *Thelma et Louise* (Scott) en passant par *Rain Man* (Levinson) et *Forrest Gump* (Zemeckis), les films s'en sont beaucoup inspirés, à l'instar des romans *Les raisins de la colère* (Steinbeck) ou encore *Sur la route* (Kerouac), et elle perdure dans la création artistique.

À RETENIR

La culture, le langage et la vie politique des États-Unis sont marqués par plusieurs mythes fondateurs. Par exemple, les États-uniens se considèrent comme des pionniers, car ils sont arrivés sur une terre où aucune institution n'était déjà établie. S'y ajoute le mythe du « *self-made-man* », l'individu qui s'est fait tout seul. La communauté est aussi extrêmement importante. Enfin, le « rêve américain », qui repose sur l'idée que tout le monde peut réussir aux États-Unis, est souvent invoqué mais reste pour beaucoup de l'ordre de l'utopie.

Eyrolles.


L'EXPANSION TERRITORIALE
AVEC LES FRONTIÈRES ACTUELLES
CANADA
MAINE simple district du MASSACHUSETTS
(devient un État en 1820)
NEW HAMPSHIRE
VERMONT (1791)
MASSACHUSETTS
RHODE ISLAND
CONNECTICUT
NEW JERSEY
DELAWARE
MARILAND
D.C.* : WASHINGTON
DISTRICT FEDERAL
NEW YORK
PENNSYLVANIE
D.C.
VIRGINIE
OCCIDENTALE
VIRGINIE
OHIO
INDIANA
ILLINOIS
MICHIGAN
WISCONSIN
MINNESOTA
DAKOTA
DU NORD
DAKOTA
DU SUD
MONTANA
WYOMING
IOWA
NEBRASKA
KANSAS
MISSOURI
KENTUCKY
TENNESSEE
CAROLINE
DU NORD
CAROLINE DU SUD
GEORGIE
ALABAMA
MISSISSIPPI
LOUISIANE
(1810)
(1813)
FLORIDE
(1819)
OKLAHOMA
ARKANSAS
TEXAS
NOUVEAU
MEXIQUE
ARIZONA
COLORADO
UTAH
NEVADA
CALIFORNIE
OREGON
IDAHO
WASHINGTON
Océan
Pacifique
Océan
Atlantique
MEXIQUE
500 km
ALASKA
(Achetée à
la RUSSIE
en 1867)
CANADA
HAWAÏ
(Annexé
en 1898)
Les 13 États
fondateurs
Acquis en 1783
(traité de Versailles)
Acquis en 1803
(acheté à la France)
Annexé ou cédé
par l'Espagne
(de 1810 a 1819)
Cédé par la
Grande-Bretagne
(1818)
Annexé en 1845
Cédé par la
Grande-Bretagne
(1846)
Cédé par le
Mexique (1848)

FICHE 4

UNE LAÏCITÉ À L'ANGLO-SAXONNE

Aux États-Unis comme dans les pays protestants d'une manière générale, la religion est bien sûr à entendre au sens de la foi et de la spiritualité, mais aussi au sens du lien social et communautaire qu'elle est censée construire ou consolider, au niveau national comme local. C'est la raison pour laquelle elle occupe, plus qu'en France par exemple, une place importante dans les espaces publics et la vie quotidienne.

UN PAYS FONDÉ PAR DES RELIGIEUX RADICAUX

Les premiers colons britanniques étaient des protestants radicaux désireux de créer une « nouvelle Jérusalem », en référence à la « destinée manifeste ». Dès lors, la fondation des États-Unis modernes est empreinte d'une forte religiosité, assimilable pour partie au messianisme. Le protestantisme rejette par ailleurs, en réaction au catholicisme, l'idée d'une Église monolithique et surplombante, d'où la prolifération, jusqu'à aujourd'hui, de multiples obédiences religieuses (très majoritairement chrétiennes) sur l'ensemble du territoire. Près des trois-quarts de la population dans le pays se disent chrétiens. Aux États-Unis, la religion est conçue comme

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

plurielle et le pouvoir républicain n'a pas eu, comme en France, à s'autonomiser – de manière violente – d'une religion majoritaire.

LA RELIGION COMME LIEN SOCIAL

Depuis les textes fondateurs, la politique et la religion sont séparées aux États-Unis, même si la tradition veut que le nouveau président, le jour de son investiture, jure sur la Bible et qu'il finisse ses discours par un « *God bless America* ». Cependant, il n'y a pas de religion officielle et le premier amendement de la Constitution garantit la liberté de conscience, d'opinion et d'expression. La morale religieuse imprègne toutefois encore la politique, notamment au sein du parti républicain, avec le puritanisme et le refus de l'avortement, sans parler de la suspicion qui perdure vis-à-vis de l'homosexualité – malgré d'immenses progrès ces dernières années avec par exemple la légalisation au niveau national du mariage entre personnes de même sexe.

La religion est surtout à comprendre comme une « religion civile », autrement dit comme un socle spirituel national ne renvoyant à aucune Église en particulier. La présence fréquente de la religion dans l'espace public – la devise sur les billets de banque est « *In God we trust* » et il y a souvent une Bible dans les chambres d'hôtel, par exemple – a pour but de relier (*religare*, en latin) les hommes et les femmes entre eux, agissant comme contrepoids à l'individualisme. Aujourd'hui, la pratique religieuse baisse, de même que la part des individus se disant affiliés à une religion. Terre de refuge et d'immigration, les États-Unis garantissent la liberté religieuse et politique, ce qui n'empêche pas l'intolérance. L'antisémitisme et l'islamophobie ne sont ainsi pas absents, sur fond de crispations identitaires, le rejet des musulmans s'étant particulièrement accentué depuis les attentats du 11 Septembre 2001, et avec l'essor de Daech. De leur côté, les théories complotistes foisonnent et sont encore largement inspirées de l'antisémitisme.

La religion est surtout à entendre comme une « religion civile ».

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

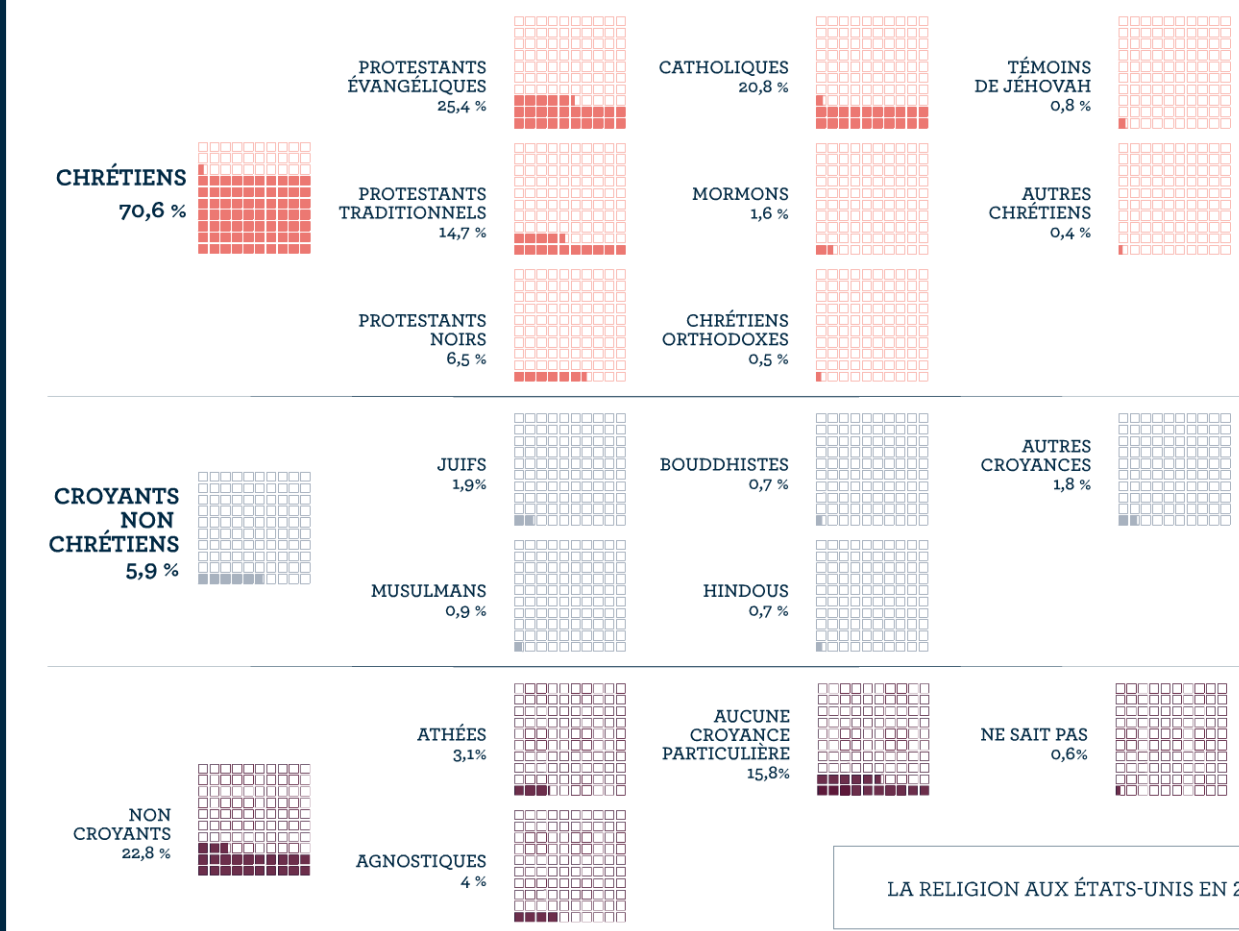
FOCUS

La Bible Belt ou « ceinture de la Bible » fait référence à plusieurs États fédérés du sud et de l'est des États-Unis, pour beaucoup anciens États confédérés, censés incarner le rigorisme, voire le fondamentalisme protestant, très strict sur les mœurs et en particulier la sexualité. Les lois locales limitant l'avortement ou discriminant les LGBT y sont plus fréquentes qu'ailleurs. Mais aujourd'hui, du fait des migrations internes et externes, la Bible Belt renvoie moins qu'il y a 30 ans à une réalité sociologique.

À RETENIR

Comme dans beaucoup de pays protestants, la religion aux États-Unis consiste certes en la foi et la spiritualité, mais est également censée favoriser le lien social. La politique et la religion sont séparées, mais la vie politique reste très marquée par la religion car cette dernière constitue un socle spirituel national. La liberté religieuse et politique est garantie, cependant elle n'empêche pas l'intolérance (antisémitisme, islamophobie, homophobie, sexisme).

Eyrolles.


CHRÉTIENS
70,6 %
PROTESTANTS ÉVANGÉLIQUES
25,4 %
CATHOLIQUES
20,8 %
TÉMOINS DE JÉHOVAH
0,8 %
PROTESTANTS TRADITIONNELS
14,7 %
MORMONS
1,6 %
AUTRES CHRÉTIENS
0,4 %
PROTESTANTS NOIRS
6,5 %
CHRÉTIENS ORTHODOXES
0,5 %
CROYANTS NON CHRÉTIENS
5,9 %
JUIFS
1,9%
BOUDDHISTES
0,7 %
AUTRES CROYANCES
1,8 %
MUSULMANS
0,9 %
HINDOUS
0,7 %
NON CROYANTS
22,8 %
ATHÉES
3,1%
AUCUNE CROYANCE PARTICULIÈRE
15,8%
NE SAIT PAS
0,6%
AGNOSTIQUES
4 %
LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS EN 2014

FICHE 5

DES ÉTATS DÉSUNIS ?

Le rêve américain est-il désormais devenu une vaine promesse ? Un grand nombre d'observateurs – journalistes, chercheurs, associations caritatives – expriment cette inquiétude, alors que les inégalités socio-économiques se sont beaucoup creusées depuis les années 1980 et plus encore depuis la crise financière de 2007-2008. La classe moyenne états-unienne est en voie de disparition et la société se dualise entre les plus pauvres et les plus riches, comme dans l'ensemble des pays occidentaux, mais de manière exacerbée aux États-Unis.

UN CREUSEMENT PROGRESSIF DES INÉGALITÉS

Selon le Congressional Budget Office, le revenu réel des 20 % les plus pauvres et celui de la classe moyenne – les 60 % suivants – ont crû de moins de 20 % entre 1979 et 2013, tandis que les 20 % les plus riches ont vu leur revenu doubler, et même tripler pour le 1 % supérieur. Après impôts et redistribution, les revenus supérieurs ont tout de même augmenté deux fois plus que ceux de la petite classe moyenne et des classes populaires. Par ailleurs, l'éclatement de la bulle spéculative de l'immobilier de 2007-2008 a endetté durablement des millions de ménages.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Le taux de chômage ne cesse de baisser depuis 2010, mais c'est au prix de la prolifération d'emplois flexibles et de la disparition de nombreux emplois traditionnels, notamment masculins, dans l'industrie, l'énergie, l'agriculture.

PEURS IDENTITAIRES *VERSUS* MARIAGES MIXTES

À cela s'ajoute le creusement des clivages ethniques. Les Hispaniques et les Africains-Américains, surtout les femmes, sont plus nombreux que les Blancs chez les plus démunis. Selon le Pew Research Center, dans les classes moyenne et populaire, les familles blanches disposent d'un revenu quatre fois supérieur aux ménages africains-américains et trois fois supérieur aux ménages hispaniques. De plus, le président Obama n'a pas mis un terme au racisme, il a même en partie exacerbé le racisme anti-Noirs de ses opposants. Par ailleurs, l'évolution démographique – plus de la moitié des enfants qui naissent aujourd'hui aux États-Unis ne sont pas issus de deux parents blancs – suscite des craintes et des rejets.

L'Amérique est historiquement une terre d'immigrants. La nation est aujourd'hui constituée de centaines d'ethnies du monde entier. Qu'ils aient été déplacés sous la contrainte (l'esclavage) ou qu'ils aient passé la frontière pour des raisons économiques et dans l'espoir de changer de vie, les immigrants européens (Italiens, Irlandais, Grecs, Juifs d'Europe de l'Est), asiatiques (Chinois, Coréens, Vietnamiens) ou sud-américains (Mexicains, Portoricains, etc.) se sont souvent regroupés en communautés, au moins un temps.

> Les États-Unis sont aujourd'hui constitués de centaines d'ethnies du monde entier.

L'idéal de *melting-pot* semble s'être envolé. On parlait dans les années 1990 de *salad-bowl* : les communautés se croisent mais ne se mélangent pas, mais c'est moins vrai aujourd'hui pour les jeunes générations. Ainsi, le métissage – même si le terme n'est que peu employé aux États-Unis – et les mariages mixtes progressent dans les jeunes générations de toutes origines, surtout chez les Asio-Américains et les Hispaniques. Mais les clivages ethniques en termes scolaires et professionnels demeurent.

Enfin, les années Obama et Trump ont considérablement aggravé la polarisation politique des États-Unis, entamée dans les années Clinton, entre les sympathisants démocrates et les sympathisants républicains. Et ce, alors que l'abstention progresse.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Les enquêtes d'opinion montrent que les clivages partisans se sont considérablement accentués dans la population états-unienne entre 2008 et 2017 sur le rôle de l'État fédéral, sur les questions « raciales », sur l'immigration, sur la sécurité nationale ou encore sur l'environnement. À titre d'exemple, concernant les discriminations « raciales » contre les Africains-Américains, la différence sur l'appréciation de cette réalité était de 13 points en 1994 contre 19 points en 2009 et 50 points en 2017 entre les sympathisants démocrates (64 % estiment que la discrimination subie par les Africains-Américains les pénalise, contre 39 % en 1994) et les sympathisants républicains (14 % pensent la même chose, contre 26 % en 1994).

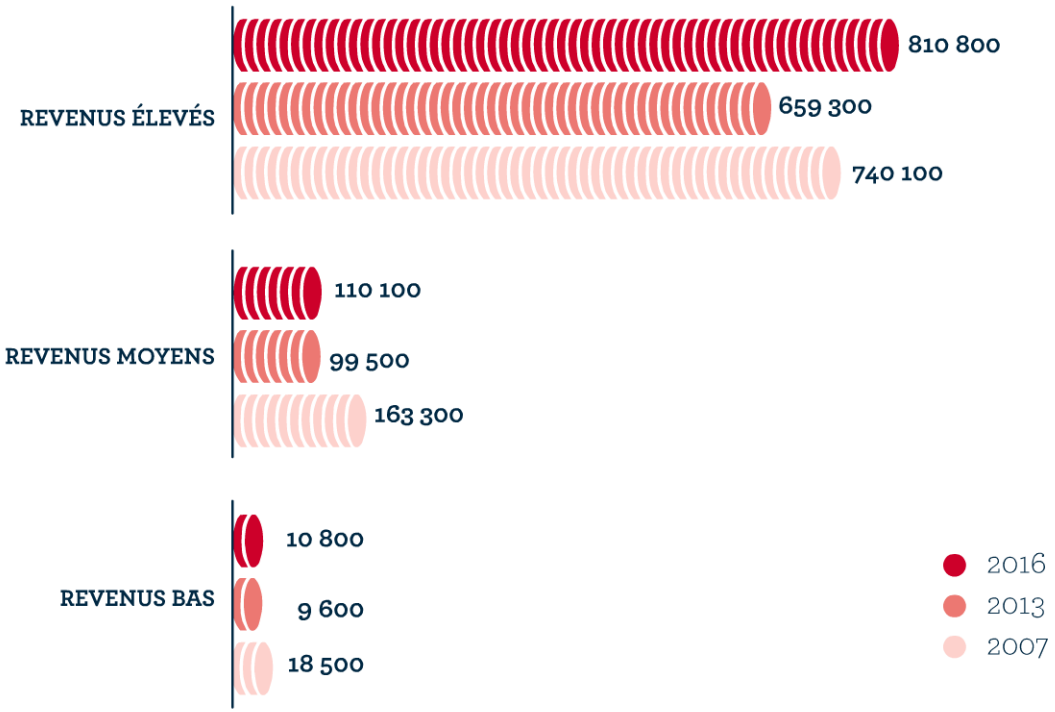
À RETENIR

Les inégalités socio-économiques n'ont fait que progresser ces dernières années, en particulier depuis la crise financière de 2007. Le revenu des plus pauvres et de la classe moyenne n'a pas beaucoup augmenté, alors que celui des plus riches a doublé voire triplé. On constate également de grosses différences salariales selon la communauté dont on est issu et selon que l'on est une femme ou un homme. Auparavant, les communautés ne se mélangeaient pas, mais c'est moins vrai aujourd'hui et les mariages mixtes ont augmenté.

Eyrolles.

SEULS LES MÉNAGES LES PLUS AISÉS SE SONT ENRICHIS APRÈS LA CRISE DE 2008

Valeur nette médiane des revenus des ménages, en dollars



Eyrolles.

FICHE 6

DONALD TRUMP, LA RUPTURE AVEC BARACK OBAMA

Qualifié de « président faible », de « président qui s'excuse » par ses adversaires républicains pendant ses deux mandats, Barack Obama se voyait reprocher une complaisance avec l'islamisme – dans un amalgame fréquent avec le djihadisme, d'une part, et l'islam, d'autre part – et un manque de fermeté face aux dictateurs (Poutine, Assad, etc.). Donald Trump, qui était l'un des acteurs majeurs du complot sur la prétendue non-nationalité américaine d'Obama (voir encadré), a repris à son compte cette rhétorique de la faiblesse et du laxisme pour disqualifier son prédécesseur et se présenter, pour sa part, comme un président « fort ».

LA FORCE APRÈS LA FAIBLESSE ?

Dès son élection, le président Trump a affiché une volonté de rupture sur la politique extérieure, arguant qu'il fallait remplacer le principe du compromis avec les puissances étrangères par l'art du « *deal* », et infléchir le multilatéralisme en remettant en cause le rôle de l'ONU et de l'OTAN, ainsi que plusieurs accords commerciaux : Accord de libre-échange nord-américain (Alena), Organisation mondiale du commerce (OMC), Partenariat

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), Traité transpacifique – dont la participation des États-Unis a été suspendue en 2017. Rendre sa grandeur à l'Amérique (« *Make America Great Again* ») est devenu le slogan de la campagne comme de la présidence Trump. La rhétorique de la force et de l'autorité est un leitmotiv.

Cette promesse de leadership retrouvé est autant celle d'un changement de politique que d'un changement de style, d'une nouvelle mise en scène du rôle présidentiel. En effet, le président Trump répète à l'envi qu'il veut mettre l'Amérique « d'abord » (« *America first* ») sur la scène internationale, ce qui suppose un désengagement des régions du monde où les intérêts notamment militaires des États-Unis ne seraient pas directement concernés. En d'autres termes, il s'agirait moins de multiplier les conflits armés que d'intensifier la dissuasion, voire l'intimidation en jouant sur le « bluff » ou quelques coups de force, comme il a pu le faire dans son activité d'homme d'affaires.

UN PAYS FERMÉ SUR LUI-MÊME

Rompre avec l'ère Obama, c'est aussi s'inscrire en faux par rapport à une vision de l'Amérique multiculturelle et ouverte sur le monde. Comme souvent, chez Trump, la communication incantatoire l'emporte. D'une part, en effet, Obama a effectué un nombre record d'expulsions de clandestins – près de 3 millions en 8 ans. D'autre part, la diversité ethnique et « raciale » des États-Unis obéit à une dynamique démographique et sociologique inéluctable qui rendra les Blancs d'origine européenne minoritaires et les Hispaniques, les Africains-Américains et les Asio-Américains majoritaires d'ici 2045.

> « [...] l'Amérique et l'islam se recoupent et se nourrissent de principes communs, à savoir la justice et le progrès, la tolérance et la dignité de chaque être humain. »
>
> *Extrait du discours du Caire d'Obama en 2009*

Enfin, l'objectif de restriction drastique de l'immigration est un mythe, comme l'a montré l'extrême difficulté à faire coïncider avec la loi et la Constitution les versions successives du décret présidentiel « Travel ban », surnommé « Muslim ban », visant à limiter l'immigration depuis plusieurs pays arabo-musulmans, et comme le montre l'opposition sans cesse réaffirmée d'une grande partie du monde économique américain, qui mise sur la main-d'œuvre très ou peu qualifiée issue de l'immigration.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

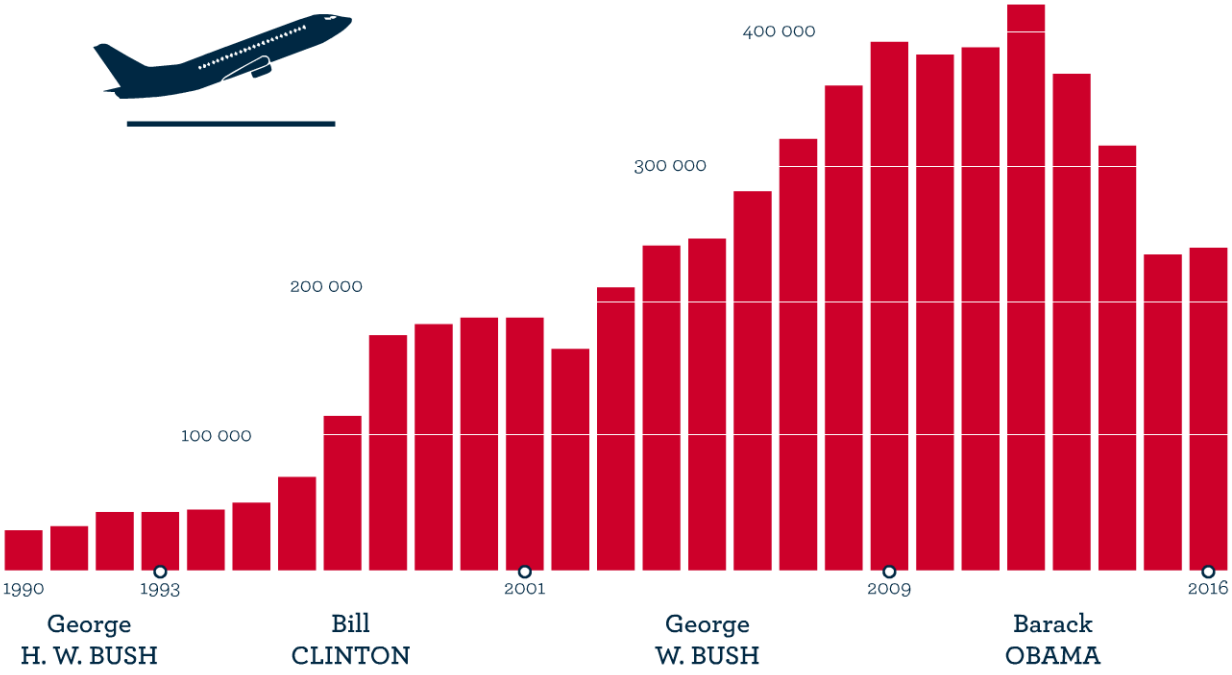
Dans les années 2009-2011, Trump était l'un des principaux instigateurs du complot des « *birthers* », qui avaient fini par échouer à démontrer que le certificat de naissance du président était faux, qu'il était né au Kenya et non à Hawaï et qu'il n'était donc pas de nationalité américaine. Or, le doute a longtemps subsisté, dans la population, quant au fait qu'Obama était peut-être kenyan mais aussi musulman, et Trump a compris le potentiel politique du racisme anti-Obama dans la société états-unienne.

À RETENIR

Obama et Trump sont deux présidents radicalement différents. Alors qu'Obama privilégiait le compromis, Trump entend imposer son point de vue. Ce dernier souhaite que les États-Unis prennent des décisions en fonction de l'intérêt qu'ils y ont. Ainsi, aucun échange, aucune intervention n'aurait lieu si les États-Unis n'y trouvaient pas leur compte. Trump a débuté une politique de restriction de l'immigration irréalisable, aussi bien d'un point de vue démographique qu'économique.

Eyrolles.

LES EXPULSIONS AUX ÉTATS-UNIS



Eyrolles.

FICHE 7

« *AMERICA FIRST* », UNE IDÉOLOGIE ISOLATIONNISTE ET NATIONALISTE

Si, pendant la guerre froide, les États-Unis ont joué le rôle de chef du monde libre contre le bloc soviétique et ses alliés, aujourd'hui, c'est en tant que première puissance économique de la planète que s'opère leur domination, ce qui participe évidemment d'une diplomatie d'influence ou *soft power*. Sans doute la nostalgie d'incarner les « gendarmes du monde » joue-t-elle encore dans un contexte multipolaire aux équilibres complexes et souvent changeants.

UN PROJET IDENTITAIRE POUR LES ÉTATS-UNIS

Trump s'est glissé sans difficulté dans les habits, avant tout symboliques, d'« homme le plus puissant de la planète ». Le repli sur soi et sur ses intérêts directs et, surtout, le fait de l'assumer pleinement participent du projet identitaire, ethno-nationaliste du président en place. Ce projet nourrit le fantasme selon lequel les États-Unis pourraient se passer de l'immigration, augmenter fortement les droits de douane vis-à-vis de la Chine, du Mexique et de l'Allemagne, limiter au maximum les importations de produits manufacturés – qui creuseraient le déficit commercial et menaceraient les emplois des citoyens états-uniens – et d'énergie, d'où l'intérêt, selon l'administration républicaine,

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

de relancer la production nationale d'énergies fossiles. Ce projet se traduit aussi par le refus de prendre part à la solidarité mondiale sur les plans humanitaire, sanitaire, culturel et éducatif, comme le montrent la baisse drastique des budgets d'aide au développement et le retrait de l'Unesco.

L'enjeu est d'envoyer un message aux électeurs consistant à dire que l'identité des États-Unis sera préservée sur les plans économique, ethnique et religieux. Un tel discours, qui relève d'une lecture mythifiée, nostalgique des États-Unis, demeure néanmoins signifiant ; il indique une direction. Nourrie par plusieurs idéologues d'extrême droite comme Steve Bannon, Sebastian Gorka ou Steve Miller, qui conseillent Trump depuis sa campagne, cette vision ethno-nationaliste séduit la base électorale du président. Ce dernier prend du reste pour modèle le Brexit, décidé après un référendum, c'est-à-dire un choix « populaire ».

« [...] à partir de ce jour, une nouvelle vision prévaudra dans notre pays : ce sera l'Amérique d'abord. »

20 janvier 2017, discours d'investiture de Donald Trump

ISOLATIONNISME OU ISOLEMENT ?

Cependant, la tentation isolationniste de Trump ne pourra en aucun cas s'inscrire dans la tradition de la doctrine Monroe des années 1820 ou de celle des années 1920-1930. Encore présentes dans l'imaginaire collectif états-unien, elles sont inapplicables aujourd'hui. Les pays sont interdépendants en matière économique et commerciale (OMC), militaire (OTAN) et en particulier sur la lutte contre le terrorisme djihadiste. Concernant leur souhait de se retirer de l'accord de Paris de 2015 sur le climat, les États-Unis apparaissent aux yeux du monde comme un pays égoïste et irresponsable. Fin 2017, ils étaient la seule nation à avoir remis en cause les conclusions de la COP 21. Il s'agit cependant d'un isolationnisme sélectif, comme le laisse penser le projet d'augmentation de plus de 10 % du budget de la défense, par le renforcement en particulier de l'arsenal militaire états-unien. Le bombardement d'installations militaires syriennes au printemps 2017 l'a montré, de même que l'attestent les menaces récurrentes d'une guerre avec la Corée du Nord. L'influence des généraux autour de Trump est un contrepied à l'isolationnisme.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Le comité « America First » regroupait, dans les années 1940, les tenants d'un isolationnisme nationaliste, antisémite, farouchement opposé à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, contre les nazis. Selon ce comité, mené notamment par l'aviateur Charles Lindbergh, il n'était pas dans les intérêts des États-Unis d'aider l'Angleterre. L'enjeu était de maintenir les forces armées à un niveau susceptible de défendre le pays en cas d'attaques directes, au nom de l'indépendance. « America First » s'appuyait aussi sur la foi dans la destinée de la nation.

À RETENIR

Le président Trump a pour ambition de fermer les États-Unis sur eux-mêmes. Cela consisterait à faire en sorte que les États-Unis deviennent autosuffisants et puissent subvenir à leurs besoins sans avoir à faire appel à de la main-d'œuvre étrangère. Dans les faits, ce projet est difficilement réalisable, car les pays sont interdépendants sur les plans économique, commercial et militaire. De plus, cet isolationnisme est sélectif puisque le budget de la défense a augmenté fortement.

Eyrolles.

LA BAISSE DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT FOURNIES PAR LES ÉTATS-UNIS À L'ONU

FICHE 8

LA FIN DE L'HISTOIRE N'EST PAS ADVENUE

Les États-Unis ont-ils tourné la page de la guerre froide ? S'ils ne peuvent plus être les gendarmes du monde parce que celui-ci a beaucoup changé depuis la fin des années 1980, leur budget militaire surpasse – et de loin – celui de toutes les autres nations.

LES ÉTATS-UNIS RESTENT LES LEADERS DE LA PLANÈTE

Ils restent par ailleurs la première puissance de la planète sur les plans économique (premier PIB mondial, le deuxième étant la Chine, avec un PIB deux fois moindre) et technologique, ce qui, parce qu'ils sont leaders avec les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) et qu'ils gouvernent l'Internet mondial, mais aussi par leur poids considérable dans l'industrie du divertissement, leur permet d'avoir l'une des plus grandes influences sur les autres pays.

Les réflexes et la nostalgie de la guerre froide sont cependant encore présents, jusque dans le slogan « *Make America Great Again* » : le mot « *Again* » montre que certains n'ont pas renoncé à retrouver une toute-puissance grisante et confortable. Les incertitudes mondiales et la complexité des relations internationales, avec des pays comme la Chine ou l'Inde qui accroissent leur influence culturelle, avec les équilibres régionaux toujours susceptibles de se transformer sans que les États-Unis

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

ne contrôlent tout ce qui se passe, déplaisent aux acteurs politiques états-uniens qui souhaitent retrouver un leadership perdu.

LE NON-DÉPASSEMENT DES CONTRADICTIONS HISTORIQUES

C'est le cas des néoconservateurs, mais aussi d'une partie de la population qui se sent menacée dans son identité blanche et chrétienne, qui craint le cosmopolitisme et la mondialisation économique. Ils ont en commun de trouver des repères dans la désignation d'un ennemi extérieur – autrefois les communistes, puis les « États voyous » et l'« Axe du mal », aujourd'hui la Chine, la Russie, dans une moindre mesure l'Iran, mais surtout Daech, voire l'islam. Mais cette « binarisation » du monde n'est plus de mise. Même la question du djihadisme implique de nombreux protagonistes.

Les incertitudes sont attisées par le président Trump qui relance la course aux armements, à la fois parce qu'il augmente – avec l'aval du Congrès – le budget militaire des États-Unis, et parce que ses déclarations – sur la Corée du Nord – comme certains de ses actes – rapprochement avec l'Arabie saoudite, diabolisation de l'Iran – inquiètent de nombreux pays qui, de l'Asie au Golfe persique, achètent toujours plus d'armes, souvent aux fabricants états-uniens.

La fin de l'Histoire, au sens où l'entendait Francis Fukuyama en 1989, n'est pas advenue, mais le capitalisme l'a emporté. Le dépassement des contradictions historiques, tel que théorisé par Hegel auquel Fukuyama se réfère, n'existe pas parce qu'aucun consensus n'est de mise ni sur la supériorité du néolibéralisme, ni sur les idéaux démocratiques. La bataille d'idées fait rage, y compris en Occident, où les populismes prospèrent.

« Le budget militaire des États-Unis en 2017 s'élève à **600 milliards** de dollars. »

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Francis Fukuyama estime que sa théorie de la fin de l'Histoire, publiée en 1989, reste valable. En d'autres termes, les démocraties libérales l'ont emporté en tant que modèle politique et économique dans le monde. Les régimes autoritaires, bâtis autour d'un leader, sont voués à disparaître, selon lui. Les menaces sont néanmoins intérieures aux démocraties, avec les leaders populistes. Pour y remédier, il avance qu'il faut lutter plus efficacement contre les inégalités et consolider les institutions.

À RETENIR

Même si les États-Unis ne sont plus les gendarmes du monde comme pendant la guerre froide, ils restent un pays de premier plan grâce à leur PIB (premier mondial), leur contrôle d'Internet avec les GAFA et l'influence de leur industrie du divertissement. Ils ressentent cependant la nostalgie de la guerre froide, exprimée par le slogan « *Make America Great Again* ». Une partie de la population se sent menacée et est réconfortée par la désignation d'un ennemi extérieur. Trump attise ce sentiment.

Eyrolles.

LES PAYS CONSTITUANT L'« AXE DU MAL »
POUR G. W. BUSH APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

FICHE 9

QU'Y A-T-IL DERRIÈRE LA FORMULE « *MAKE AMERICA GREAT AGAIN* » ?

Le slogan « *Make America Great Again* » est hérité des années Reagan, qui parlait déjà de « *Let's Make America Great Again* ». Il présente l'avantage de fonctionner pour la politique intérieure et pour la politique extérieure. Les États-Unis que Trump entend incarner sont forts, combatifs, et même autoritaires, égoïstes. Cette vision obéit à une volonté d'intimidation, voire de domination. Trump veut se démarquer d'Obama, dont il estime qu'il a affaibli les États-Unis sur la scène internationale, soit par ses politiques de compromis – Iran, Cuba –, soit par son incapacité à résoudre certains conflits – Syrie, Israël-Palestine – ou différends – Russie –, soit par sa complaisance avec l'islamisme.

FAIRE CORPS AVEC LE PAYS

En 1980, Reagan, qui est resté la référence, voire l'idole des républicains, entendait également renforcer son pays après la présidence du démocrate Carter, lui aussi jugé faible. Aidé par les néoconservateurs, adepte – du moins lors de son premier mandat – d'une politique agressive et intransigeante vis-à-vis de l'URSS, Reagan était aussi, comme Trump, un partisan de la dérégulation économique et fiscale. Surnommé « le grand communicant », il partage en outre avec l'actuel

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

président la maîtrise des outils de la communication populaire moderne : leur passé commun dans les industries du divertissement leur a donné les codes de la mise en scène de soi. Ainsi, l'adjectif « *great* » est aussi censé qualifier le président, qui fait corps avec son pays.

MAKE AMERICAN WHITE MEN GREAT AGAIN

« *Make America Great Again* » est désormais un mot-dièse, #MAGA, sur Twitter, pour Trump et ses partisans qui l'emploient parfois sans énoncer d'argument, comme s'il se suffisait à lui-même ou comme si au contraire le programme qu'il abrite était trop vague, trop changeant pour être détaillé.

Suite aux manifestations de violences racistes, notamment lors de l'été 2017 à Charlottesville, ainsi qu'aux propos répétés de Trump montrant son indulgence, si ce n'est son soutien aux suprémacistes blancs, certains observateurs critiques ont avancé que « *Make America Great Again* » signifiait avant tout « *Make America White Again* ». Ajoutons que, l'ambition de Trump n'étant pas exempte de relents masculinistes, le slogan pourrait être « *Make American White Men Great Again* ».

Le slogan de la campagne et de la présidence Trump, c'est la nostalgie d'une époque où les États-Unis non seulement dominaient le monde libre, mais bénéficiaient d'une croissance économique très forte, d'une industrie florissante, et d'un pouvoir masculin et blanc sans partage : les années 1950. Trump ne cache pas, du reste, qu'elles constituent sa période de référence.

« [Aux États-Unis], pour de nombreuses personnes, la définition de l'américanité, c'est la couleur de peau [...]. »

Toni Morrison,
The New Yorker,
21 novembre 2016

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

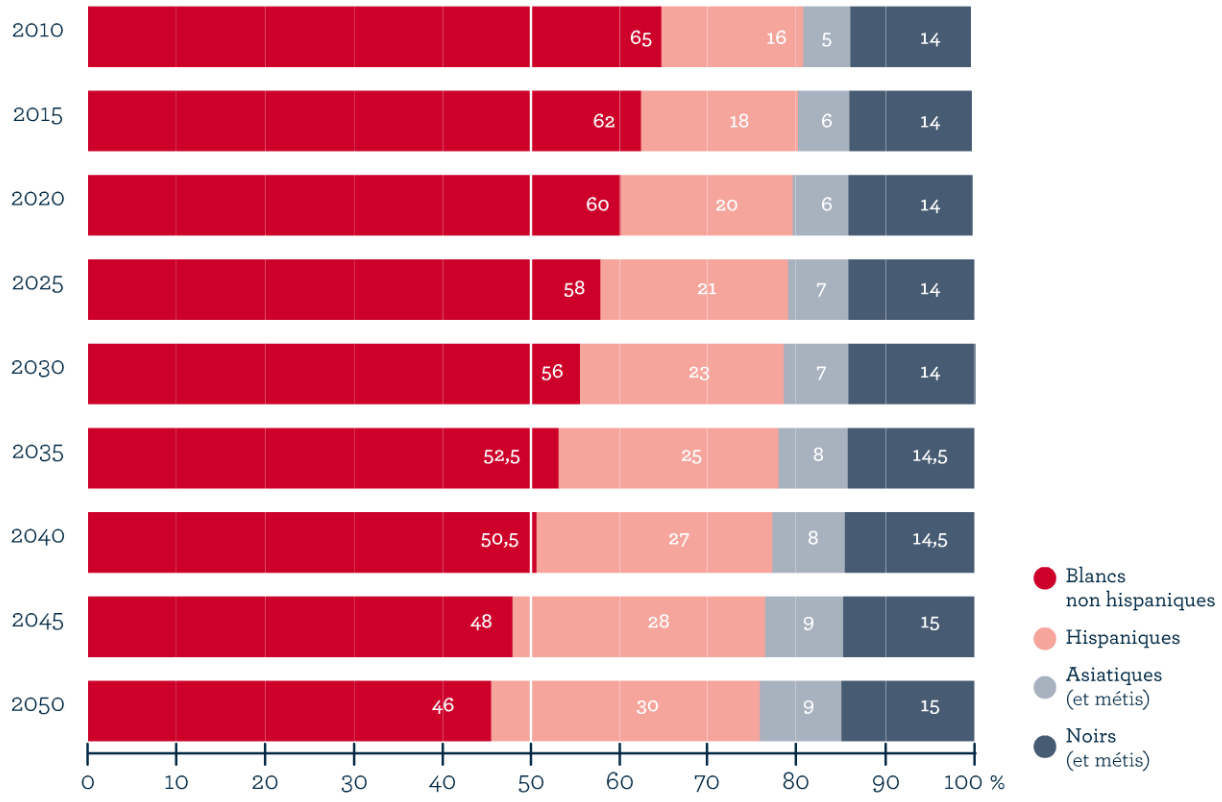
La casquette rouge ornée du slogan « *Make America Great Again* » est devenue le signe de reconnaissance et de ralliement des partisans de Trump dès la campagne électorale de 2015-2016. Ils constituent un club – de plus en plus fermé mais comptant toujours de nombreux membres – dont cette casquette, symbole populaire de l'Amérique profonde, du base-ball et des cow-boys contemporains, leur permet de revendiquer une identité « authentique ». Le président Trump a demandé à ce que soit créée, pour Halloween, une casquette spéciale, de couleur orange.

À RETENIR

Le président Trump partage de nombreux points communs avec Reagan, durant la présidence duquel a fait surface le slogan « *Let's Make America Great Again* ». Tous deux souhaitent une Amérique forte, une dérégulation économique et fiscale, et ils connaissent les codes de la communication populaire. Selon certains observateurs, le slogan « *Make America Great Again* » voudrait avant tout dire que Trump veut voir les Blancs reprendre le pouvoir, et plus particulièrement les hommes blancs.

Eyrolles.

LES MINORITÉS ETHNIQUES DEVIENDRONT LA MAJORITÉ D'ICI 2050



Eyrolles.

FICHE 10

TRUMP, VISAGE AMÉRICAIN D'UNE TENTATION POPULISTE MONDIALE

Depuis plusieurs années, le populisme, surtout de droite mais aussi de gauche, et la démagogie connaissent un succès non démenti dans les démocraties occidentales – et ailleurs, comme par exemple Narendra Modi en Inde ou Rodrigo Duterte aux Philippines. De Marine Le Pen à Donald Trump, en passant par le UKIP britannique, le FPÖ autrichien ou l'AfD allemande, beaucoup de partis sont arrivés au pouvoir, parfois dans une coalition, ou s'en sont rapprochés de très près, comme en France.

REJET DES ÉLITES... MAIS PAS DU CAPITALISME

Ces partis ont en commun le rejet des élites politiques, intellectuelles, médiatiques, parfois économiques, ainsi que la haine du cosmopolitisme, des mouvements en faveur des droits des femmes et des minorités, et plus globalement la modernité et l'ouverture culturelle. En ce sens, ils proposent tous un projet fondé sur une identité nationale « retrouvée » et excluante, défensive, et sur un pouvoir autoritaire.

Aux États-Unis, la défiance par rapport à l'État fédéral et aux deux grands partis politiques a également

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

nourri le discours de Trump, qui parle d'« assécher le marigot » de Washington et de gouverner contre l'*establishment*... alors qu'il s'est entouré de leaders du parti républicain – au premier rang desquels son vice-président – et d'anciens de Goldman Sachs – l'une des multinationales à l'origine de la crise financière de 2007-2008. Cependant, contrairement à la France, par exemple, et à l'électorat du Front national, l'opposition au capitalisme n'est pas de mise chez les électeurs de Trump, quelles que soient les classes sociales. Pour eux, c'est l'État fédéral qui est responsable de leur déclassement.

L'AMBITION D'UNE IDENTITÉ MYTHIFIÉE

Contre l'influence d'une gauche culturelle « bien-pensante », qui incarne le « politiquement correct » honni et qui était de manière exemplaire incarnée par Obama, Trump promet de restaurer le pouvoir du « vrai peuple », qui ne serait plus, alors, méprisé par les démocrates et les intellectuels. En qualifiant de « déplorables » les électeurs de Trump, Hillary Clinton est tombée dans le piège que son adversaire lui tendait et qui a pu réaffirmer combien le peuple ne pouvait plus être ainsi méprisé par les élites.
Ce « peuple » n'est jamais défini explicitement sur un plan sociologique, mais l'on sait implicitement de qui l'on parle : les hommes blancs, d'origine européenne, qui éprouvent ou même vivent au quotidien une insécurité culturelle, genrée et économique, parfois religieuse. Or Trump, même s'il ne le met généralement pas en avant, s'inscrit par ailleurs dans l'histoire contemporaine du parti républicain quand il s'agit de retours en arrière sur l'égalité raciale, entre les femmes et les hommes, ou sur les droits des LGBT.
De plus, le président états-unien, qui s'est aussi fait élire sur une promesse de réduction des inégalités socio-économiques dont sont victimes les « ouvriers blancs » de la *Rust Belt*, a choisi de mettre en place une politique économiquement, fiscalement et socialement favorable aux riches – réforme de la santé, réforme du code des impôts, etc.

« [Trump] met en place la politique que j'appelle de mes vœux depuis très longtemps et notamment la politique de patriotisme économique, de protectionnisme intelligent. »

Marine Le Pen

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Afin de discréditer les grands médias qu'il estime lui être défavorables, Trump a accordé des accréditations presse à la Maison-Blanche à des « trolls » et sites complotistes d'extrême droite. Il rend ainsi les frontières entre l'information et le divertissement encore plus floues, et renforce davantage le poids de l'émotion sur le factuel en matière de journalisme. Les « *fake news* » et « *alternative facts* » fonctionnent sur cette logique et permettent de créer l'événement, parfois de toutes pièces, pour masquer d'autres faits importants et contrôler une partie de l'agenda médiatique et politique.

À RETENIR

Partout dans le monde, les partis populistes prennent le pouvoir ou obtiennent de bons résultats aux élections. Ces partis rejettent les élites… quand bien même ils ne seraient en réalité pas différents sociologiquement des autres partis, comme le montre Donald Trump. Lorsque ce dernier parle de restaurer le pouvoir du « vrai peuple », il ne parle pas du peuple états-unien dans son ensemble mais des hommes blancs de la petite classe moyenne et des classes populaires, ce qui ne l'empêche pas de favoriser les plus aisés dans sa politique.

Eyrolles.

LA MONTÉE DU POPULISME DANS LE MONDE

1 ÉTATS-UNIS
Donald **Trump**
élu président
8 nov. 2016

2 ROYAUME-UNI
Brexit voté à 52 %
23 juin 2016

3 FRANCE
Marine **Le Pen**
34 % au 2nd tour
Présidentielle 2017

4 BELGIQUE
N-VA à 20,4 %*

5 DANEMARK
Parti Populaire
à 21,1 %*

6 ALLEMAGNE
AFD à 12,6 %
Législatives 2017

7 AUTRICHE
Coalition **ÖVP-FPÖ**
Législatives 2017

8 HONGRIE
Victor **Orban** (Fidesz)
au pouvoir
2010

9 POLOGNE
Droit et Justice
au pouvoir
2015

10 PHILIPPINES
Rodrigo **Duterte**
élu président
2016

* aux législatives entre 2012 et 2016

PARTIE 2

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

LES 10 PRINCIPAUX DÉFIS

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FICHE 11

L'OBSESSION IDENTITAIRE

Malgré ou peut-être à cause d'une évolution démographique inéluctable qui verra la population blanche d'origine européenne (les Blancs dits « caucasiens », selon la terminologie des institutions qui, on le rappelle, n'assignent pas les individus à une origine mais la consignent après déclaration volontaire) minoritaire à l'horizon 2050 et les Asio-Américains, Africains-Américains et Hispaniques devenus majoritaires, le mythe de la restauration d'une nation blanche perdure aux États-Unis.

REGAIN DES SUPRÉMACISTES BLANCS SOUS OBAMA

Les suprémacistes blancs, qui ont en horreur le multiculturalisme et les mouvements anti-racistes, alimentent cette nostalgie, surtout depuis la présidence d'Obama. L'élection de Trump a constitué un soulagement, car la présence d'un Noir à la Maison-Blanche avait été pour eux une aberration et occasionné une profonde angoisse. Les années Obama ont correspondu à un regain du Ku Klux Klan et des néo-nazis dans certains États fédérés, même si le nombre de ces groupuscules suprémacistes ne dépasse par le millier dans l'ensemble du pays, et que certains n'ont que quelques membres.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Ils organisent régulièrement des manifestations, qui peuvent dégénérer, comme à Charlottesville, dans l'État de Virginie, en août 2017, lorsqu'une militante antiraciste a été tuée après qu'un membre du Ku Klux Klan avait foncé dans la foule avec sa voiture. Néanmoins, ces extrémismes, s'ils ne sont pas représentatifs de la population blanche états-unienne, rencontrent un écho médiatique.

ENLEVER LES MONUMENTS ET LES DRAPEAUX DE LA SÉGRÉGATION ?

Les quelque 2 000 statues de généraux esclavagistes ou drapeaux de la confédération qui sont encore présents dans les rues ou devant les bâtiments officiels de certains États du sud-est du pays alimentent les controverses sur l'identité du pays. Les mouvements d'extrême droite souhaitent les voir rester en place, alors que les militants antiracistes exigent leur disparition. Ce type de débat, qui est un enjeu d'historiographie et de mémoire, a lieu aussi en Europe avec les statues d'hommes politiques ou de militaires qui ont, plus ou moins activement, soutenu l'esclavage et la colonisation. Or, aux États-Unis, la plupart de ces statues ont été érigées entre 1890 et 1940, autrement dit bien après la guerre de Sécession, pendant une période où le racisme était très présent – les mouvements pour les droits civiques sont nés 10 ans plus tard.

Cette nostalgie d'un « âge d'or racial », comme pourraient le qualifier les suprémacistes blancs, prend place dans une Amérique plus cosmopolite, plus multi-religieuse, plus ouverte sur le monde que jamais du fait de la mondialisation économique et de la circulation des influences culturelles avec les industries du divertissement et les nouvelles technologies. On pourrait donc la qualifier de « baroud d'honneur », un moyen de retarder l'inéluctable : les « minorités majoritaires », telles qu'on les appelle, formeront demain la majorité de la population états-unienne.

D'ici 2050, la population blanche d'origine européenne sera minoritaire aux États-Unis.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

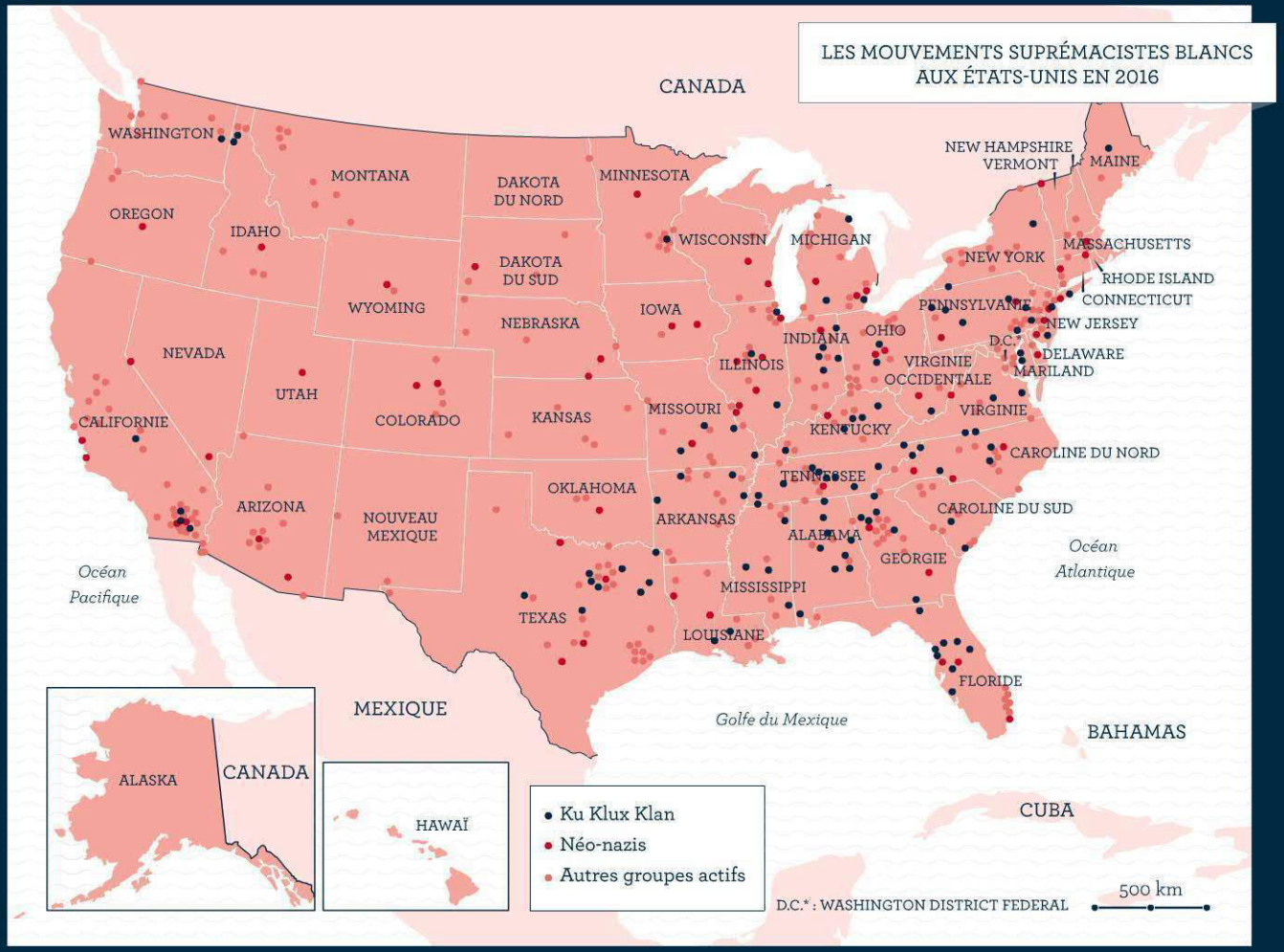
FOCUS

Le fondateur de l'Alt-Right (*Alternative Right*, un mouvement prônant la suprématie des Blancs), Richard Spencer, dans une interview accordée au *Journal du Dimanche* en 2017, estimait que « ce que nous voyons aujourd'hui, c'est une nation post-blanche ». En effet, les Blancs « subiss[ent] une humiliation chaque jour, une sorte de mort spirituelle. Nous nous diluons dans les mariages mixtes, par exemple ». Il prône la mise en place d'un « État blanc », qui est pour lui « une idée visionnaire ».

À RETENIR

La population blanche d'origine européenne est vouée à devenir minoritaire. L'élection de Barack Obama a provoqué un regain du suprémacisme blanc. Même si ces groupuscules ne sont pas représentatifs de la population blanche, ils ont néanmoins pris de l'importance dans plusieurs États et organisent régulièrement des manifestations. Dans certaines villes, on trouve encore des statues de généraux esclavagistes, érigées à une période où le racisme était particulièrement prégnant, ainsi que des drapeaux de la confédération.

Eyrolles.


LES MOUVEMENTS SUPRÉMACISTES BLANCS AUX ÉTATS-UNIS EN 2016
CANADA
WASHINGTON
OREGON
IDAHO
MONTANA
DAKOTA DU NORD
MINNESOTA
DAKOTA DU SUD
WISCONSIN
MICHIGAN
WYOMING
NEBRASKA
IOWA
NEVADA
UTAH
COLORADO
KANSAS
ILLINOIS
INDIANA
OHIO
CALIFORNIE
MISSOURI
KENTUCKY
VIRGINIE OCCIDENTALE
VIRGINIE
NEW HAMPSHIRE
VERMONT
MAINE
NEW YORK
MASSACHUSETTS
RHODE ISLAND
CONNECTICUT
PENNSYLVANIE
NEW JERSEY
D.C.*
DELAWARE
MARILAND
CAROLINE DU NORD
TENNESSEE
OKLAHOMA
ARIZONA
NOUVEAU MEXIQUE
ARKANSAS
CAROLINE DU SUD
ALABAMA
GEORGIE
Océan Pacifique
Océan Atlantique
MISSISSIPPI
TEXAS
LOUISIANE
FLORIDE
MEXIQUE
Golfe du Mexique
BAHAMAS
CUBA
ALASKA
CANADA
HAWAÏ
Ku Klux Klan
Néo-nazis
Autres groupes actifs
D.C.* : WASHINGTON DISTRICT FEDERAL
500 km

FICHE 12

L'IMMIGRATION, CHANCE OU FARDEAU ?

Malgré des législations restrictives, les États-Unis ont connu en presque quarante ans l'une des plus fortes vagues d'immigration de leur histoire. En 2016, on dénombrait ainsi près de 45 millions de « *foreign born* » – en d'autres termes, nés à l'étranger – sur 325 millions d'habitants, soit 14 % de la population. Un chiffre plus de deux fois supérieur à celui de 1990, et c'est sans compter sur les immigrés illégaux, qu'on estime à 11 millions et qui, très majoritairement, travaillent ou suivent des études (les « *dreamers* », arrivés clandestinement quand ils étaient mineurs, avec leurs parents).

UN FAIBLE IMPACT SUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES

Le débat sur le coût ou la richesse induits par l'immigration dans l'économie des États-Unis tourne à l'avantage de ceux qui arguent que les immigrés constituent un « plus ». À la question « les nouveaux arrivants, aux États-Unis, constituent-ils une menace pour l'emploi des citoyens américains ? », les chercheurs, notamment les économistes, dans leur grande majorité, répondent « non ». Il semble en effet au contraire que l'immigration crée de la richesse et de la recette fiscale.

Si l'on constate un risque, dans certains emplois peu ou pas qualifiés – hôtellerie-restauration, nettoyage, BTP,

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

agriculture, etc. –, d'une baisse des salaires due au fait que les immigrés, notamment clandestins, acceptent d'être payés moins que les autres, c'est le contraire dans les emplois qualifiés et très qualifiés – nouvelles technologies, finance, recherche. Les États-Unis importent une partie non négligeable de leurs ingénieurs et chercheurs.

UN FORT IMPACT SUR LA CROISSANCE ET L'INNOVATION

L'impact budgétaire négatif de l'immigration concerne les États fédérés et les districts, en termes d'éducation des enfants, en particulier, mais la deuxième génération contribue très largement à l'activité économique et aux recettes fiscales. En effet, ces individus sont davantage employables que leurs parents du fait qu'ils parlent mieux anglais, ont souvent fait plus d'études, et payent plus d'impôts que la génération qui les précède, y compris si l'on y inclut les citoyens américains. Ces populations, issues des vagues récentes d'immigration ou nées aux États-Unis, sont également plus jeunes que les Blancs d'origine européenne qui sont de moins en moins nombreux en âge de faire des enfants. De plus, l'entrepreneuriat et l'innovation viennent souvent des immigrés, qui subissent des discriminations dans l'emploi et choisissent de se lancer dans la création d'entreprise, et apportent un savoir-faire, un regard différent dans la société états-unienne. À long terme, le niveau local y gagne donc aussi. En 2014, le Congressional Budget Office, le bureau du Budget du Congrès américain – qui a notamment un rôle de prévision en matière de dépenses et de déficit au niveau fédéral, et de croissance économique du pays – estimait qu'une loi libérale réformant l'immigration pourrait créer plus de 3 points de croissance en 10 ans. Les grandes entreprises ne s'y sont pas trompées, qui font du lobbying depuis des années auprès des décideurs politiques, démocrates comme républicains, pour un plus grand libéralisme juridique.

14 %

C'est la proportion d'immigrés légaux.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

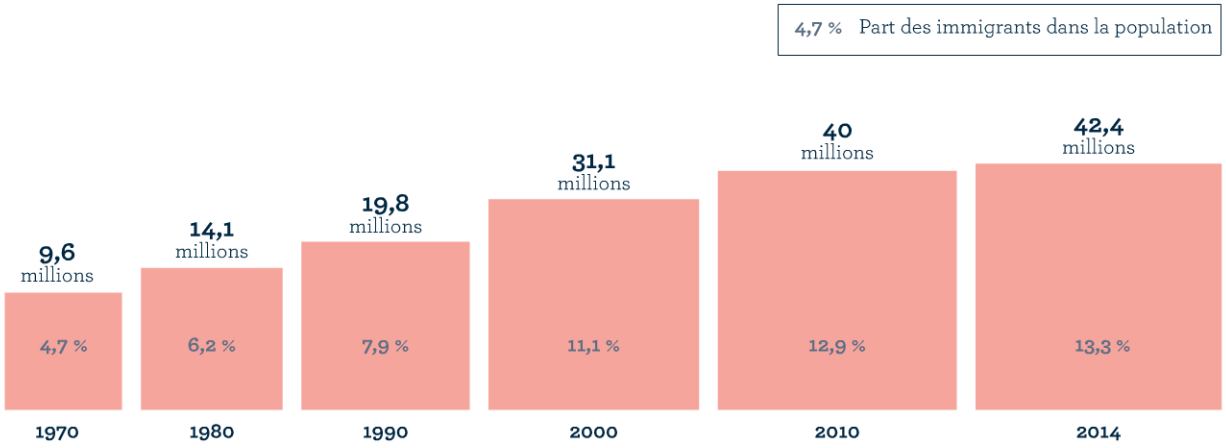
La ville de Detroit, en grande difficulté financière depuis les années 2000, avait vu sa population diminuer inexorablement. En 2014, le gouverneur républicain du Michigan avait demandé une aide à Washington pour faire venir 50 000 immigrés dans la ville sur une période de 5 ans, dans le cadre d'un programme visant à doter d'un visa des individus très qualifiés en sciences ou en arts, et des entrepreneurs. Le succès a été au rendez-vous puisque la ville gagne en habitants, et l'immobilier repart à la hausse. Detroit s'affiche même comme une vitrine du multiculturalisme aux États-Unis.

À RETENIR

Contrairement à une idée reçue, l'immigration crée de la richesse. Les immigrés constituent un risque pour le niveau de salaire dans les métiers peu ou pas qualifiés, mais, pour les emplois qualifiés et très qualifiés, les États-Unis sont très demandeurs d'immigrés. Si la première génération a effectivement pu avoir un impact budgétaire négatif au niveau local, la deuxième génération a au contraire tendance à avoir un impact positif, car elle est plus qualifiée. De plus, l'entrepreneuriat et l'innovation viennent souvent des immigrés.

Eyrolles.

L'AUGMENTATION DE LA POPULATION IMMIGRÉE



Eyrolles.

FICHE 13

LE TERRORISME ISLAMISTE ET L'« ENNEMI INTÉRIEUR » MUSULMAN

Les attentats du 11 septembre 2001 ont, comme dans les autres pays occidentaux victimes du djihadisme, alimenté non seulement une peur de l'islamisme mais aussi, chez certains, une haine de l'islam culturel et religieux. L'islamophobie n'est donc pas l'apanage de l'Europe. Les États-Unis, où les musulmans comptent pour 1 % de la population, n'ont pas le passé colonial de la France ou de l'Angleterre. C'est véritablement le 11 Septembre, « 9/11 », qui marque un point de rupture entre les États-Unis et le monde arabo-musulman.

Les guerres qui ont été déclenchées par George W. Bush, sous l'influence des néoconservateurs, pour contrer Al-Qaïda, et le désastre du conflit irakien en particulier, ont, par leur coût humain, financier et symbolique, considérablement nuit à la popularité du président républicain. C'est aussi cette volonté de tourner la page qui a conduit Obama au pouvoir.

LA RÉSURGENCE DE VIEUX SCHÉMAS

Ce dernier, dès son entrée en fonction, a souhaité, notamment par son discours du Caire de juin 2009, adresser un message d'apaisement au monde arabo-musulman. En 2012, il a envoyé un courrier au président afghan Hamid Karzaï pour lui exprimer les regrets des États-Unis, après

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

que des soldats américains eurent brûlé des corans en Afghanistan. Les adversaires d'Obama ne l'ont jamais accepté. Il incarnait le président qui « s'excuse », pour les républicains, et en particulier les Tea Party et certains chrétiens sionistes. Toujours, dans l'histoire, l'ennemi intérieur est à la fois mystérieux et caché, mais identifié et identifiable. Il fait l'objet d'une construction sociale et discursive éculée, dans laquelle se mêlent métaphore médicale, excitation de la peur collective et croyance en l'existence d'une minorité de sages, détenteurs de la vérité et sauveurs du pays contre sa menace interne. Après les communistes, avec les Noirs, les musulmans sont devenus la figure de l'ennemi intérieur : ils sont dépeints par la droite comme violents, incontrôlables, sexistes et homophobes. Le président Trump ne dit pas autre chose et s'efforce d'instaurer des mesures limitant l'accès aux États-Unis de ressortissants de certains pays arabo-musulmans.

UN REGAIN DU COMPLOTISME

La plus spectaculaire hostilité s'est exprimée *via* le pasteur évangéliste Terry Jones qui a brûlé le Coran en public devant son église en 2011. C'est pour lui un « livre maudit ». Il vendait également des T-shirts et des casquettes de base-ball ornés du slogan « L'islam relève du diable », qui était aussi le titre d'un livre publié l'année précédente. En 2013, il a été arrêté en Floride alors qu'il transportait dans son pick-up près de 3 000 exemplaires du Coran imbibés de kérosène. Cependant, Terry Jones n'est pas représentatif des chrétiens états-uniens. Du reste, de nombreuses communautés religieuses ont fait savoir qu'elles n'adhéraient pas à ses idées et ont promu les valeurs de tolérance du christianisme.

> Les attentats du 11 Septembre constituent un point de rupture entre les États-Unis et l'islam.

Néanmoins, notamment du fait des autres attentats djihadistes commis sur le sol des États-Unis – Boston en 2013, San Bernardino en 2015, Orlando en 2016 –, l'islam continue d'y susciter la méfiance et le rejet, d'autant qu'ils sont l'œuvre de citoyens américains ou ayant émigré légalement vers les États-Unis. À l'étranger, Al-Qaïda au Maghreb islamique, la secte Boko Haram – et l'enlèvement très médiatisé de centaines de lycéennes – et bien sûr Daech alimentent l'islamophobie. Les décapitations des journalistes américains James Foley et Steven Sotloff et du travailleur humanitaire Peter Kassig ont pour leur part été perçues comme faisant partie d'une guerre menée contre les États-Unis.

© Groupe Eyrolles

FOCUS

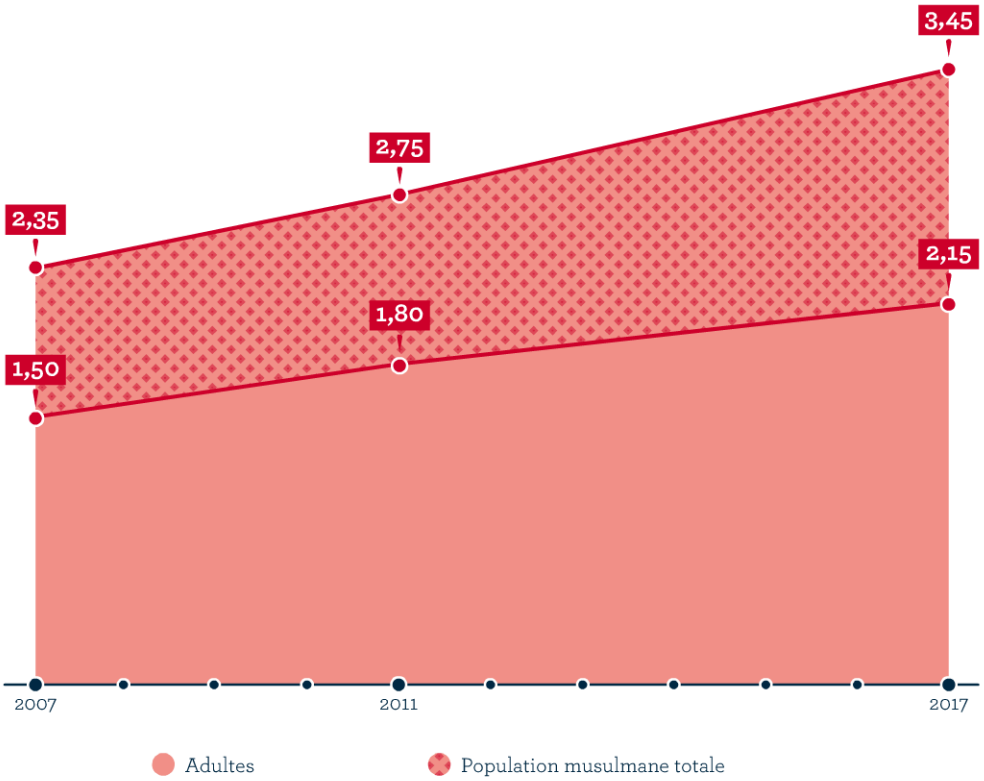
Les réseaux complotistes islamophobes aux États-Unis ont pris de l'ampleur depuis les années 2000. Par exemple, Brigitte Gabriel – c'est un pseudonyme – entretient, *via* son groupe militant et lobby « ACT! for America », l'idée que les musulmans souhaitent imposer la charia sur le sol national (dans les écoles, par exemple), qu'ils créent des camps d'entraînement djihadistes dans le pays, et qu'ils cherchent à infiltrer les grandes institutions que sont le FBI, la CIA, le département d'État.

À RETENIR

Le 11 Septembre a véritablement marqué les États-Unis et les attentats de 2013, 2015, 2016 ont accentué la méfiance envers l'islam. Bush a déclenché plusieurs guerres qui ont coûté beaucoup au pays (humainement, financièrement, symboliquement). Obama a tenté d'apaiser les tensions entre les États-Unis et l'islam. Mais, l'islam constituant actuellement « l'ennemi intérieur », les actions d'Obama ont été vivement critiquées par ses adversaires. Trump encourage le sentiment de méfiance à l'égard des musulmans.

Eyrolles.

LE NOMBRE DE MUSULMANS AUX ÉTATS-UNIS, EN MILLIONS



Eyrolles.

FICHE 14

LES VILLES *VERSUS* LA RURALITÉ

La coupure entre les régions urbaines – surtout les deux grandes métropoles de la côte Est et de la côte Ouest – et les régions rurales s'est accentuée depuis les années 1980 et se traduit sur les plans démographique, sociologique, économique et électoral.

LA POPULATION RURALE NE CESSE DE DIMINUER

Alors que les centres des très grandes villes ont connu une renaissance, après des années 1980-1990 où la criminalité, la drogue et les départs des ménages les plus aisés vers les banlieues résidentielles les ont fragilisés, la population vivant dans des zones de moins de 250 000 habitants – zones « non métropolitaines » – représente aujourd'hui moins de 15 % de la population du pays, contre 50 % en 1910. Sa part a beaucoup baissé depuis les années 1970 et surtout 1980, en raison des migrations internes mais aussi du fait que les naissances y sont inférieures aux décès.

La pauvreté y est élevée – même si elle existe aussi dans les grandes villes –, ainsi que les problèmes de santé (notamment l'obésité), de même que le chômage – en particulier chez les hommes, difficilement accepté socialement par rapport à son équivalent chez les femmes –, l'accès aux études supérieures y est plus difficile du fait

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

du coût des études et du poids de la reproduction sociale. L'espérance de vie diminue même dans certains territoires, à cause de l'alcoolisme, de la prise de drogue et d'un taux de suicide plus important qu'ailleurs. Le poids des communautés locales est grand mais il est fragilisé.

Les petites exploitations agricoles ne parviennent pas à survivre, de même que les petites entreprises, surtout dans les secteurs traditionnels comme l'énergie, la mécanique, l'électronique, où elles sont menacées de fermeture. L'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, et la relance – cependant aléatoire – de l'extraction de charbon depuis la décision de Trump de rompre avec les politiques de régulation de l'environnement, risquent d'être un leurre à long terme. Mais elles redonnent espoir à court terme à une partie de la population et re-densifient démographiquement certaines zones rurales.

DEUX AMÉRIQUES DE PLUS EN PLUS OPPOSÉES

Sur le plan électoral, l'Amérique rurale du Midwest, celle des petites villes, mais aussi celle des banlieues résidentielles des États fédérés du Sud-Est votent républicain. Mais l'Amérique urbaine de la *Rust Belt*, traditionnellement démocrate, s'est abstenue en 2016 ou bien a voté pour Trump. C'est une question de valeurs : à la peur du déclassement socio-économique s'ajoute une incertitude identitaire qui se manifeste par un rejet de l'immigration et du multiculturalisme. Un fossé culturel immense existe dans la perception du pays, des autres et du monde. Les grandes villes ne correspondent pas, dans les mythes fondateurs, aux valeurs américaines de la conquête de l'Ouest. Par exemple, l'Amérique des trucks et des grosses voitures, gros consommateurs de pétrole, n'est pas celle du vélo, de la voiture électrique et des transports en commun écologiques. Ce fossé nourrit les clivages aux États-Unis et, bien qu'il soit utile électoralement pour certains, il est délétère sur un plan démocratique.

> Seulement 15 % de la population vit dans des zones de moins de 250 000 habitants, contre 50 % en 1910.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

L'histoire de Bone (1992) est un roman autobiographique de Dorothy Allison qui prend pour décor l'Amérique rurale rongée par l'ennui, la pauvreté, les grossesses précoces, la violence masculine, l'échec social. Il rend hommage aux déclassés et surtout aux générations de femmes qui permettent à leurs familles de garder la tête « hors de l'eau » malgré la misère et le désespoir.

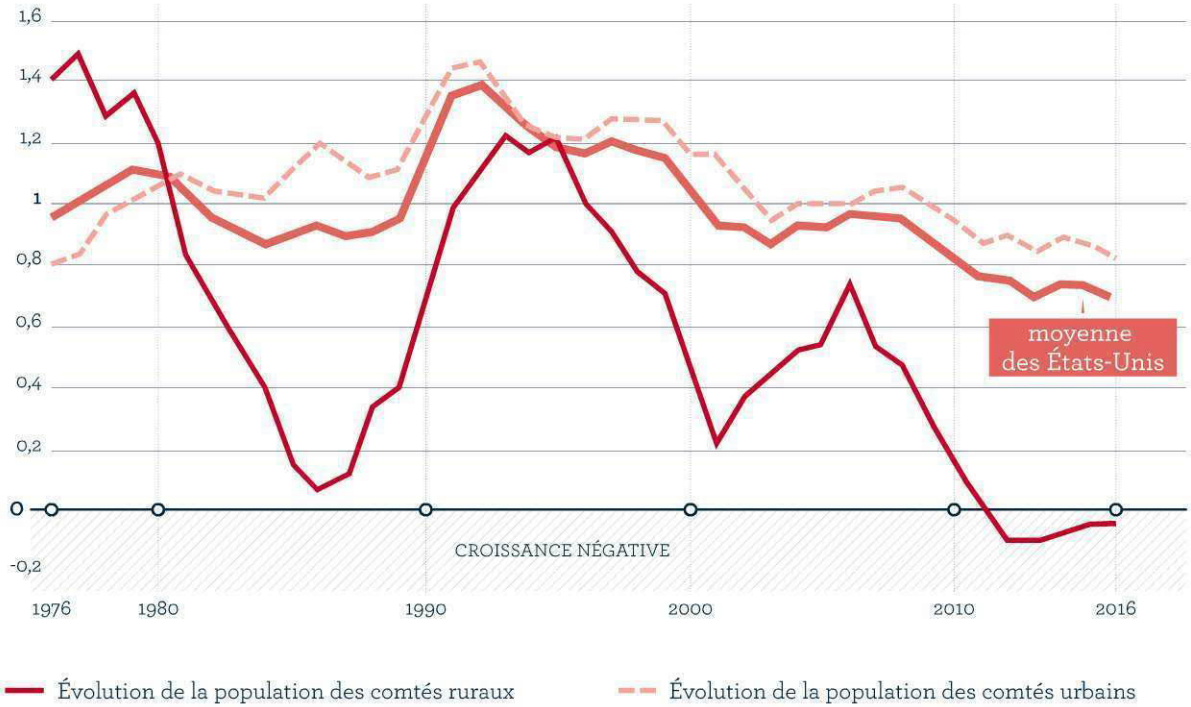
À RETENIR

On observe une fracture entre l'Amérique urbaine et l'Amérique rurale. Les campagnes sont désertées au profit des villes et, de ce fait, le cadre de vie se dégrade. L'accès à la santé y est moindre, et le risque d'alcoolisme et de dépression y est plus fort. Il y a également moins de travail et beaucoup d'entreprises ferment. Trump a relancé l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste ainsi que l'extraction de charbon, mais cela ne sera probablement bénéfique que sur le court terme.

Eyrolles.

L'AMÉRIQUE RURALE DISPARAÎT

L'évolution de la population



FICHE 15

LA DÉSINDUSTRIALISATION DES ÉTATS-UNIS

Lutter contre la désindustrialisation, qui a fait perdre des centaines de milliers d'emplois aux États-Unis depuis le milieu des années 1970, pose l'alternative suivante : agir à court terme ou investir dans le long terme. La première option peut être payante sur un plan politique, notamment si l'on mise sur la performativité des discours. La seconde est plus risquée électoralement mais la probabilité qu'elle fonctionne est plus élevée. En effet, les enjeux de développement durable et d'intelligence artificielle, pour ne citer qu'eux, sont incontournables – ce que le secteur marchand a, pour sa part, parfaitement compris.

LA « FACILITÉ » DU COURT-TERMISME

Alors qu'Obama a oscillé entre mesures de long terme – préservation de l'environnement, investissement dans l'industrie automobile – et de court terme – recapitalisation du secteur bancaire –, son successeur a fait du court-termisme une doctrine à part entière. Il est guidé par des intérêts économiques immédiats, consistant à gagner des marchés pour les entreprises américaines – y compris les siennes ou celles de ses proches. Ainsi, il montre son refus de s'inscrire dans une perspective de développement durable, mais n'a

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

rien à proposer sur la longue durée. Privilégier l'exploitation des ressources naturelles lui permet aussi de revenir, sans passer par la loi, sur plusieurs décisions importantes d'Obama. Ainsi a-t-il signé, dès son arrivée à la Maison-Blanche, un décret intitulé « Indépendance énergétique », qui remet en cause le Clean Power Plan de 2015, lequel visait une réduction d'un tiers des émissions de CO_2 des centrales électriques par rapport à 2005.

En affirmant qu'il va créer « des emplois, des emplois, des emplois » (« *jobs, jobs, jobs* ») par la relance de l'exploitation des énergies fossiles, Trump entretient l'illusion court-termiste que détruire la nature est un gage de productivité et de richesse. Cela fait écho chez ses électeurs, notamment les ouvriers blancs de la *Rust Belt* ou de Louisiane, par exemple, comme auprès des lobbies de l'énergie qui financent par millions de dollars le parti républicain et donc les prochaines campagnes électorales.

UN PROTECTIONNISME IMPOSSIBLE ?

La réforme fiscale votée par le Congrès en 2017 ne se projette pas sur le long terme : les centaines de milliards de baisses fiscales vont être financées par une augmentation du déficit public et de la dette fédérale. Par ailleurs, si la Bourse accorde sa confiance à Trump, précisément du fait de son raisonnement court-termiste, l'absence de stratégie économique et fiscale à long terme, y compris sur le plan des investissements à l'international, inquiète les milieux d'affaires comme le FMI et les partenaires des États-Unis, qui attendent des réponses sur les promesses de sortir de l'OMC et de rompre avec les grands traités commerciaux comme l'Alena et le TTIP. Trump a pour projet de renforcer les barrières douanières pour les produits manufacturés chinois, mexicains et allemands, mais le risque est en particulier de renforcer le poids commercial de la Chine dans le Pacifique, ce qui aurait donc un effet contreproductif.

Trump propose uniquement des mesures sur le court terme.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

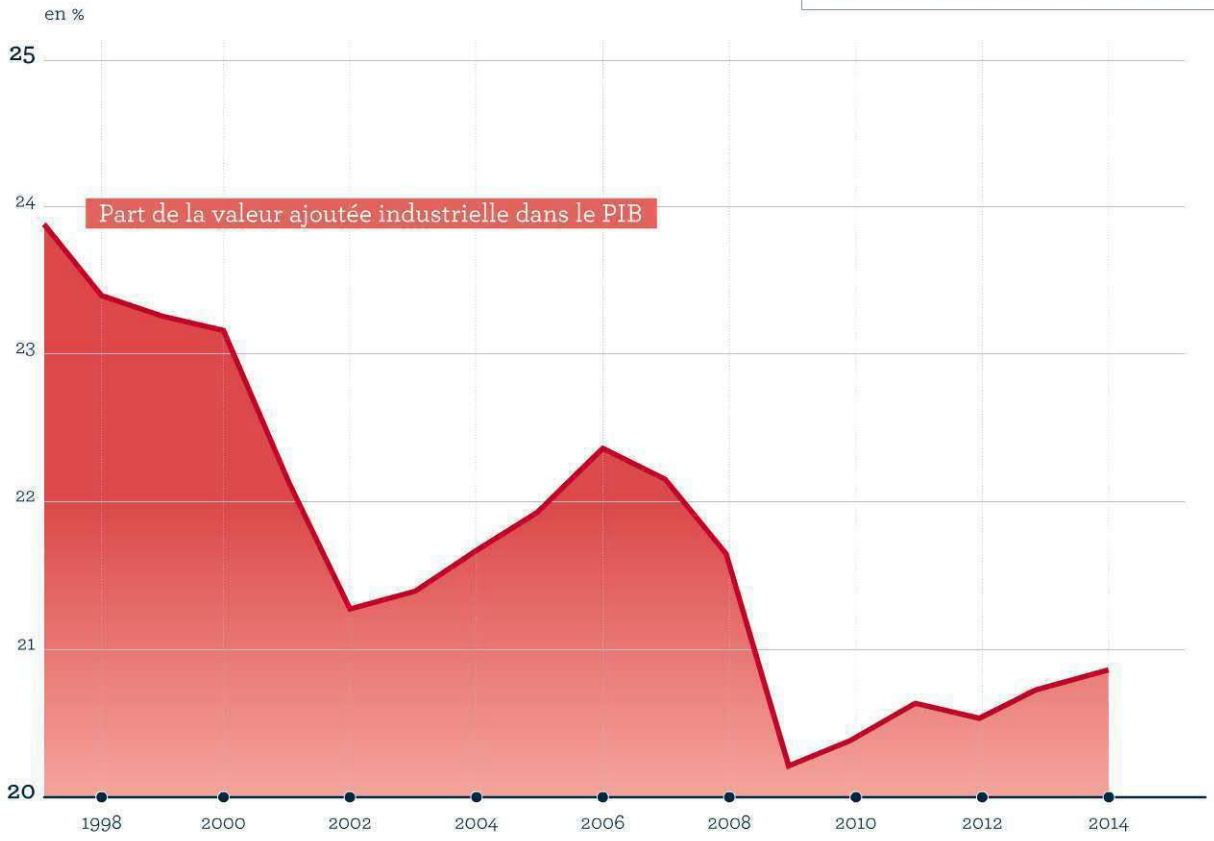
Dans son livre, *Strangers in Their Own Land* (2016), la politiste Arlie Russell Hochschild raconte comment une partie non négligeable de la population de Louisiane, affectée par la pollution des grandes usines, qui a occasionné une multiplication des cancers et rendu champs, lacs et rivières impraticables, n'est pas ébranlée dans ses convictions. Les sympathisants républicains en veulent moins aux entreprises polluantes qu'aux politiques environnementales. « La pollution, c'est le sacrifice que nous faisons pour le capitalisme », disent-ils.

À RETENIR

La désindustrialisation a fait perdre beaucoup d'emplois depuis les années 1970. Aujourd'hui, il faut donc choisir entre des mesures de court terme et de long terme, les deux options ayant des avantages et des inconvénients sur le plan politique et industriel. Obama a alterné les deux. Trump, en revanche, mise uniquement sur le court terme, espérant ainsi créer des emplois. Cette politique inquiète les milieux d'affaires internationaux, car il n'y a de ce fait aucune stratégie économique et fiscale véritable.

Eyrolles.

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INDUSTRIE DANS LA VALEUR AJOUTÉE AUX ÉTATS-UNIS



FICHE 16

LA RESPONSABILITÉ DES GAFA DANS LA DIFFUSION DES « *FAKE NEWS* »

Les géants de l'Internet, communément regroupés sous le sigle GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), sont de plus en plus accusés, sinon de contribuer à l'expansion des « *fake news* » et « *alternative facts* », du moins de ne pas freiner leur expansion. Le rôle joué par les réseaux sociaux dans la diffusion des idées populistes d'extrême droite, la victoire du camp du Brexit puis de Trump, ont mis les GAFA au pied du mur. Le défi est de mettre en place des dispositifs pour combattre la désinformation sans mettre en péril le respect de la liberté d'expression, dont l'étendue varie selon les législations nationales. Les « *fake news* » sont soit de fausses informations, soit des informations tronquées, détournées, insistant moins sur la véracité des faits que sur les affects et l'émotion pour diffuser des idéologies souvent haineuses. Si le procédé de la rumeur est très ancien, le web 2.0 permet une diffusion à une échelle extrêmement vaste, tout en renforçant l'effet « communautaire » de celle-ci. En effet, l'usage des réseaux sociaux a tendance à inciter les individus à n'échanger qu'avec ceux qui partagent les mêmes idées, et ce, sans intermédiaire et, souvent, par le biais de l'anonymat. S'y ajoute la propagation de contenus sponsorisés, militants et publicitaires, ciblés selon le sexe, l'âge, le capital culturel,

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

la catégorie socio-professionnelle, le territoire de vie, les goûts culturels et l'historique des achats en ligne.

LES LIMITES DU *FACT-CHECKING*

Depuis quelques mois, et après avoir longtemps sous-estimé le phénomène, les GAFA, dont l'image est entachée, imaginent donc des moyens techniques – notamment par l'intelligence artificielle – pour lutter contre la propagation de contenus faux, dégradants ou clivants. Les signalements pourraient être rendus plus faciles, de la part des internautes comme des journalistes, chercheurs et autres relais d'information, ou donner lieu à des débats et des enquêtes, notamment dans les écoles de journalisme.
Le but est notamment que ces contenus ne puissent plus donner lieu à des revenus publicitaires. Le « *fact-checking* », ou vérification en direct ou en différé de la véracité des informations rendues publiques, a cependant ses limites car il n'a pas d'influence sur les personnes convaincues que les grands médias « mentent » et veulent cacher la « vérité ».

> Le défi des GAFA est de combattre la désinformation sans mettre en péril le respect de la liberté d'expression.

VERS UNE GOUVERNANCE MULTIPARTITE VERTUEUSE ?

Outil démocratique, Internet suscite aussi la méfiance. Une nouvelle loi ne sera probablement pas la voie à suivre, mais la régulation collective – qui est dans l'ADN et dans la philosophie du *World Wide Web* depuis sa création – sera sans doute l'outil privilégié. Là où les États ont un rôle à jouer, c'est quand l'utilisation stratégique des réseaux sociaux émane de puissances étrangères. La frontière avec l'espionnage est mince.
Le monde économique, inquiet du risque de manipulation de données sur ses clients et fournisseurs pesant sur ses affaires comme sur son image, sera aussi partie prenante. Reste qu'il est impossible, pour l'heure, de déterminer sur quels critères les GAFA décréteront que telle publication est fausse, satirique ou orientée.

© Groupe Eyrolles
Eyrolles.

FOCUS

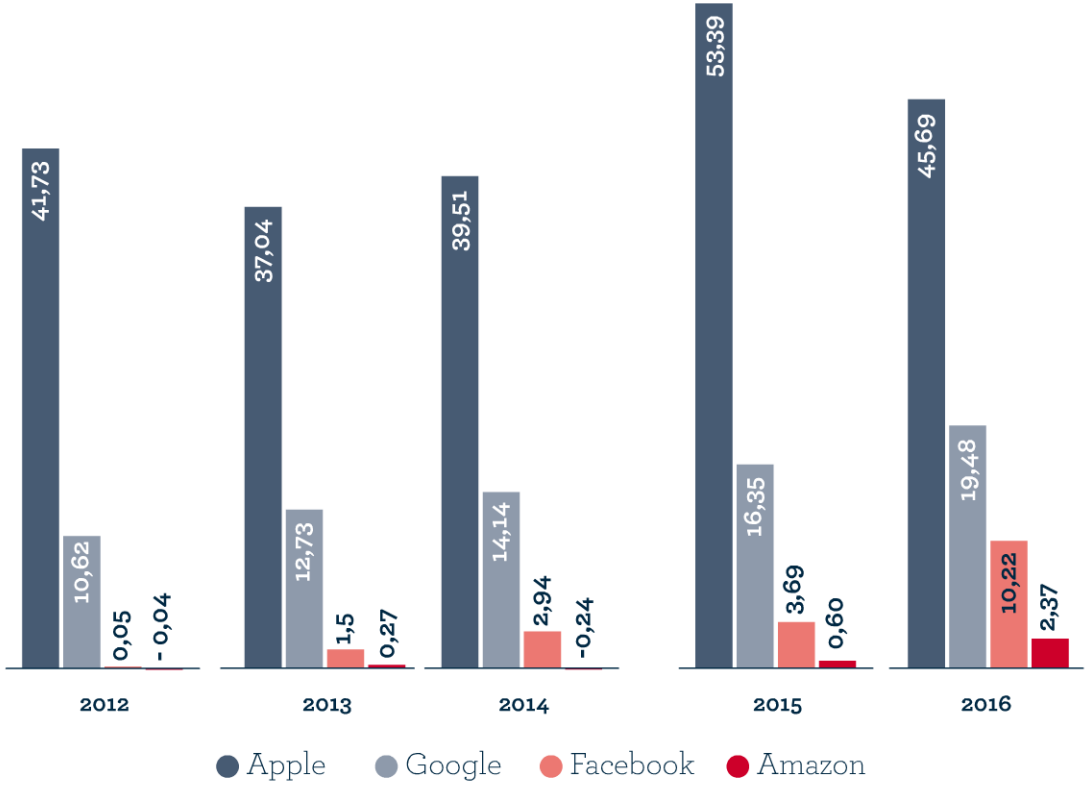
Le chiffre de 126 millions d'Américains affectés par les « *fake news* » pendant la campagne présidentielle de 2016 a été avancé par les autorités des États-Unis, qui ont diligenté une enquête au Congrès. Le rôle de la Russie est établi dans ces procédés qui ont aussi conduit, sur YouTube, à la publication de plus de 1000 vidéos, au pilotage de milliers de comptes Twitter et à la publication de 1,3 millions de messages.

À RETENIR

Les GAFA ont une responsabilité dans la diffusion des « *fake news* » et des « *alternative facts* », ces informations qui sont soit fausses, soit détournées. Ils doivent donc imaginer un moyen de limiter la propagation de ces contenus. Le « *fact-checking* », qui consiste à vérifier en direct ou en différé les informations, a un effet limité car les personnes qu'il doit convaincre croient que les médias mentent. Se pose également la question de l'utilisation stratégique des réseaux sociaux par certains États, car cela peut relever de l'espionnage.

Eyrolles.

LE BÉNÉFICE DES GAFA, EN MILLIARDS



Eyrolles.

FICHE 17

MÉDIAS
ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le Premier amendement de la Constitution des États-Unis garantit la liberté de religion, d'expression, d'opinion et donc de presse. Le « *free speech* », autrement dit la « parole libre », fait régulièrement l'objet de vifs débats dans les universités, depuis les années 1950-1960, en réaction aux mouvements pour les droits civiques puis aux mouvements féministes, jusqu'à aujourd'hui. La question, sans cesse posée, est celle-ci : doit-on laisser le champ libre à la parole intolérante, au nom de la tolérance ?

LA PRESSE *MAINSTREAM* DISCRÉDITÉE

Ainsi, contrairement à la France et à de nombreux pays européens, il n'est pas interdit aux États-Unis de tenir en public des propos antisémites, racistes ou que l'on qualifierait, de l'autre côté de l'Atlantique, de propos négationnistes. Le Ku Klux Klan a pignon sur rue, même si c'est un mouvement ultra-minoritaire, de même que les néo-nazis. Au nom du Premier amendement, certains tentent de défendre, dans la loi, des principes homophobes, et la justice est alors mobilisée par les opposants aux discriminations. La droite religieuse a obtenu que la contraception ne soit pas remboursée par les entreprises

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

dans le cadre de l'Obamacare.

Depuis quelques années, recherches et enquêtes d'opinion se succèdent pour faire état de la diminution de la confiance que la population états-unienne accorde à ses « grands » médias – chaînes de télévision, presse écrite nationale. Cette défiance participe de la suspicion vis-à-vis des élites politiques et intellectuelles, mais s'accompagne d'une stratégie de délégitimation de la pensée progressiste.

Aux États-Unis, tenir des propos à caractère raciste ou antisémite est autorisé par le Premier amendement de la Constitution.

L'APOGÉE DES MÉDIAS ULTRA-CONSERVATEURS

Les attaques, de la part de médias qu'on ne peut plus, aujourd'hui, qualifier d'alternatifs au vu de la place et de l'audience qui sont les leurs comme Breitbart News, par exemple, montrent que l'enjeu de la liberté d'expression a pris un virage sans précédent. La diffusion d'idéologies complotistes, racistes, antisémites, sexistes et homophobes a pris de l'ampleur dans les années Obama, non seulement *via* de nouveaux sites Internet, mais aussi par des chaînes de télévision ou de radio qui rassemblent chaque semaine des dizaines de millions d'auditeurs et de téléspectateurs. La plus connue est Fox News.

Des menaces contre la liberté d'expression sont à l'inverse relayées par la Maison-Blanche qui, par la voix de Trump, prétend pouvoir limiter la liberté de la presse, ce qui est impossible au vu du Premier amendement, de la tradition culturelle nationale et du respect des principes démocratiques. Néanmoins, par un retournement rhétorique, les médias ultra-conservateurs, qui prospèrent depuis les années 2010, parviennent à entretenir un relativisme de l'information, dont les « *fake news* » sont l'une des expressions, et à discréditer un peu plus les *mainstream media*. Ce sont eux qui sont alors qualifiés de « *fake news media* », parce qu'ils critiquent la droite politique et intellectuelle.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

La chaîne CNN critique ouvertement Trump pour défendre sa liberté de présenter des faits et se moque des habitudes de langage du président. Dans une vidéo de 30 secondes, une voix *off* présente une pomme rouge sur un fond blanc. « Ceci est une pomme. Certains pourraient être tentés de vous faire croire qu'il s'agit d'une banane. Ils pourraient crier "banane, banane, banane" encore et encore. Ils pourraient écrire "BANANE" en lettres capitales. Vous pourriez même commencer à croire qu'il s'agit d'une banane. Mais ce n'est pas le cas. Ceci est une pomme. »

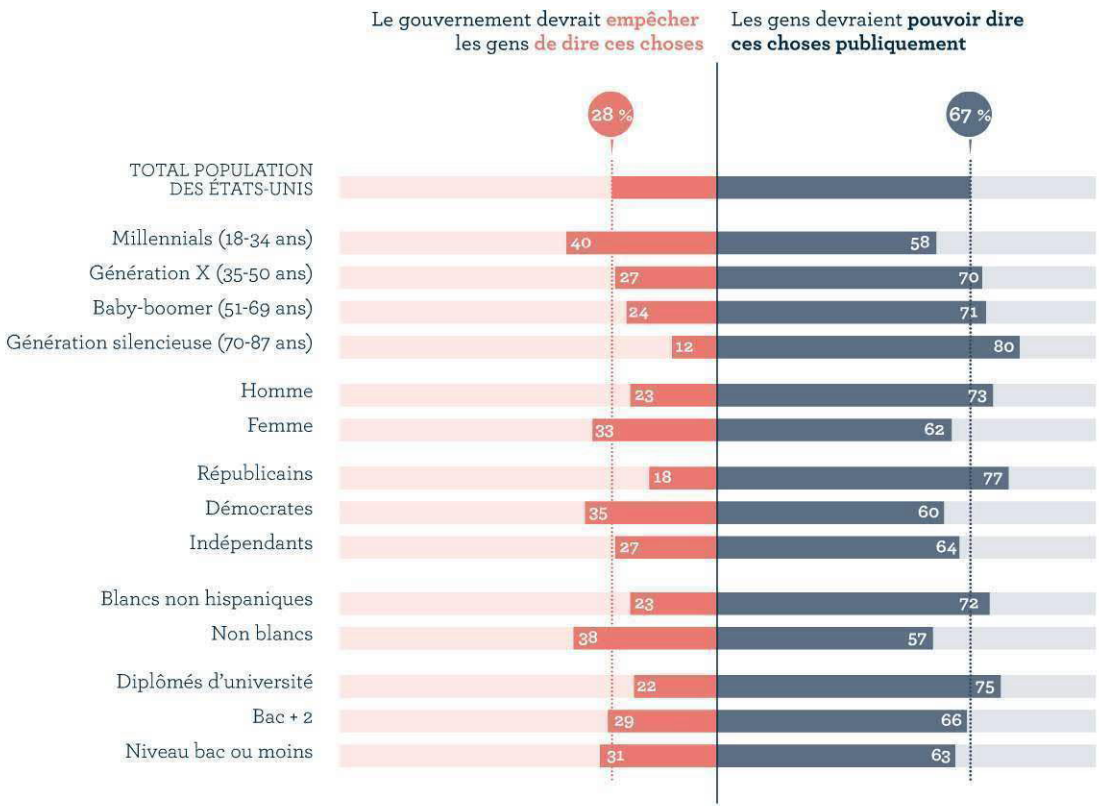
À RETENIR

Le Premier amendement de la Constitution des États-Unis garantit la liberté de religion, d'expression et d'opinion, par conséquent des mouvements comme le Ku Klux Klan peuvent s'exprimer sans contrainte. Les médias dits « alternatifs » auparavant, qui diffusent des idéologies complotistes, racistes, sexistes, etc., ont désormais une audience aussi importante que les médias traditionnels. Ils parviennent même à retourner la situation en qualifiant les médias traditionnels de « *fake news media* ».

Eyrolles.

LES CITOYENS NÉS ENTRE 1980 ET 2000
PLUS CRITIQUES QUE LEURS AÎNÉS
QUANT À LA LIBRE PAROLE RACISTE

Propos offensants envers les minorités



FICHE 18

LA GUERRE FAITE AUX FEMMES PAR TOUS LES MOYENS

Les politiques publiques qui se veulent a-genrées, au prétexte d'universalisme, privilégient en réalité les modèles traditionnels en matière d'économie, de santé, de social, d'éducation, de culture et de géopolitique. Mais il arrive aussi que certains choix, par idéologie, visent délibérément à pénaliser les femmes, en particulier quand il est question de politiques sexuelles, familiales ou relatives à la pauvreté. On pense en particulier à des lois locales, aux États-Unis, entravant l'accès à l'avortement, auquel le parti républicain est opposé.

FRAGILISER LES EMPLOIS ET LES SALAIRES FÉMININS

Trump ne déroge pas non plus à la ligne conservatrice lorsqu'il s'agit d'économies budgétaires dans la santé ou le *care* – diminution drastique des subventions et dotations fédérales au Planned Parenthood (le planning familial) et à Medicaid –, et d'augmentation des budgets militaires, mais aussi de baisse des impôts pour les plus aisés.
Cela concerne non seulement les allocations et les assurances, mais aussi les emplois occupés traditionnellement par des femmes. D'une part, Trump est revenu sur une mesure d'Obama visant à accroître la transparence salariale dans les entreprises

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

pour limiter les discriminations. D'autre part, les coupes dans les budgets fédéraux de l'éducation publique et de la culture menacent la pérennité de postes très majoritairement féminins.

LIMITER L'AVORTEMENT, AUX ÉTATS-UNIS COMME À L'ÉTRANGER

Depuis l'arrêt « Roe versus Wade » de la Cour suprême en 1973, la droite religieuse états-unienne vise à limiter au maximum l'accès à l'avortement en exerçant un lobbying auprès des élus et en mettant en place un militantisme de terrain très organisé. Des lois sont votées dans certains États qui entravent la liberté des femmes, qui contraignent des cliniques à fermer, et des opérations d'intimidation sont menées contre des médecins, quand ils ne sont pas menacés de mort.

> « Quand tu es une vedette, elles te laissent le faire. Tu peux faire n'importe quoi. »
>
> *Donald Trump*

Ces choix se déclinent également sur le plan international puisque, au nom du principe « America First », Trump a cherché à réduire de près d'un tiers l'aide au développement. Or, les bénéficiaires sont, dans de nombreuses régions du monde, principalement des femmes et des enfants, victimes de la pauvreté ou des conflits. Cette mesure, contreproductive pour le maintien de la paix et de la sécurité des États-Unis, a suscité l'opposition du Congrès et de l'armée. Mais en signant, comme les précédents présidents républicains, un décret abrogé juste avant lui par Obama, Trump a coupé les subventions fédérales aux associations internationales dont au moins une des activités est l'accès à, ou l'information sur, l'avortement. Sont concernées les organisations qui visent à protéger les femmes et les enfants victimes de violences, notamment de violences sexuelles en zones de guerre, et qui luttent contre le virus Zika, le Sida ou encore le paludisme. Ces coupes, qui s'élèvent à quelques centaines de millions de dollars, sont une goutte d'eau dans le budget fédéral américain, comparé aux dizaines de milliards de dollars correspondant à la hausse du budget militaire pour 2018. Elles procèdent donc d'une décision idéologique plus que financière.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

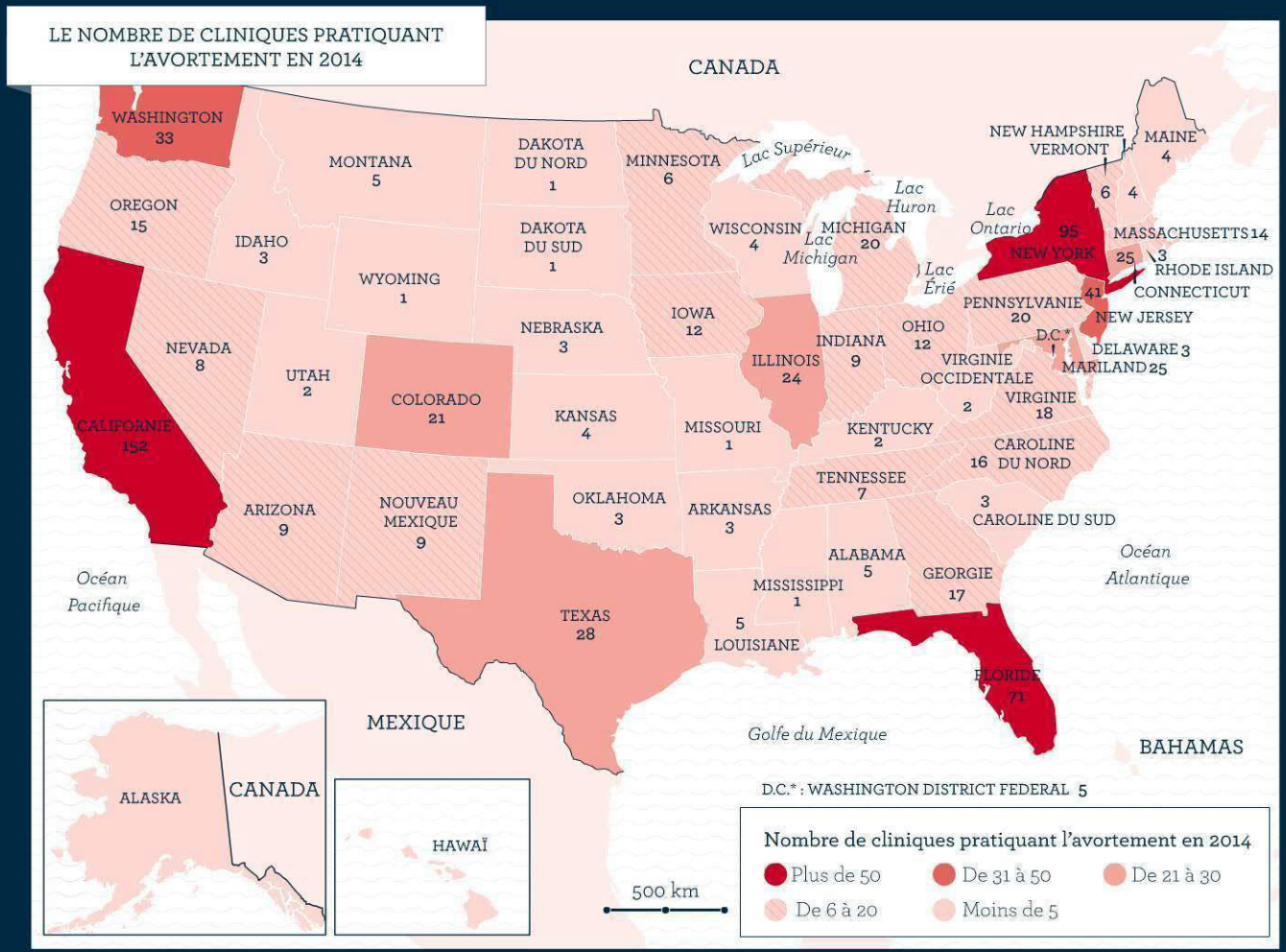
FOCUS

Trump s'est entouré de collaborateurs essentiellement masculins et blancs : à la Maison-Blanche, il y a quatre fois plus de conseillers que de conseillères ; les ministres sont quasiment tous des hommes blancs, et très peu d'élus républicains au Congrès sont des femmes. À cela s'ajoute une iconographie qui met en valeur le pouvoir blanc et masculin : Trump donne à voir celui-ci sur nombre de photographies officielles, notamment lors de la signature de décrets (en faveur des mineurs du charbon, contre les subventions aux associations internationales pour la santé sexuelle des femmes, etc.).

À RETENIR

La politique de Trump a très clairement pour but de limiter les droits des femmes. En effet, non seulement il s'est dit opposé à des mesures luttant contre les discriminations salariales, mais en plus il a réduit le budget accordé au développement – qui aide beaucoup les femmes et les enfants dans le monde entier – et a signé pour son propre pays des textes limitant l'accès à la contraception et fragilisant les métiers de l'éducation et de la culture, essentiellement féminins.

Eyrolles.


LE NOMBRE DE CLINIQUES PRATIQUANT L'AVORTEMENT EN 2014
CANADA
WASHINGTON 33
OREGON 15
IDAHO 3
MONTANA 5
WYOMING 1
NEVADA 8
UTAH 2
COLORADO 21
CALIFORNIE 152
ARIZONA 9
NOUVEAU MEXIQUE 9
DAKOTA DU NORD 1
DAKOTA DU SUD 1
NEBRASKA 3
KANSAS 4
OKLAHOMA 3
TEXAS 28
MINNESOTA 6
IOWA 12
MISSOURI 1
ARKANSAS 3
LOUISIANE 5
WISCONSIN 4
ILLINOIS 24
MICHIGAN 20
INDIANA 9
OHIO 12
KENTUCKY 2
TENNESSEE 7
MISSISSIPPI 1
ALABAMA 5
GEORGIE 17
FLORIDE 71
CAROLINE DU SUD 3
CAROLINE DU NORD 16
VIRGINIE 18
VIRGINIE OCCIDENTALE 2
PENNSYLVANIE 20
NEW YORK 95
NEW HAMPSHIRE 6
VERMONT 4
MAINE 4
MASSACHUSETTS 14
RHODE ISLAND 3
CONNECTICUT 25
NEW JERSEY 41
D.C.* 1
DELAWARE 3
MARILAND 25
Lac Supérieur
Lac Huron
Lac Michigan
Lac Ontario
Lac Érié
Océan Pacifique
Océan Atlantique
Golfe du Mexique
MEXIQUE
BAHAMAS
ALASKA
CANADA
HAWAÏ
D.C.* : WASHINGTON DISTRICT FEDERAL 5
Nombre de cliniques pratiquant l'avortement en 2014
Plus de 50
De 31 à 50
De 21 à 30
De 6 à 20
Moins de 5
500 km

FICHE 19

LES VENTES D'ARMES, VERS UN NOUVEAU SCANDALE ?

Les États-Unis sont la première puissance militaire mondiale, avec un budget de plus de 600 milliards de dollars. Ils sont aussi le premier exportateur d'armes (environ 30 % des parts de marché), devant la Russie (autour de 20 %), puis la France et la Chine (environ 5 %). C'est un héritage de la guerre froide que de voir les deux anciens ennemis en tête des ventes de matériel militaire dans le monde. Les premiers acheteurs sont l'Inde, l'Arabie saoudite, puis la Chine. D'autres pays asiatiques comme le Vietnam, qui a doublé ses importations ces dernières années, ou encore l'Indonésie sont de gros acheteurs. Au Moyen-Orient, les ventes explosent aussi, à l'image du Qatar, qui a presque triplé ses importations ces dernières années.

Alors que les ventes états-uniennes avaient diminué après la chute du mur de Berlin et jusqu'en 2001, elles sont reparties à la hausse sous les présidences de G. W. Bush et d'Obama, en nombre et en valeur. Sous le dernier président démocrate, les montants de ventes d'armes ont été doublés par rapport à son prédécesseur : un pic a en effet été atteint entre 2012 et 2016.

Certains pays du monde se placent historiquement sous la protection des États-Unis ; c'est le cas du Koweït et d'Israël, mais les États-Unis vendent surtout à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à la Turquie.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Au total, une centaine de pays sont leurs clients sur ce secteur.

ATTISER LES PEURS POUR VENDRE PLUS D'ARMES

Cette tendance s'explique par la montée des menaces, les guerres, et le coût de matériels plus élaborés : missiles de croisière, munitions de précision, missiles de défense de nouvelle génération, avions, hélicoptères, etc.

Le président Trump, par sa rhétorique et certaines décisions unilatérales, excite les peurs, ce qui a pour effet d'accroître la demande d'armes. En 2017, les États-Unis ont conclu un contrat record de 110 milliards avec l'Arabie saoudite, allié traditionnel des États-Unis, afin de l'aider à soutenir la sécurité du pays et de la région face à l'Iran, décrite – à tort – comme le grand responsable du djihadisme.

De plus, la montée des tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord de Kim Jong-un suscite les craintes du Japon et de la Corée du Sud, en première ligne en cas de guerre. La Corée du Nord multiplie du reste les essais nucléaires. C'est pourquoi les États-Unis les ont, en 2017, autorisés à leur acheter des armes « ultra sophistiquées ».

UN MANQUE DE RÉGULATION MONDIALE

Si elle existe au niveau mondial, on ne peut que déplorer l'absence d'instruments de contrôle des armes aux différents niveaux régionaux, d'autant qu'on trouve beaucoup de pays en développement parmi les plus gros acheteurs et qui ne mettent donc pas cet argent au service de leur population et de leurs services publics.

Quant aux armes nucléaires, si la règle est la non-prolifération – en cela, l'accord multipartite sur le nucléaire iranien de 2015 est un succès –, une tolérance existe, par exemple vis-à-vis de la Corée du Nord qui ne sera pas reconnue officiellement comme puissance nucléaire mais qui en est une dans les faits.

110 milliards

C'est le prix payé par l'Arabie saoudite aux États-Unis pour l'achat d'armes.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

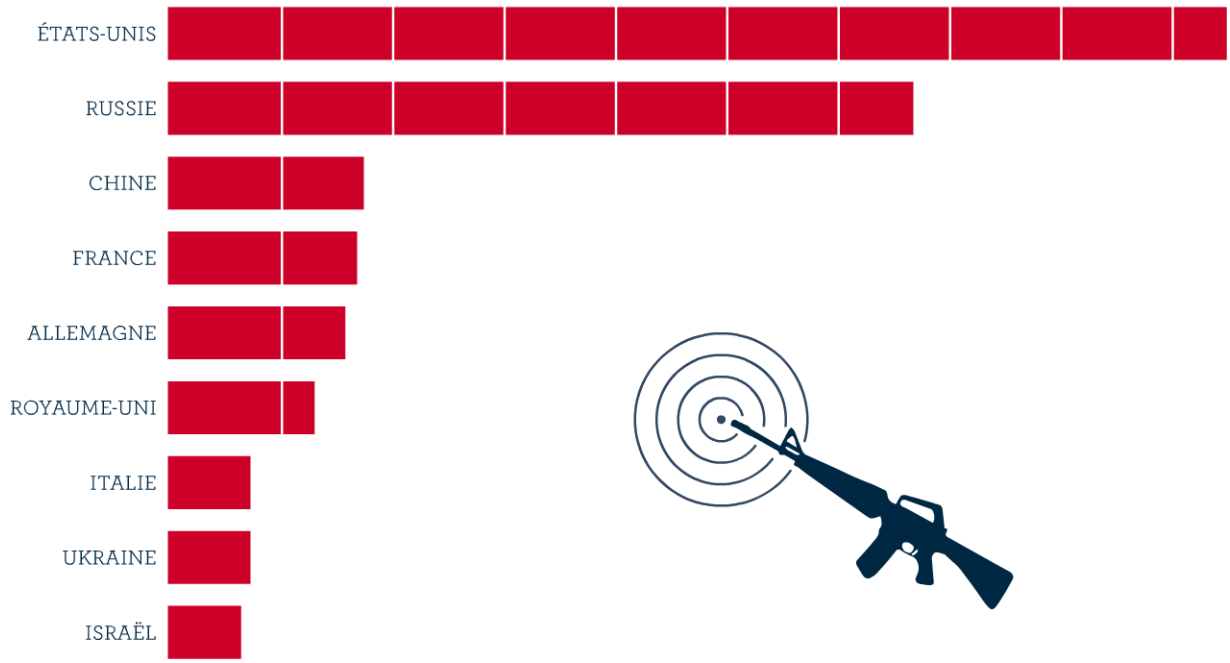
Le complexe militaro-industriel (CMI) des États-Unis regroupe les constructeurs d'armes. Ils ont constitué un lobby influent auprès des décideurs politiques. Les républicains comme les démocrates sont concernés ; la ligne se situe plutôt entre les « faucons » (interventionnistes) et les « colombes » (isolationnistes). Le CMI défend l'idée que les menaces dans le monde sont toujours plus grandes et plus nombreuses, afin d'inciter à des augmentations régulières des dépenses militaires nationales.

À RETENIR

Les États-Unis sont la première puissance militaire mondiale. Entre la chute du mur de Berlin et 2001, leurs ventes d'armes avaient diminué, mais elles sont reparties à la hausse sous les présidences de Bush et d'Obama car les menaces sont plus importantes, les guerres plus nombreuses et le coût de l'équipement plus élevé car plus sophistiqué. Trump attise la peur dans certaines régions du monde et provoque ainsi une augmentation des ventes d'armes. Il existe une régulation mondiale des armes, mais aucun contrôle n'est possible au niveau régional.

Eyrolles.

LES EXPORTATEURS D'ARMES, MOYENNE ANNUELLE ENTRE 2012 ET 2016



Eyrolles.

FICHE 20

LES CLIMATOSCEPTIQUES FACE À L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Le 1er juin 2017, dans les jardins de la Maison-Blanche, le président Trump mettait fin à un faux suspens en annonçant son souhait que son pays sorte de l'accord international sur le climat, conclu à Paris en 2015 en clôture de la COP 21. Cette sortie ne pourra se mettre en place avant 2020. Cet accord, qui a valeur de traité international – il s'ajoute en effet à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques –, prévoit un engagement des pays signataires à contenir à 2 °C maximum le réchauffement climatique d'ici 2100 et à parvenir à un pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais par des mesures de plus en plus drastiques.

LE CLIMATOSCEPTICISME ET SON ENNEMI, LA SCIENCE

La décision des États-Unis était un faux suspens car, dans les faits, les États-Unis faisaient déjà la preuve d'un retour en arrière sur la question de la protection de l'environnement. D'une part, le président Trump a nommé Rick Perry comme ministre de l'Énergie et Scott Pruitt comme chef de l'Environmental Protection Agency (EPA), dont Trump a diminué le budget, car il estime que les régulations environnementales menacent l'emploi et l'économie américains. Il

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

s'agit de deux climatosceptiques assumés, qui voulaient tous les deux, quelques années auparavant, supprimer ces deux administrations dont ils ont pourtant pris la tête fin 2016.
Trump a aussi remis en cause le Clean Power Plan, qui visait une réduction d'un tiers, par rapport à 2005, des émissions de CO_2 des centrales électriques américaines. Il a également relancé l'exploitation du charbon, du gaz et du pétrole de schiste. Il s'agit de satisfaire l'électorat qui souhaite que soient renforcés certains secteurs industriels. Cet électorat fustige l'intervention des pouvoirs publics dans la société et dans le fonctionnement des entreprises.
Aux États-Unis, les puissants lobbies de l'énergie et une grande partie des élus républicains se méfient de la science – vue comme une rivale de la religion ou associée au « socialisme ». Certains estiment que le changement climatique, causé par l'Homme, est un mythe, voire un complot contre les États-Unis.

LES ÉTATS-UNIS ISOLÉS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Déjà non-signataires du protocole de Kyoto, les États-Unis sont le seul pays au monde à remettre en cause l'accord de Paris sur le climat. La réunion du G7, en mai 2017, était tendue sur la question climatique. L'Allemagne et la France avaient demandé aux États-Unis de ne pas prendre de décision précipitée. Et ce, alors même qu'un rapport de l'OCDE paru à la même époque mettait en évidence l'effet positif à moyen et long terme sur la croissance économique de la lutte contre le changement climatique (jusqu'à 2,8 % d'augmentation supplémentaire du PIB des pays du G20 d'ici 2050).
Le monde économique lui-même est plus que jamais divisé sur le sujet du développement durable. De nombreuses multinationales perçoivent très concrètement les effets du réchauffement de la planète – beaucoup « dé-carbonisent » leur outil de production. De leur côté, les riches États de New York et de Californie ont annoncé la poursuite de leur combat contre l'exploitation des énergies fossiles et en faveur de l'environnement.

Aux États-Unis, les puissants lobbies de l'énergie se méfient de la science.

© Groupe Eyrolles
Eyrolles.

FOCUS

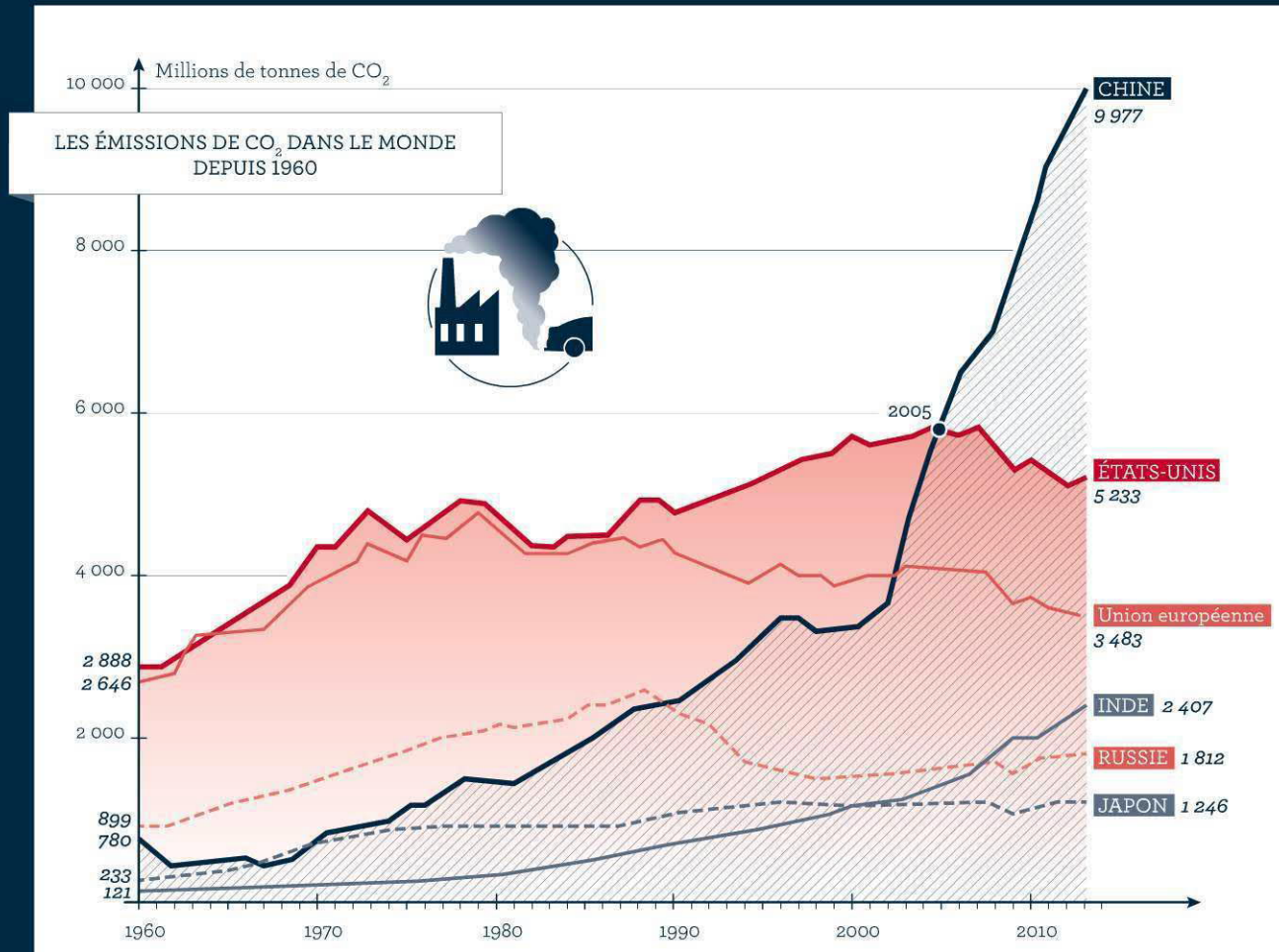
Quels engagements pour les pays signataires de l'accord de Paris ? Aucune sanction n'est prévue, mais les États ne sont pas soumis à de simples engagements moraux. Ils ont des obligations de moyens et doivent se soumettre aux contrôles d'un comité d'experts internationaux quant au suivi des politiques menées. Chaque pays doit établir un plan et réviser ses ambitions à la hausse tous les cinq ans. Les pays développés doivent aussi apporter un soutien financier aux pays en développement pour sa mise en œuvre.

À RETENIR

En 2017, Trump a annoncé que les États-Unis sortiraient de l'accord sur le climat conclu lors de la COP 21 de 2015. Il a par ailleurs réduit le budget du ministère de l'Énergie et de l'Environmental Protection Agency (EPA), à la tête desquels il a nommé des climatosceptiques assumés. Le président a aussi remis en cause le Clean Power Plan sur la réduction des émissions de CO_2. Or, cette politique est contre-productive sur le plan de la croissance économique. Mais les lobbies et nombre d'élus républicains n'ont pas confiance en la science et croient à un complot contre les États-Unis.

Eyrolles.

LES ÉMISSIONS DE CO_2 DANS LE MONDE DEPUIS 1960



PARTIE 3

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

LES 10 PRINCIPAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FICHE 21

ÉTATS-UNIS, CANADA, MEXIQUE : TROIS PAYS INTERDÉPENDANTS

Le Canada, les États-Unis et le Mexique ont des intérêts étroitement liés. Les deux premiers appartiennent au G8, le groupe des pays les plus industrialisés. Ils sont également membres de l'OTAN, et ont par ailleurs renforcé leur sécurité intérieure et aux frontières depuis les attentats d'Al-Qaïda en 2001 et de Daech dès 2013.

Or, sur le plan de la politique étrangère et militaire, les volte-face successives, du fait de l'absence de doctrine claire au-delà de la formule « America First », déconcertent ces partenaires des États-Unis sur la scène internationale. La tentation unilatéraliste pourrait ne pas résister au principe de réalité de l'option multilatéraliste partagée par le Mexique et le Canada.

L'OBSESSION DE L'IMMIGRATION MEXICAINE

Les relations entre les États-Unis et le Mexique se sont dégradées en raison de la suspicion à l'égard des immigrés mexicains vivant aux États-Unis, qualifiés par Trump de « voleurs » et de « violeurs », ainsi que le projet – extrêmement coûteux – de mur tout au long de la frontière entre les deux pays.

Néanmoins, la politique de répression de l'immigration clandestine aux États-Unis s'inscrit dans la continuité de celle d'Obama qui a, en huit ans,

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

renvoyé près de 3 millions de sans-papiers, principalement vers le Mexique. L'incertitude concerne ceux qui sont arrivés alors qu'ils étaient mineurs et qui ont longtemps bénéficié d'une clémence de la part des institutions – ils peuvent ainsi étudier et travailler librement (« *Dreamers* »).

DE NOUVEAUX PARTENARIATS MONDIAUX ?

La promesse de Trump de remettre en cause le traité de libre-échange entre les trois pays – l'Alena –, en raison de la menace qu'il ferait courir sur la valeur ajoutée des biens importés aux États-Unis et sur les emplois des citoyens états-uniens, inquiète le Mexique et le Canada. La perspective d'une surtaxe sur les importations en provenance du Mexique, comme mesure de répression contre les entreprises des États-Unis ou d'autres pays qui y délocalisent leur outil de production, est très critiquée. Elle pourrait pénaliser les consommateurs aux États-Unis même.

Trump a également promis de taxer les *remesas*, c'est-à-dire les transferts d'argent opérés par les millions de Mexicains travaillant aux États-Unis vers leurs familles restées dans leur pays d'origine.

En outre, les trois quarts des exportations canadiennes se réalisent vers les États-Unis, et le Canada est la première destination à l'export pour 35 États fédérés des États-Unis. De plus, ces derniers représentent 80 % des exportations du Mexique, lequel regroupe 15 % des exportations et 12,5 % des importations états-uniennes, ce qui en fait le deuxième client et le troisième fournisseur des États-Unis. Un rapprochement économique progressif du Mexique avec ses partenaires latino-américains est à prévoir, ainsi qu'avec l'Union européenne. En cas de délitement de l'Alena, le Canada pourrait, de son côté, développer ses relations économiques avec l'Europe, le Royaume-Uni post-Brexit, ainsi que l'Asie, au détriment des États-Unis.

3/4

des exportations canadiennes se réalisent vers les États-Unis.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Au contraire des États-Unis, le Canada réaffirme régulièrement son soutien au multilatéralisme et au rôle de l'ONU, notamment pour le maintien de la paix au Moyen-Orient. C'est dans ce cadre qu'il a décidé de rapatrier les avions canadiens déployés en Irak et en Syrie, et de renforcer le rôle de ses militaires dans plusieurs pays de la région pour intensifier par exemple l'aide humanitaire aux populations. Ottawa a ainsi débloqué plus d'un milliard de dollars sur trois ans, dont une partie servira à l'éducation et à la santé.

À RETENIR

Hormis le slogan « America First », Trump n'a pas défini de politique claire concernant les échanges commerciaux des États-Unis avec les autres pays. Le Canada et le Mexique, qui exportent en majorité vers les États-Unis, sont donc déconcertés et seront probablement amenés, si Trump remet en cause l'Alena – le traité de libre-échange entre les trois pays –, à se rapprocher de l'Europe, de l'Amérique du Sud et de l'Asie. Les tensions sont particulièrement vives entre les États-Unis et le Mexique à cause du fameux mur que veut faire construire Trump aux frais du Mexique.

Eyrolles.

UNE BARRIÈRE EXISTE DÉJÀ ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE
Frontière États-Unis - Mexique (3 200 km)
Barrières actuelles (1 050 km)
Principaux flux de migration
CALIFORNIE
Colorado
ARIZONA
NOUVEAU-MEXIQUE
San Diego
Calexico
Yuma
Tijuana
Mexicali
San Luis Rio Colorado
Tucson
Océan Pacifique
Nogales
El Paso
Ciudad Juarez
TEXAS
Rio Grande
BASSE-CALIFORNIE
SONORA
CHIHUAHUA
Del Rio
Ciudad Acuña
Eagle Pass
Piedras Negras
Laredo
COAHUILA
Nuevo Laredo
McAllen
NUEVO LEON
Brownsville
Reynosa
Matamoros
MEXIQUE
TAMAULIPAS
500 km

FICHE 22

L'UNION EUROPÉENNE, PARTENAIRE INCONTOURNABLE

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations diplomatiques entre les États-Unis et les pays européens sont étroites. Les enjeux étaient spécifiques durant la guerre froide, du fait de la séparation entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est et du risque militaire. Désormais, la plupart des États européens sont membres de l'OTAN, y compris les anciens pays de l'Est, et sont donc liés aux États-Unis par des accords militaires. L'UE n'ayant pas de politique étrangère unique, il est arrivé que des pays, en son sein, adoptent des positions très divergentes. Ce fut le cas lors de la guerre en Irak déclenchée en 2002, qui a vu la France refuser de participer au conflit aux côtés des États-Unis, contrairement au Royaume-Uni et à plusieurs autres pays européens membres de l'OTAN.

LE LIBRE-ÉCHANGE COMME TRADITION

Depuis la création de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, les relations américano-européennes se sont surtout construites sur l'économie et le commerce. Cette coopération s'est instaurée avec le plan Marshall et dans le cadre du GATT (General Agreement on Tariffs

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

and Trade), créé en 1947, puis s'est renforcée au sein de l'OMC qui lui a succédé, en 1995. Le but est d'instaurer une intégration économique transatlantique pour la défense d'intérêts communs – libre-échange mais aussi lutte contre la contrefaçon, par exemple.

Depuis 1990, la déclaration transatlantique prévoit un système de consultations régulières entre la CEE puis l'UE et les États-Unis, à laquelle s'ajoute, depuis 1995, une déclaration d'engagement politique, le Nouvel Agenda Transatlantique, doté d'un plan d'action. En 2007, le sommet de Washington a établi un Conseil économique transatlantique pour une harmonisation des règlements et des normes. Les États-Unis sont aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'UE et son principal investisseur, et réciproquement.

LES DÉFIS À RELEVER

Des controverses subsistent néanmoins sur les subventions publiques en faveur des constructeurs aéronautiques Boeing (États-Unis) et Airbus (UE), accusés de contrevenir aux règles du marché, et sur la question agricole avec notamment les pressions des États-Unis sur l'UE pour exporter vers celle-ci davantage de produits contenant des OGM.

Par ailleurs, depuis 2017, le désintérêt du président Trump à l'égard de l'UE et les messages positifs qu'il a adressés au Royaume-Uni après le vote sur le Brexit s'ajoutent à ses promesses d'instaurer une politique protectionniste envers l'Allemagne, contre les positions des autres membres du G7. Les négociations en vue de la création d'un *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP) entre l'UE et les États-Unis en sont d'autant plus compliquées.

Le défi pour l'UE, pour l'avenir, est de parvenir à parler d'une seule voix en politique étrangère, militaire ou encore d'immigration et de se renforcer sur le plan de la recherche et développement, car la concurrence nord-américaine mais aussi chinoise est de plus en plus vive.

Les relations américano-européennes se sont surtout construites sur l'économie et le commerce.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

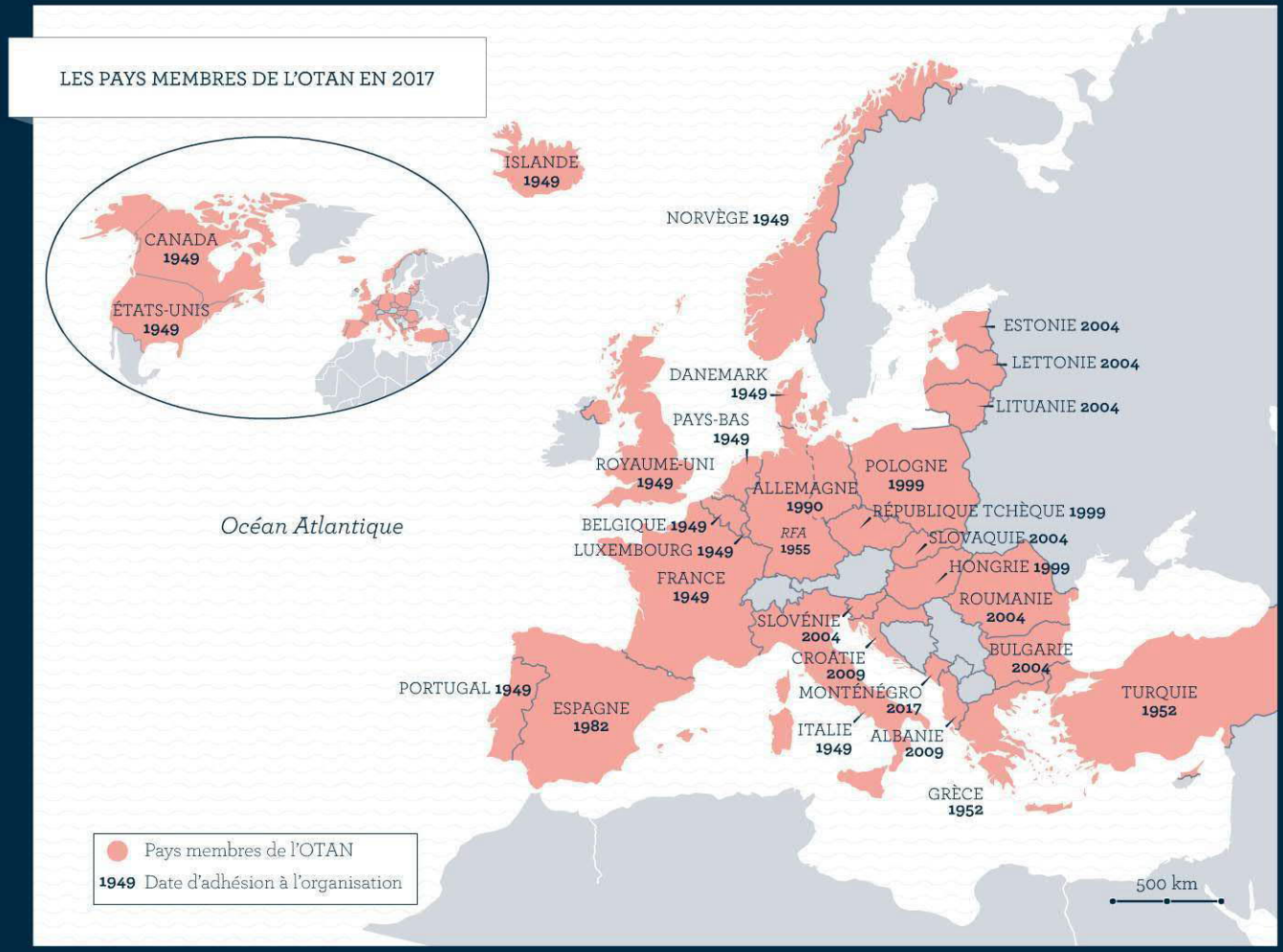
FOCUS

Le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP), ou Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, vise à éliminer au maximum les barrières commerciales et réglementaires entre l'UE et les États-Unis. Le but est de consolider une influence mondiale face aux puissances concurrentes, en particulier les économies émergentes. La Commission européenne mène les négociations pour l'UE, d'où le soupçon de processus non démocratique et trop favorable aux entreprises.

À RETENIR

Après la guerre froide, les États-Unis et l'Europe ont continué d'entretenir d'étroites relations diplomatiques, militaires, économiques et commerciales à travers l'OTAN, la CEE puis l'UE, l'OMC… Les États-Unis sont le premier partenaire commercial de l'UE et son principal investisseur, et réciproquement. Cependant, il existe des tensions dans divers domaines, et Trump ne semble pas montrer d'intérêt pour les relations des États-Unis avec l'UE.

Eyrolles.


LES PAYS MEMBRES DE L'OTAN EN 2017
CANADA 1949
ÉTATS-UNIS 1949
ISLANDE 1949
NORVÈGE 1949
DANEMARK 1949
PAYS-BAS 1949
ROYAUME-UNI 1949
ALLEMAGNE 1990
RFA 1955
BELGIQUE 1949
LUXEMBOURG 1949
FRANCE 1949
PORTUGAL 1949
ESPAGNE 1982
ITALIE 1949
SLOVÉNIE 2004
CROATIE 2009
MONTÉNÉGRO 2017
ALBANIE 2009
GRÈCE 1952
TURQUIE 1952
BULGARIE 2004
ROUMANIE 2004
HONGRIE 1999
SLOVAQUIE 2004
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE 1999
POLOGNE 1999
LITUANIE 2004
LETTONIE 2004
ESTONIE 2004
Océan Atlantique
Pays membres de l'OTAN
1949 Date d'adhésion à l'organisation
500 km

FICHE 23

LES RELATIONS AVEC LE ROYAUME-UNI DANS LE CONTEXTE DU BREXIT

Les relations bilatérales se sont affaiblies après l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE mais se sont renforcées à partir de 1980 avec la proximité idéologique entre Margaret Thatcher et Ronald Reagan. À partir des années 1990, le Royaume-Uni et les États-Unis ont joué un rôle conjoint dans le processus de globalisation financière grâce à une vision partagée de la déréglementation et du poids croissant de la finance par rapport à l'économie réelle, ce qui a renforcé leurs liens.

DES LIENS HISTORIQUES ANCIENS

Si la crise de 2008, due en large partie à cette vision économique, a bien sûr affecté les deux pays, leur relation en a été consolidée. En effet, la communauté de langue, de culture et de systèmes juridiques est un facilitateur important en cas de crise. De plus, le Royaume-Uni constitue une « rampe de lancement » en Europe pour les entreprises états-uniennes souhaitant investir dans l'UE, de surcroît sur un marché du travail britannique plus flexible que chez ses voisins. Les États-Unis sont le premier client et le troisième fournisseur du Royaume-Uni.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

VERS DES RELATIONS BILATÉRALES ?

Une volonté de libre-échange intensifié entre les deux pays, dès mars 2019, date de l'effectivité du Brexit, existe de part et d'autre. Si les conditions temporelles et financières de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne semblent avoir été trouvées, le Brexit demeure source de nombreuses incertitudes. Malgré une probable sortie complète du marché unique (du fait du refus des Brexiters de la libre circulation des personnes), les bases de la future relation commerciale du Royaume-Uni avec l'UE ne sont pas établies car elles ne sont pas prévues par le traité de Lisbonne.

Il est sans doute prématuré de les définir, d'autant qu'un nouvel accord devra être approuvé à l'unanimité par les États membres de l'UE et cela peut prendre des années. D'ici là, les règles de l'OMC devraient prévaloir, avec donc les taxations des exportations du Royaume-Uni – ce qui est déjà le cas pour la moitié du commerce du pays –, ainsi que le principe de non-discrimination.

Dès lors, le Royaume-Uni aurait intérêt, à court terme, à se tourner vers les États-Unis de Trump. L'administration Obama était fermement opposée au Brexit. Celle qui lui a succédé y est favorable. Theresa May, la première ministre britannique, a dit vouloir faire du Royaume-Uni post-Brexit une « grande nation marchande à l'échelle mondiale ».

Le souhait de Trump de développer des relations bilatérales pourrait être une bonne nouvelle pour Londres. De toute façon, ces accords ont toutes les chances de se conclure en fonction des intérêts immédiats des deux parties, donc à court, voire à très court terme, ce qui questionne par définition leur pérennisation.

Dès 2019, les États-Unis et le Royaume-Uni prévoient d'intensifier le libre-échange entre leurs deux pays.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Le Brexit et l'élection de Trump constituent les deux grandes victoires récentes du populisme en Occident. Leur autre point commun est la sous-estimation de ces résultats par les sondages et les grands médias. L'une des hypothèses est que les échantillons d'électeurs reposent aujourd'hui souvent sur des volontaires « recrutés » par Internet. Il existe donc un point aveugle et des « électeurs cachés », peu actifs, voire refusant de répondre aux enquêtes. Il faudrait donc mieux apprécier la marge d'erreur et compléter par des études qualitatives.

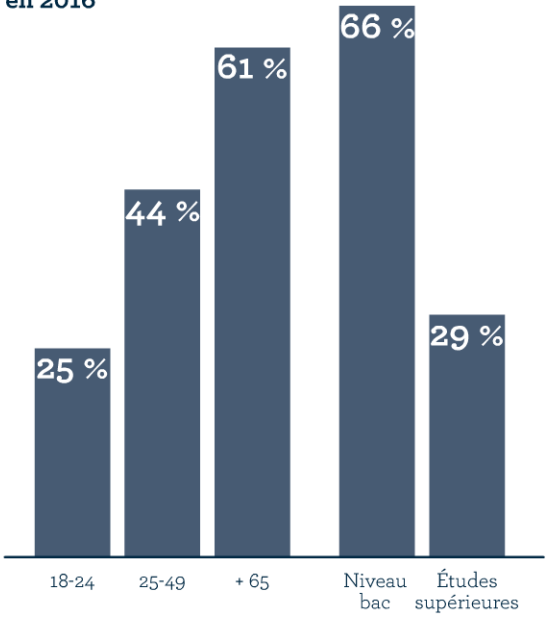
À RETENIR

La langue, la culture et le système juridique communs aux États-Unis et au Royaume-Uni ont permis à ces deux pays d'entretenir depuis longtemps des relations privilégiées. Par exemple, le Royaume-Uni constitue la « rampe de lancement » des entreprises états-uniennes qui souhaitent s'implanter en Europe. Après le Brexit, Trump a nettement montré sa volonté de développer les échanges avec Londres, alors qu'il souhaite par ailleurs mettre en place des mesures protectionnistes avec l'UE.

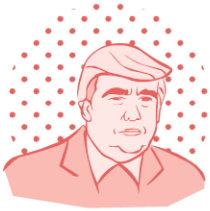
Eyrolles.

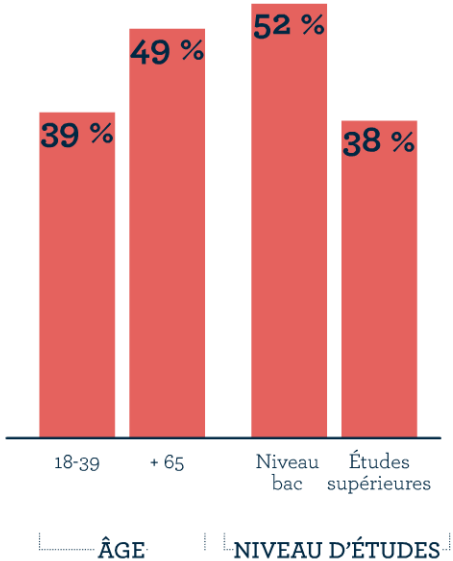
LES ÉLECTEURS DE TRUMP ET DU BREXIT
SONT PLUTÔT ÂGÉS ET PEU DIPLÔMÉS

Pourcentage de la population ayant voté pour le Brexit en 2016



Pourcentage de la population ayant voté pour Donald Trump en 2016





Eyrolles.

FICHE 24

LA CHINE, CRÉANCIER DES ÉTATS-UNIS ET PARTENAIRE COMMERCIAL

Si le PIB des États-Unis est aujourd'hui deux fois supérieur à celui de la Chine, celle-ci entend bien leur disputer la première place économique mondiale. Néanmoins, les deux pays sont interdépendants et en aucun cas adversaires, malgré quelques épisodes de tension dans l'histoire récente, où la diplomatie, l'économie et le militaire s'entremêlent. On peut regretter que les droits de l'homme en Chine et au Tibet aient jusqu'ici peu fait l'objet de revendications de la part des États-Unis.

PLUSIEURS ÉTAPES MARQUANTES

Le premier véritable rapprochement depuis l'avènement de la Chine communiste face à un ennemi commun, l'URSS, s'est fait en 1972 avec la visite de Nixon à Pékin. Près de vingt ans plus tard, la chute du mur de Berlin a établi un face-à-face économique et diplomatique entre les deux pays.
Mais le massacre de la place Tian'anmen a eu pour conséquence le gel des relations, y compris sur un plan commercial. La présidence de Bill Clinton a par la suite rétabli les liens : la coopération sur la non-prolifération nucléaire est entrée dans

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

une nouvelle phase, et l'ouverture de relations commerciales permanentes avec les États-Unis en 2000 a permis à la Chine d'intégrer l'OMC l'année suivante. Après le 11 septembre 2001, le dialogue s'est intensifié sur la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. Pendant son deuxième mandat, Obama s'est efforcé de renforcer la coopération avec Pékin, en particulier sur le dossier climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre...). La « stratégie du pivot » d'Obama a également consisté en un retour de la puissance américaine dans la région pour renforcer les relations des États-Unis avec le Japon et la Corée du Sud, par exemple.

LES POINTS DE CRISPATION

La propriété intellectuelle, l'espionnage technologique et les cyberattaques, mais aussi la liberté de circulation maritime et aérienne dans les mers de Chine, le développement militaire de celle-ci et la vente d'armes américaines à Taïwan continuent d'occasionner des tensions. Partenaire de la Corée du Nord, la Chine est montrée du doigt par Trump pour ne pas assez « contenir » les ambitions militaires et nucléaires de Kim Jong-un.

Toutefois, les relations avec le président Xi Jinping sont meilleures que ne le laissent entendre les déclarations de Trump qui déplore entre autres un déficit commercial de plusieurs centaines de milliards de dollars avec la Chine. Celle-ci disposant de fortes réserves de change, majoritairement placées en dollars et en bons du Trésor américain, elle demeure par ailleurs le premier créancier des États-Unis.

L'ambition économique et technologique chinoise est au plus haut, avec la multiplication de banques chinoises d'investissement visant une expansion dans des pays en développement, notamment en Afrique, en contournant les grandes institutions financières comme le FMI, et donc les États-Unis. Les recherches sur l'intelligence artificielle, ainsi que l'intérêt croissant de la Chine pour la diplomatie sportive, complètent cette ambition.

Le massacre de Tian'anmen en 1989 a momentanément refroidi les relations entre les États-Unis et la Chine.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

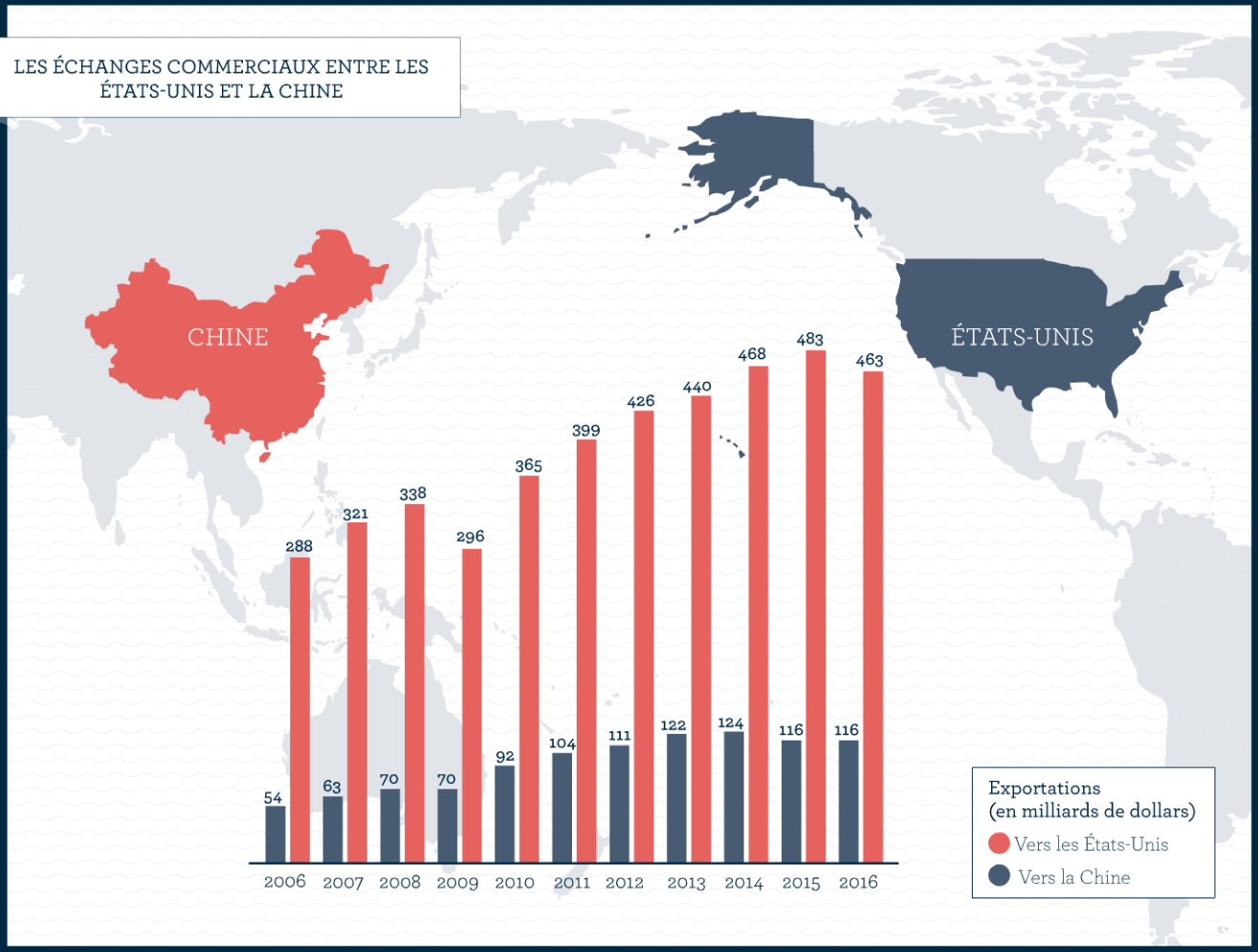
Tencent (qui propose des jeux vidéo et qui est l'opérateur de la messagerie WeChat) et Alibaba (numéro un chinois de la vente en ligne) visent à concurrencer Facebook et Amazon sur le plan mondial. L'Internet mobile promet une belle progression à ces entreprises chinoises : le marché intérieur est plus important et dispose d'une marge de progression énorme, dans un pays où les lois sur la vie privée sont moins protectrices qu'aux États-Unis et où Facebook est interdit.

À RETENIR

La Chine, dont le PIB est deux fois inférieur à celui des États-Unis, aimerait rattraper ces derniers ; le fossé est encore grand. La Chine est le premier créancier des États-Unis, et les deux pays entretiennent depuis longtemps des relations diplomatiques, économiques, commerciales et militaires. Cependant, quelques tensions existent. Les États-Unis accusent par exemple la Chine d'espionnage technologique et de cyber-attaques. La Chine quant à elle n'apprécie pas que les États-Unis vendent des armes à Taïwan.

Eyrolles.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE



Eyrolles.

FICHE 25

QUEL ÉQUILIBRE DES FORCES EN ASIE ?

Les pays asiatiques, avec ou sans la Chine, ont mis en place des associations ou traités de coopération dans la deuxième moitié du XXe siècle. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a ainsi été créée en 1967 pour contrer le communisme, développer l'économie et garantir la stabilité régionale. Depuis, elle regroupe dix pays (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge). Elle a créé une zone de libre-échange (entre les pays membres mais aussi avec la Chine), met en place des outils pour prévenir les crises financières, développe les échanges culturels et scientifiques, et a aussi pour but de renforcer le poids de ses membres dans les négociations internationales, notamment à l'OMC. Ses membres deviennent des partenaires commerciaux importants, en particulier pour le Japon.

De son côté, la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), qui fonctionne comme un forum économique intergouvernemental, a pour visée depuis sa création en 1989 la croissance et la coopération économiques de ses membres. Elle n'est régie par aucun accord engageant entre ses 21 membres.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

UNE AUTONOMISATION ACCRUE VIS-À-VIS DES ÉTATS-UNIS

La « stratégie du pivot », mise en place par Obama en 2011 pour rééquilibrer les relations commerciales en Asie à l'avantage du Japon, de la Corée du Sud, des Philippines, du Vietnam, du Laos et de la Birmanie par rapport à la Chine, a permis de renforcer cette régionalisation.

Mais l'annonce par le président Trump de la sortie des États-Unis de l'accord de partenariat transpacifique (TPP), au nom de l'« *America First* », a ouvert la voie à la signature d'un nouvel accord de libre-échange entre onze pays impliqués dans le TPP, qui représentent 13,5 % de l'économie mondiale. Il reconfigure également partiellement l'équilibre des forces, le Japon souhaitant contrer la domination croissante de la Chine dans la région par la suppression de certains tarifs douaniers, la Chine demeurant de plus en plus une alternative aux États-Unis sur le plan commercial. Quel partenariat commercial les États-Unis et l'Asie pourront-ils construire après cet épisode ?

Les pays impliqués dans le Partenariat transpacifique représentent 13,5 % de l'économie mondiale.

INCERTAINE CORÉE DU NORD

Gouvernée depuis 2011 par le dictateur Kim Jong-un qui poursuit l'entreprise totalitaire de son père et entretient le culte de la personnalité, la Corée du Nord est le pays le plus militarisé au monde et a mis en place un programme militaire nucléaire bien qu'il n'en ait pas le droit. Il multiplie les tirs de missiles balistiques intercontinentaux et les essais nucléaires. La surenchère de menaces, d'insultes et de discours belliqueux entre Donald Trump et Kim Jong-un crée de fortes inquiétudes dans la région. Le Japon et la Corée du Sud accroissent leur protection militaire : les forces militaires états-uniennes, sud-coréennes et japonaises multiplient les exercices conjoints pour traquer les missiles nord-coréens.

Les États-Unis, de leur côté, ont voté en 2017 de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen et font pression sur la Chine pour que la Corée du Nord, dont elle est un partenaire commercial, revienne à la table des négociations. Il n'en reste pas moins que l'issue de ces tensions est incertaine et que la guerre n'est pas à écarter.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

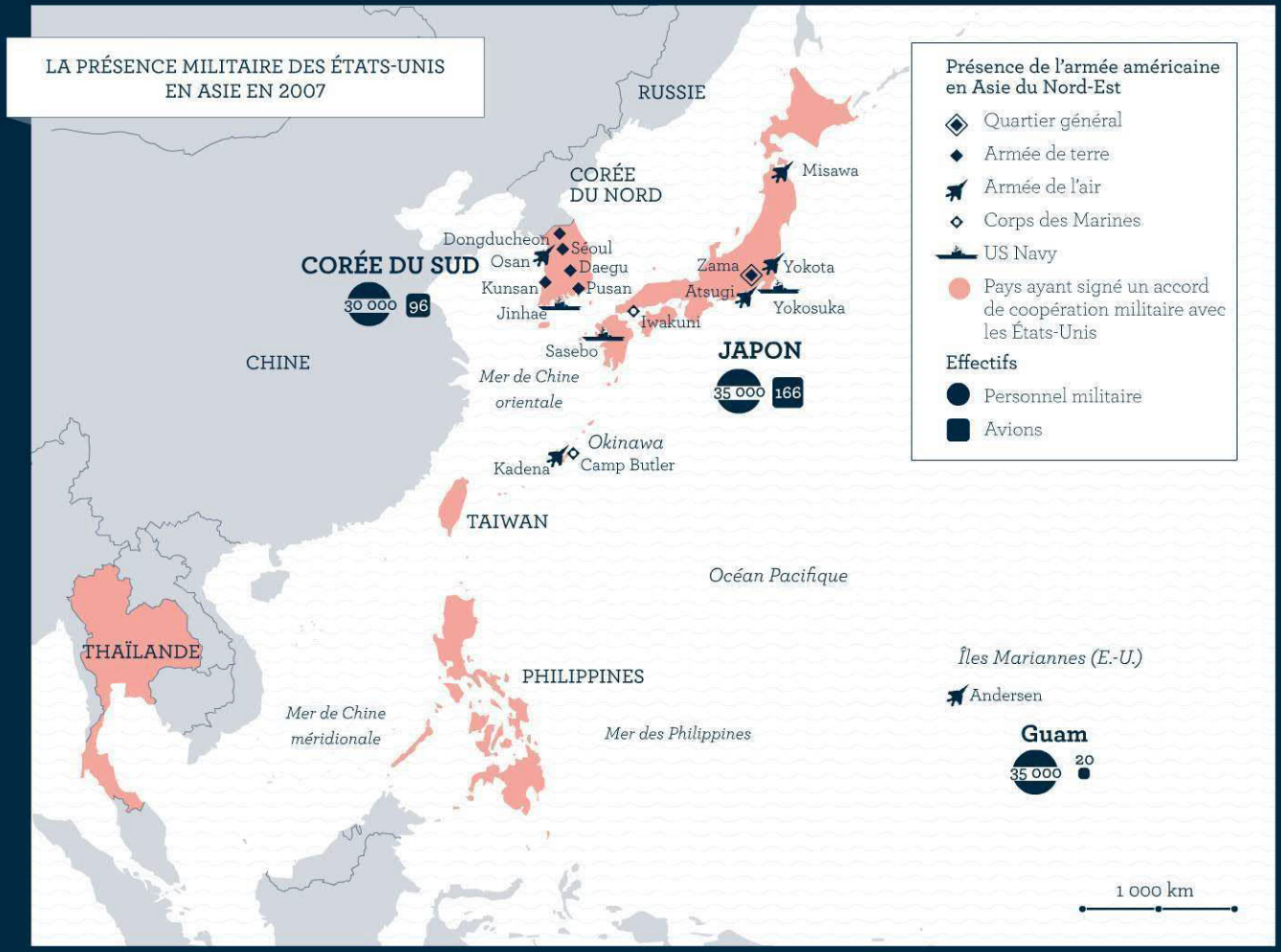
FOCUS

L'épisode dramatique des bombes nucléaires larguées sur Hiroshima et Nagasaki était un point noir dans les relations, cependant apaisées depuis 1945, des États-Unis et du Japon. La visite d'Obama à Hiroshima en 2016, une première pour un président américain en exercice, s'inscrivait non pas dans la repentance mais dans un devoir de mémoire. Elle fut également l'occasion pour Obama de rappeler son engagement en faveur de la non-prolifération nucléaire.

À RETENIR

Les pays asiatiques ont depuis longtemps mis en place une coopération fructueuse à plusieurs niveaux, notamment économique. En 2011, Obama a accentué cette régionalisation avec la « stratégie du pivot », qui vise à rééquilibrer les relations commerciales des pays asiatiques par rapport à la Chine. Cependant, la sortie des États-Unis de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) annoncée par Trump devrait bénéficier à la Chine. Enfin, cette région est inquiète des essais nucléaires de la Corée du Nord et des tensions entre Trump et Kim Jong-un, si bien que plusieurs pays accroissent leur protection militaire.

Eyrolles.


LA PRÉSENCE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS EN ASIE EN 2007
RUSSIE
CORÉE DU NORD
CORÉE DU SUD
30 000
96
Dongducheon
Osan
Séoul
Daegu
Kunsan
Pusan
Jinhae
CHINE
Mer de Chine orientale
Sasebo
Misawa
Zama
Yokota
Atsugi
Yokosuka
Iwakuni
JAPON
35 000
166
Okinawa
Kadena
Camp Butler
TAIWAN
Océan Pacifique
THAÏLANDE
PHILIPPINES
Mer de Chine méridionale
Mer des Philippines
Îles Mariannes (E.-U.)
Andersen
Guam
35 000
20
1 000 km
Présence de l'armée américaine en Asie du Nord-Est
Quartier général
Armée de terre
Armée de l'air
Corps des Marines
US Navy
Pays ayant signé un accord de coopération militaire avec les États-Unis
Effectifs
Personnel militaire
Avions

FICHE 26

LA SYRIE D'ASSAD ET DAECH, UNE ÉQUATION DIFFICILE

La naissance, en 2006, puis l'expansion de Daech, qui proclame l'instauration d'un califat en 2014 sur certains territoires irakiens et syriens qu'il contrôle de manière totalitaire, résultent d'Al-Qaïda, et des déstabilisations géopolitiques dans la région après la guerre en Irak et la guerre civile en Syrie suite au Printemps arabe. Cette guerre civile est organisée, jusqu'à aujourd'hui, par le président Bachar el-Assad, soupçonné de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité contre son propre peuple. Les États-Unis d'Obama ont pris tardivement la mesure de ce phénomène.

OBAMA ET LA « LIGNE ROUGE »

Depuis le début de la guerre civile syrienne, en mars 2011, le président Obama est resté en retrait. « La ligne rouge pour nous, c'est le déplacement et l'utilisation d'armes chimiques », avait-il dit en 2012. Mais cette « ligne rouge » a été franchie par le régime sans que la Maison-Blanche ne mette sa menace à exécution. La crédibilité des États-Unis dans ce conflit a été pour longtemps atteinte, d'autant que les frappes aériennes prévues en 2013 par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France n'ont finalement pas eu lieu, le Parlement britannique ayant fait marche arrière et Obama ayant

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

reculé après avoir demandé l'aval du Congrès. La Russie a profité de cette hésitation occidentale pour s'engager dans le conflit aux côtés d'Assad contre Daech.

La peur d'un bourbier syrien après le bourbier irakien de G. W. Bush, l'impopularité et le coût de la guerre aux États-Unis expliquent ce « non-choix » d'Obama. Et si Washington a armé les rebelles syriens qui se battent contre Daech, s'il a pris la tête d'une coalition d'une soixantaine de pays pour des missions militaires, diplomatiques ou encore humanitaires contre les djihadistes, il reste au débit de l'héritage international du président démocrate l'absence de main tendue aux civils syriens.

TRUMP OU L'ABSENCE DE STRATÉGIE

C'est ce qui explique aussi la décision de Trump de bombarder des installations militaires du régime d'Assad, en avril 2017, « après avoir vu des images d'enfants tués à la télévision », selon ses déclarations, ces massacres étant le fruit d'une attaque chimique contre des civils, perpétrée par le régime. Par la suite, Assad a qualifié Trump de « pantin ».

L'absence de stratégie claire dans la région, les relations devenues compliquées avec la Russie de Poutine et les tentations isolationnistes du président américain ne laissent pas présager d'engagement de l'armée américaine en faveur des populations civiles. Trump a par ailleurs diminué l'aide aux rebelles par la suppression d'un programme d'entraînement. De plus, comme le président Poutine, il estime qu'il n'y a pas de solution militaire possible dans le conflit qui oppose les rebelles syriens au pouvoir d'Assad. Dès lors, Trump fera-t-il mieux qu'Obama en Syrie ? Rien n'est moins sûr. Il a par ailleurs jeté de l'huile sur le feu en accusant l'Iran d'être le principal responsable de l'avènement de Daech, au mépris des réalités, et en durcissant les conditions d'immigration aux États-Unis, afin d'y prévenir encore davantage les attentats djihadistes, ce qui n'aura sans doute aucun effet et pénalise aussi les réfugiés syriens.

La peur d'un bourbier syrien, l'impopularité et le coût de la guerre aux États-Unis expliquent pourquoi Obama n'a pas voulu intervenir en Syrie.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

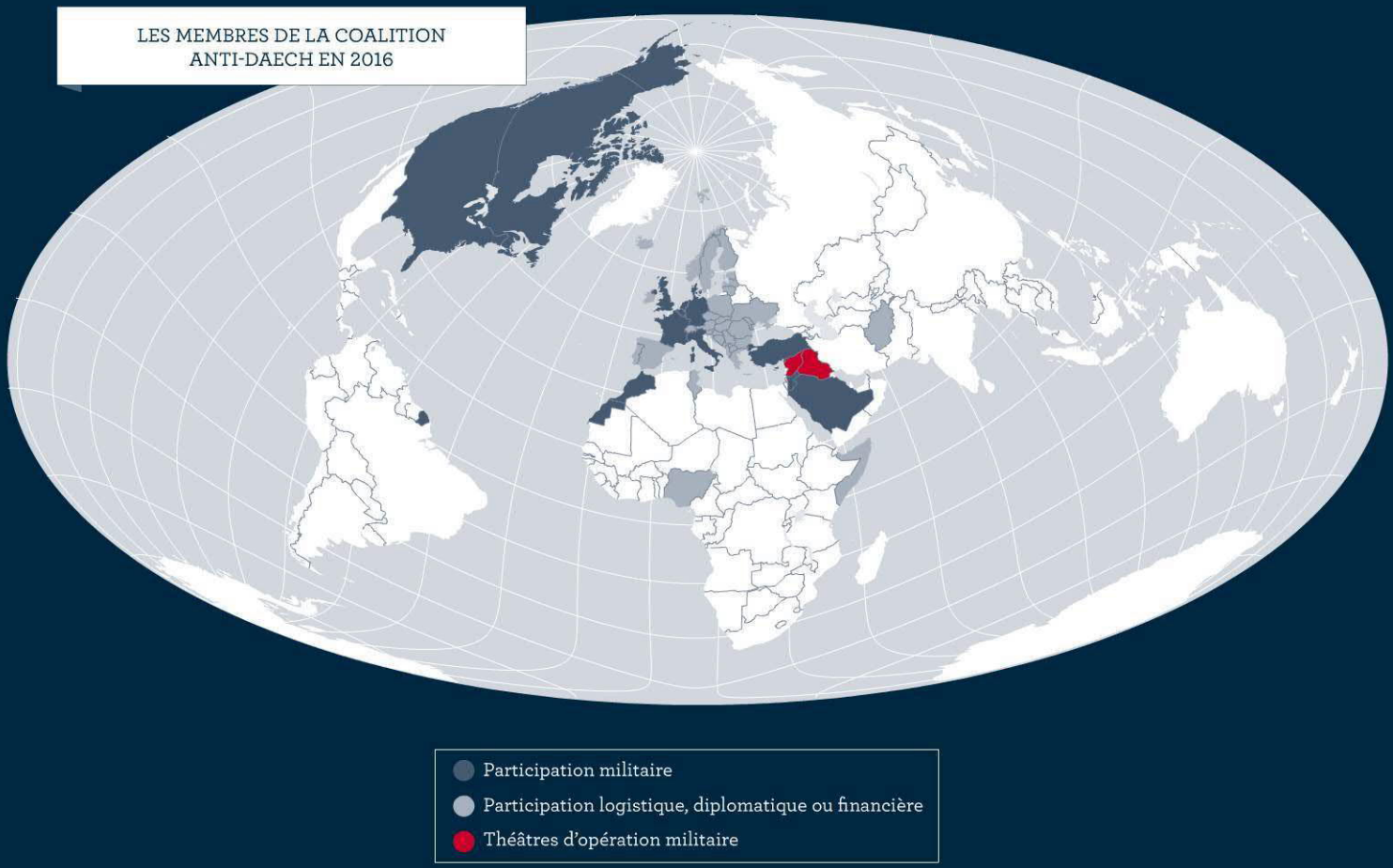
FOCUS

De nombreux spécialistes s'accordent pour dire que Daech, qui est à la fois un groupe terroriste, un État parallèle et une mafia, est la résultante d'Al-Qaïda et de l'intervention militaire en Irak à partir de 2002. Les États-Unis de George W. Bush porteraient donc une lourde responsabilité dans l'essor de cette nouvelle forme de terreur djihadiste particulièrement sanglante et dans l'avènement, *via* sa sous-estimation, d'un délinquant devenu l'icône de ce terrorisme, Abou Moussab al-Zarqaoui.

À RETENIR

La guerre en Irak et la guerre civile en Syrie ont provoqué des déstabilisations géopolitiques qui expliquent en partie la naissance, puis l'expansion de Daech. Obama n'est jamais intervenu militairement contre le régime d'Assad, mais il fournissait des armes aux rebelles syriens. Trump, quant à lui, a diminué l'aide aux rebelles, tout en souhaitant pourtant voir Daech tomber. Trump voulant privilégier les intérêts des États-Unis, il est peu probable que ces derniers aident les populations victimes du conflit.

Eyrolles.


LES MEMBRES DE LA COALITION
ANTI-DAECH EN 2016
Participation militaire
Participation logistique, diplomatique ou financière
Théâtres d'opération militaire

FICHE 27

LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN, UN PROBLÈME INSOLUBLE ?

Les relations que les États-Unis entretiennent avec Israël sont à la fois un élément majeur de la politique étrangère états-unienne et un paramètre primordial de la (non-)résolution du conflit israélo-palestinien. Depuis 1948, date de création de l'État hébreu, les États-Unis sont un soutien financier, militaire et diplomatique incontournable de ce dernier. Il existe aussi une dimension messianique forte, les évangélistes aux États-Unis, qualifiés de « chrétiens sionistes », considérant que leur pays est la deuxième terre promise après la « terre d'Israël », telle que décrite dans la Bible.

UN SOUTIEN INCONDITIONNEL

La nombreuse communauté juive des États-Unis – notamment à New York –, issue en grande partie d'une émigration européenne due aux pogroms du début du XX[e] siècle puis au nazisme, a toujours soutenu Israël. Le président Truman a reconnu le pays le jour même de sa création. Outre des aides financières conséquentes, les États-Unis ont mis sur pied un déploiement permanent de forces armées dans le pays et une aide à la recherche et développement sur les armes. Les deux pays ont également mis en commun une partie de leurs services de renseignement. Si plusieurs présidents

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

ou secrétaires d'État états-uniens ont, depuis les années 1960, manifesté leurs réticences face à la politique territoriale et militaire israélienne, Washington reste le principal allié de l'État hébreu.

L'IMPOSSIBLE PAIX

Des tensions ont existé, depuis les années 1950-1960, sur la question de la détention, par Israël, de l'arme nucléaire. La guerre des Six Jours, en 1967, puis surtout la guerre du Kippour, en 1973, ont entretenu certains désaccords, notamment quand Henry Kissinger, le secrétaire d'État de Nixon, a fait pression sur Israël pour éviter le point de non-retour. Pendant la guerre civile libanaise, à partir des années 1970, Israël refuse de se retirer du Sud Liban. Mais les accords de Camp David, en 1978, conclus par l'Égypte, les États-Unis et Israël, apaisent les relations entre Washington et Jérusalem, pour un temps. Le président H. W. Bush a tenté, en vain, de faire cesser la colonisation, et s'est mis à dos les groupes de pression pro-Israël américains. Un pas important pour la paix entre Israël et les Palestiniens aurait pu être durablement franchi en 1993, avec la signature des accords d'Oslo par Bill Clinton, Yasser Arafat (OLP) et Yitzhak Rabin, le premier ministre israélien, mais l'assassinat de ce dernier par un ultra-nationaliste israélien, à Jérusalem, met un terme à cet espoir. Ensuite, les relations deviendront compliquées entre Clinton et le premier ministre Benjamin Netanyahou. Le président G. W. Bush réaffirme le soutien des États-Unis à Israël, tout en étant aux prises avec de difficiles négociations sur l'acquisition par Israël d'armes sophistiquées, notamment pour prévenir une attaque de l'Iran.

> Les États-Unis sont un soutien financier, militaire et diplomatique historique d'Israël.

Sous Obama, les relations avec Netanyahou sont exécrables. Obama condamne la reprise de la colonisation en Cisjordanie, et Netanyahou soutient ouvertement Mitt Romney pendant la campagne présidentielle de 2012. En 2014, à propos de la politique israélienne vis-à-vis des territoires palestiniens, le secrétaire d'État, John Kerry, parle d'apartheid. Pour sa part, le Congrès républicain vote de nouvelles aides financières à Israël, et Obama signe l'accord sur le nucléaire iranien, ce qu'Israël ne lui pardonnera pas.

Souhaitant satisfaire les chrétiens évangélistes, Trump a décidé de déplacer l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, ce qui revient à reconnaître la ville trois fois sainte comme la capitale de l'État hébreu. Cette décision a déclenché un tollé international.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

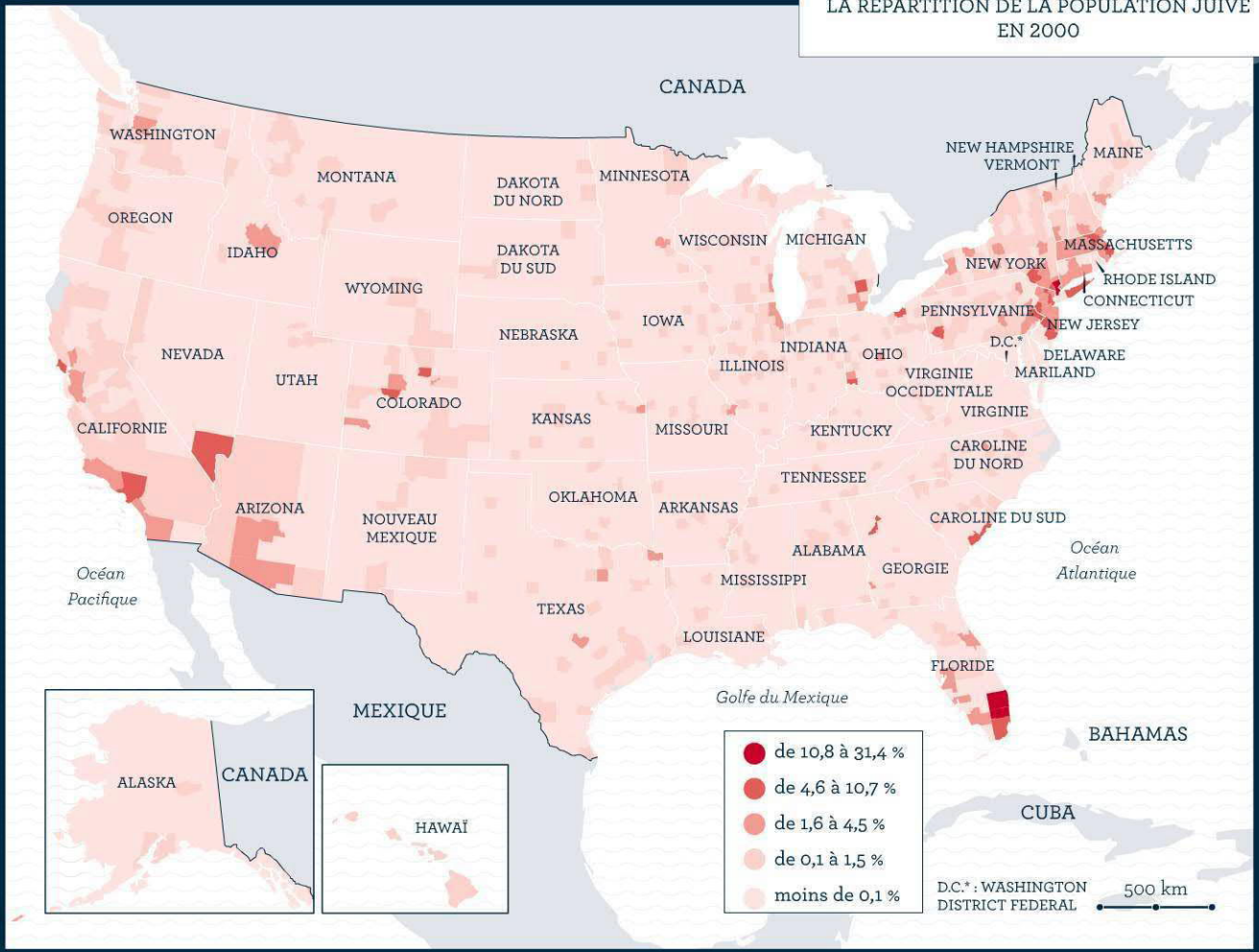
Créé en 1951, soit trois ans après l'État d'Israël, l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) est un lobby états-unien qui entend veiller à maintenir intacts les liens entre l'État hébreu et les États-Unis. Par sa conférence annuelle, l'organisation, proche du Likoud (le parti de Netanyahou), attire de très nombreux responsables politiques. L'AIPAC minimise les conséquences de la colonisation dans les territoires occupés, promeut une vision unilatérale d'Israël et estime que toute critique de la politique de ce dernier est une forme d'antisémitisme.

À RETENIR

La présence d'une importante communauté juive aux États-Unis explique le soutien apporté par le pays à l'État hébreu, créé en 1948, même s'il y a eu des tensions lors des guerres des Six Jours et du Kippour, par exemple. Des tentatives de paix entre Israël et la Palestine, notamment les accords d'Oslo en 1993, ont plusieurs fois été initiées en vain. En déplaçant l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem, Trump a sous-entendu qu'il reconnaît cette dernière comme la capitale d'Israël, mais séduit surtout les chrétiens évangélistes.

Eyrolles.

LA RÉPARTITION DE LA POPULATION JUIVE EN 2000



FICHE 28

LA RUSSIE, ENTRE COOPÉRATION, CORRUPTION ET PIRATAGES

Lors de sa campagne présidentielle, Trump avait promis de « réchauffer » les relations américano-russes une fois élu. Elles étaient extrêmement tendues entre Obama et Poutine. Mais les questions syrienne et plus encore ukrainienne, et surtout les soupçons sur les liens qui unissaient l'entourage de Trump à la Russie pendant la campagne présidentielle de 2016, voire avant dans le cadre de relations économiques privées, ont retardé cet agenda.

En juillet 2017, le Congrès a voté une loi pour renforcer les sanctions économiques contre la Russie (mais aussi contre la Corée du Nord et l'Iran) et pour limiter la capacité du président des États-Unis à s'y opposer par veto. Les élus républicains souhaitaient ainsi sanctionner la Russie pour ses interférences dans la campagne de 2016, mais aussi pour l'annexion de la Crimée en 2014, son action militaire en Ukraine, son mépris des droits de l'homme et son soutien à Bachar el-Assad.

Après avoir laissé planer le doute, Trump n'avait d'autre choix, en plein Russiagate et alors que l'étau de l'enquête du procureur spécial Mueller se resserrait sur son entourage, que de promulguer la loi. Un veto aurait été interprété comme l'aveu qu'il existe bien des liens opaques avec le Kremlin. Mais en signant, il s'est mis

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

en porte-à-faux vis-à-vis de Poutine, avec lequel les relations sont tendues, alors qu'elles étaient censées se réchauffer après les mandats d'Obama.

LE POISON DU « RUSSIAGATE »

Si l'interférence de la Russie (du Kremlin ?) dans l'élection présidentielle de 2016 est avérée (piratage des e-mails du parti démocrate, diffusion de « *fake news* » et de publicités détournées auprès d'internautes de certains États pivot, etc.), le procureur spécial Mueller cherche à établir, d'une part, la réalité des connexions entre les conseillers de Trump, voire de Trump lui-même, avec les Russes pendant sa campagne et, d'autre part, si le président, une fois élu, a fait obstruction à l'enquête, notamment lorsqu'il a renvoyé James Comey, alors directeur du FBI.

LA DIFFICILE RÉGULATION DES « *FAKE NEWS* »

Ainsi que l'a montré une enquête parlementaire aux États-Unis, la Russie, par le biais de pirates, d'agences de communication ou des instances politiques elles-mêmes, ont acheté des publicités politiques pour les diffuser à grande échelle sur les réseaux sociaux, ainsi que sur Google, en ciblant des électeurs de territoires clés. Les sujets identitaires et religieux étaient particulièrement présents.

126 millions

C'est le nombre d'Américains qui auraient été touchés par les messages russes lors des élections présidentielles de 2016.

Jusqu'à 126 millions d'Américains auraient été touchés par plus de 1,3 million de messages, par le biais notamment de 36 000 comptes automatisés, les fameux « *bots* ». Ce chiffre phénoménal a été divulgué par Facebook, en amont de l'audition de Facebook, Google et Twitter par la Commission de la Justice du Sénat des États-Unis qui a eu lieu en novembre 2017.

Les trois géants du web ont publiquement annoncé qu'ils allaient revoir leurs conditions d'utilisation, et promis qu'ils interdiraient aux comptes de certains médias russes de diffuser des contenus sponsorisés.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

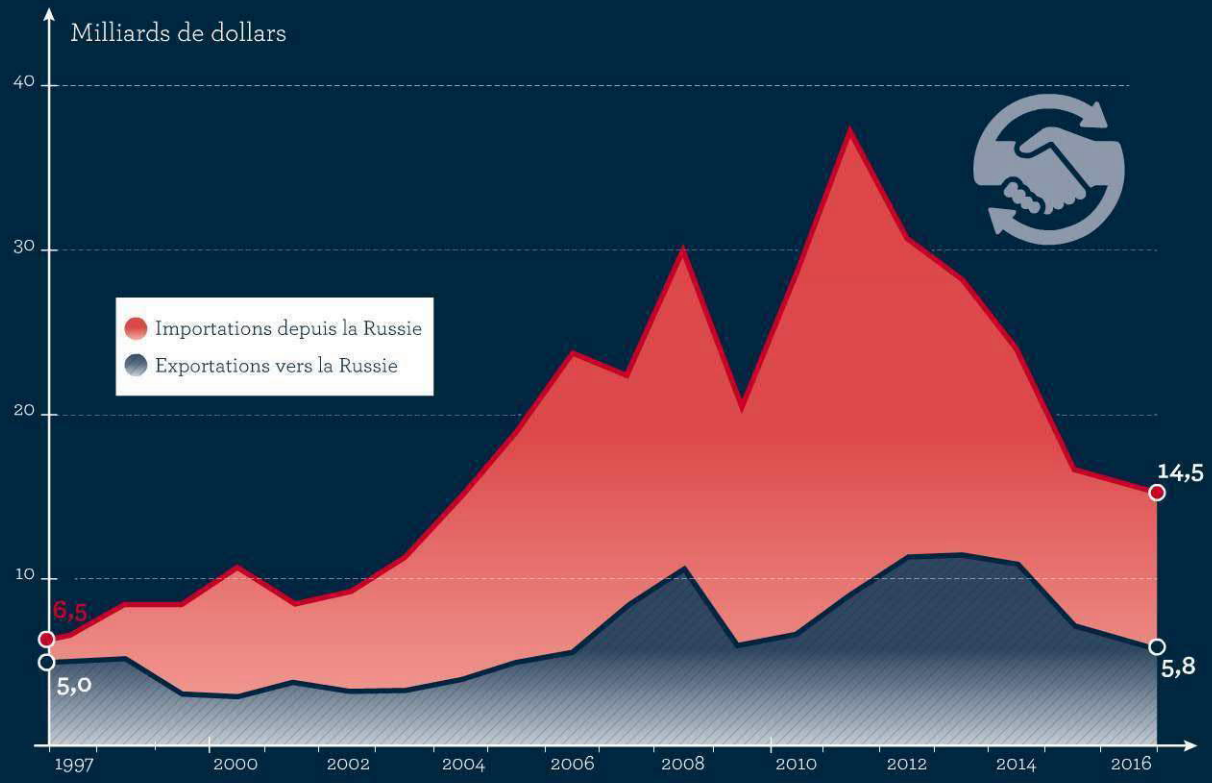
La bataille du Congrès pour accroître ses prérogatives, sur le pouvoir exécutif, relatives aux enjeux de sécurité nationale s'est intensifiée sous la présidence Trump. Le Sénat a par exemple voté à l'unanimité la réaffirmation de l'article 5 de l'OTAN sur la défense mutuelle des Alliés en cas d'attaque contre l'un d'entre eux. Depuis le 11 septembre 2001, des prérogatives plus importantes ont été données à la Maison-Blanche en matière de sécurité nationale. Le retour vers un équilibre des pouvoirs, entre l'exécutif et le législatif, fait l'objet d'un consensus bipartisan entre les élus républicains et démocrates.

À RETENIR

L'une des promesses de campagne de Trump était d'améliorer les relations américano-russes. Il en a été empêché par le Russiagate (le soupçon de collusion de l'équipe de Trump avec la Russie pendant la campagne) et la loi du Congrès sanctionnant économiquement la Russie pour, entre autres, l'annexion de la Crimée et pour son soutien à la Syrie. Suite aux interférences de la Russie *via* les réseaux sociaux lors de l'élection présidentielle, Facebook, Google et Twitter ont annoncé qu'ils modifieraient leurs conditions d'utilisation.

Eyrolles.

LES ÉCHANGES ENTRE LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS DEPUIS 20 ANS



FICHE 29

LES PAYS DU GOLFE

Scellés par Roosevelt et le roi Ibn Saoud en 1945, les liens entre les États-Unis et l'Arabie saoudite sont restés solides. L'une de leurs manifestations, concrètes, est qu' après la Seconde Guerre mondiale, les compagnies pétrolières américaines sont privilégiées par les Saoudiens par rapport à leurs homologues européennes, associées à un pouvoir colonial qui contrôlait alors la région. En échange, Roosevelt avait garanti la sécurité du territoire saoudien par les États-Unis.

ARABIE SAOUDITE : DES RELATIONS PROFONDÉMENT ANCRÉES

Les attentats du 11 Septembre ont rappelé les liens entre l'Arabie saoudite et la nébuleuse Al-Qaïda, notamment avec la famille Ben Laden. Mais l'intérêt des États-Unis est de rester alliés avec Riyad dans la lutte contre Daech. Sous Obama, les relations se sont rafraîchies. L'accord historique sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 entre les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine, l'Allemagne et la République islamique d'Iran, a déplu à Riyad et le roi Salman avait boudé une grande réunion des pays arabes à Washington. À cela s'ajoute le fait que l'Iran, par alliés interposés, joue de son influence en Syrie, au Liban et en Irak. Le roi Salman n'a pas obtenu d'Obama la

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

fermeté qu'il attendait sur la question des territoires palestiniens et sur la politique d'Israël.

Avec Trump, un axe américano-israélo-saoudien s'est réaffirmé, auquel on peut ajouter les Émirats arabes unis, l'ennemi commun étant l'Iran, dont les trois pays cherchent à réduire l'influence régionale. L'Iran obsède l'Arabie saoudite plus que la cause palestinienne, passée au second plan. L'ascension éclair du jeune prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, a contribué à cette évolution.

> « J'ai une entière confiance dans le roi Salman et le prince héritier d'Arabie saoudite. »
>
> *Tweet de Donald Trump, novembre 2017*

LES DROITS HUMAINS OUBLIÉS

Si Riyad doit faire face aux exigences croissantes de sa population en matière d'éducation, d'emploi ou d'infrastructures médicales, qui ont connu un regain avec le Printemps arabe de 2011, le conservatisme domine, *via* un islam rigoriste et un pouvoir théocratique, porte-voix du wahhabisme. Mohammed Ben Salman, le prince héritier, a mené une purge de grande ampleur dans son pays en novembre 2017, faisant emprisonner des dizaines d'opposants et de rivaux potentiels. Trump a apporté son soutien aux dirigeants du pays, estimant que « certains de ceux qu'ils traitent durement "saignent" leur pays depuis des années ». En mai 2017, l'Arabie saoudite a signé pour près de 400 milliards de dollars de contrats avec les États-Unis, dont 110 milliards sont consacrés à acheter des armes, même si l'effritement de la manne pétrolière jette le doute sur la possibilité, pour Riyad, d'honorer ce contrat. Aucune contrepartie sur les droits humains n'a été exigée par Washington.

De plus, les États-Unis ont besoin de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe moins pour assurer leur approvisionnement en pétrole que parce qu'ils dépendent des importations venant de pays – surtout asiatiques – dont l'économie est tributaire du pétrole du Golfe. En effectuant à Riyad son premier voyage officiel à l'étranger, Trump avait rompu avec une tradition états-unienne, marquant du même coup le lien symbolique – et économique – fort qu'il souhaitait tisser avec son homologue saoudien.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Suite au blocus mis en place par l'Arabie saoudite, l'Égypte et plusieurs autres États de la région contre le Qatar, le secrétaire d'État états-unien, Rex Tillerson, a appelé à alléger les sanctions, au motif, d'une part, qu'elles fragilisaient la lutte contre Daech et que, d'autre part, le Qatar faisait preuve de bonne volonté pour expulser les terroristes hors de ses frontières. Les États-Unis restent un allié économique et militaire du Qatar, dont l'influence dans le monde est immense grâce à une stratégie de *soft power*.

À RETENIR

Depuis 1945, les États-Unis et l'Arabie saoudite entretiennent de bonnes relations. Sous Obama, celles-ci s'étaient dégradées, mais Trump a montré son soutien total à l'Arabie saoudite. Malgré quelques désaccords entre les deux pays, les États-Unis ont tout intérêt à garder des liens étroits avec le royaume saoudien, non seulement dans la lutte contre Daech mais aussi pour des raisons commerciales, car les États-Unis dépendent des importations de pays asiatiques dont l'économie repose sur le pétrole fourni par l'Arabie saoudite.

Eyrolles.

ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE PÉTROLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE EN 1994, 2004 ET 2014

1994

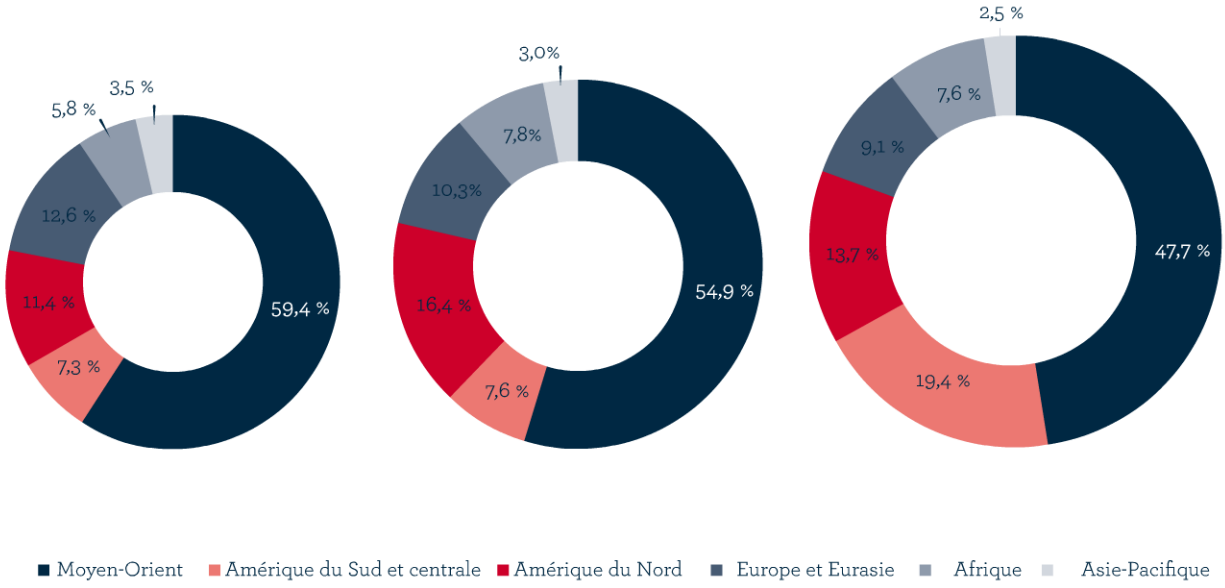
1 118 milliards de barils

2004

1 366 milliards de barils

2014

1 700 milliards de barils



Eyrolles.

FICHE 30

L'AFRIQUE, CONTINENT OUBLIÉ ?

Le continent africain est longtemps resté comme un angle mort de la politique extérieure des États-Unis. L'Afrique entretenait des liens avec l'Europe, du fait de la colonisation et de ses répercussions dans l'histoire longue, tout en étant un terrain d'affrontement Est/Ouest. Le contexte géopolitique a ensuite été profondément remanié avec l'implosion du bloc de l'Est, puis les attentats du 11 septembre 2001. Dès lors, de nouvelles relations diplomatiques et commerciales se sont révélées incontournables.

LE TOURNANT DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE

Dès 1990, la conquête des marchés africains s'est accompagnée de politiques en faveur du développement et de la démocratie, ainsi que de politiques sanitaires et humanitaires. Arrivé au pouvoir en 1992, Bill Clinton s'est rapproché de Nelson Mandela et du président nigérian Olusegun Obasanjo – il a ensuite gardé des liens étroits avec plusieurs pays africains, dans le cadre de la fondation Clinton. Il a fait voter en 2000 l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui offre à une liste de marchandises en provenance de pays subsahariens un accès sans droits de douane au marché américain, à

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

condition que ces pays respectent les droits humains, l'État de droit et les droits des travailleurs.

Sous la présidence de G. W. Bush, l'aide aux États de l'Afrique subsaharienne a par ailleurs été multipliée par quatre, avec notamment le President's Emergency Plan for Aids Relief (Pepfar), un plan d'aide d'urgence contre le sida, et le fond de développement contre la pauvreté par le soutien à la croissance économique, Millenium Challenge Corporation (MCC), dont près de 60 % ont bénéficié aux pays africains. Dans sa lutte contre le terrorisme, Bush a créé en 2007 un commandement militaire pour l'Afrique (Africom).

Durant ses mandats, G. W. Bush a beaucoup augmenté l'aide aux États de l'Afrique subsaharienne.

LA DÉCEPTION OBAMA... À RELATIVISER

Obama, dont le père est kenyan, avait suscité beaucoup d'espoir sur le continent africain, surtout après le discours du Caire de juin 2009. Cependant, pendant son premier mandat, il s'est concentré sur la résorption de la crise économique, le vote de sa réforme de la santé et le retrait militaire progressif d'Irak et d'Afghanistan. Obama ne voulait pas non plus donner l'impression d'être le « président des Noirs », lui qui aspirait à construire une Amérique « post-raciale ».

Il a conclu des partenariats de sécurité avec des États autoritaires comme l'Éthiopie, l'Ouganda ou le Rwanda, ce qui n'allait donc pas dans le sens d'une promotion de la démocratie. Il a aussi intensifié la guerre par drones, notamment au Yémen et en Somalie. Néanmoins, il a conclu des partenariats comme « Feed Africa », « Trade Africa » – pour faciliter les exportations africaines vers de nouveaux marchés – et « Power Africa » – censé doubler l'accès à l'électricité en Afrique à l'horizon 2030 – qui rompaient avec une logique d'assistanat.

Il a également prolongé la loi AGOA jusqu'en 2025, même si la valeur ajoutée des produits exportés désavantage les pays africains non producteurs d'hydrocarbures.

Trump, de son côté, a souhaité diminuer d'un tiers l'aide au développement, pénalisant ainsi l'Afrique, mais il ambitionne d'y développer des marchés. Or, les échanges économiques, culturels et éducatifs se font désormais davantage avec la Chine qu'avec les États-Unis.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

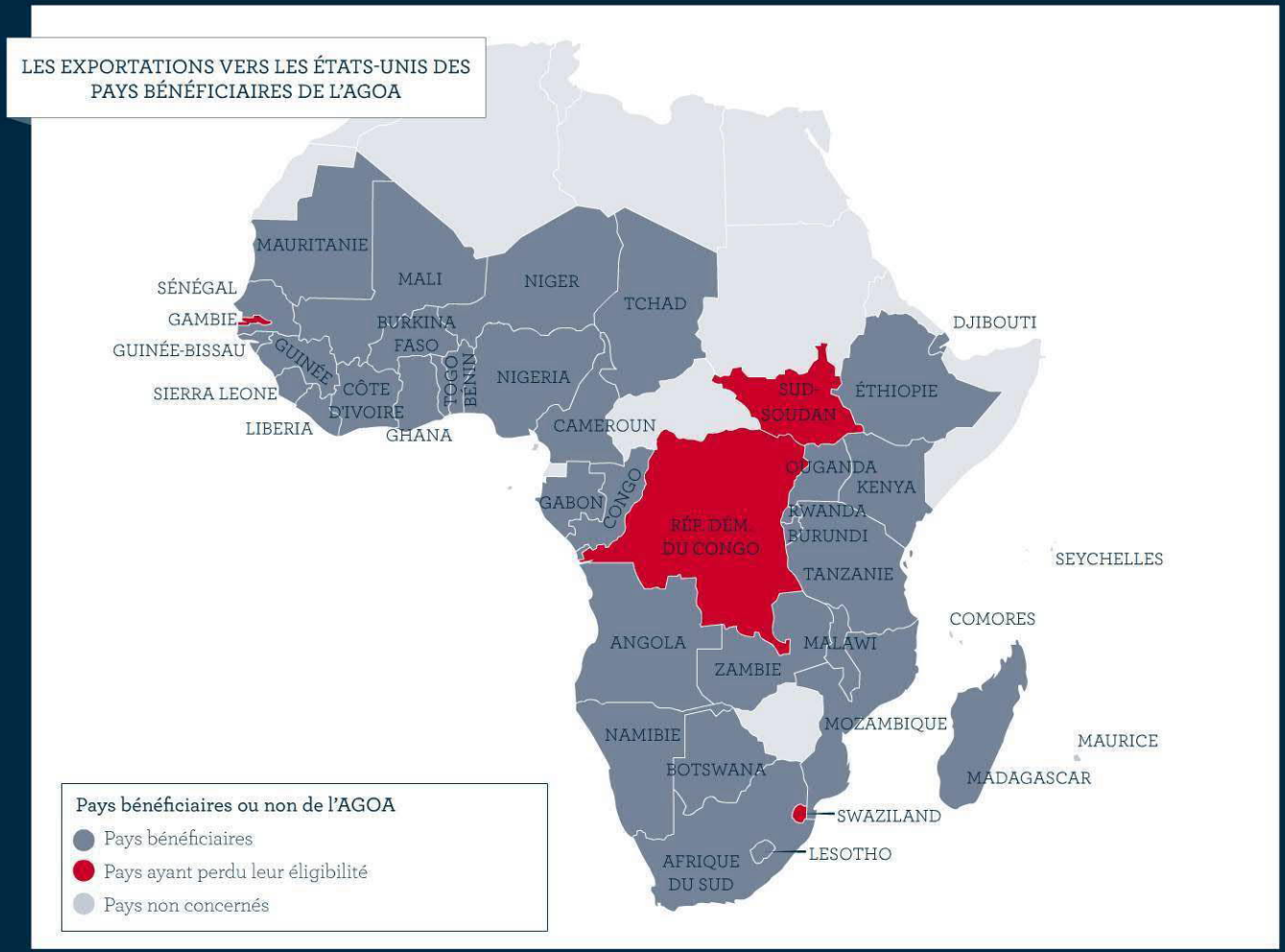
FOCUS

En 1986, le président Reagan avait posé son veto à une proposition de loi – finalement adoptée – sanctionnant économiquement le régime raciste sud-africain (interdiction de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, embargo sur les importations de charbon, d'acier, d'uranium et de produits textiles, fermeture des aéroports américains aux appareils de la compagnie aérienne sud-africaine). Critiqué, il avait avancé que la population locale serait désavantagée et réaffirmé sa condamnation de l'apartheid.

À RETENIR

Ce n'est qu'à partir des années 1990 que les États-Unis ont commencé à développer des relations avec l'Afrique. Leur objectif était d'investir les marchés africains, mais également d'aider le continent à se développer. L'élection d'Obama, d'origine kenyane, avait créé un fort espoir sur le continent africain, mais le président n'a pas répondu à ces attentes. Cependant, il est tout de même à l'origine de partenariats bénéfiques pour l'Afrique, qui visent notamment à mettre un terme à la faim et à permettre l'accès à l'électricité d'ici 2030.

Eyrolles.


LES EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS DES PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AGOA
MAURITANIE
SÉNÉGAL
MALI
NIGER
TCHAD
GAMBIE
BURKINA FASO
GUINÉE-BISSAU
GUINÉE
TOGO
BÉNIN
NIGERIA
SIERRA LEONE
CÔTE D'IVOIRE
LIBERIA
GHANA
CAMEROUN
SUD-SOUDAN
DJIBOUTI
ÉTHIOPIE
OUGANDA
KENYA
GABON
CONGO
RWANDA
BURUNDI
RÉP. DÉM. DU CONGO
TANZANIE
SEYCHELLES
COMORES
ANGOLA
MALAWI
ZAMBIE
MOZAMBIQUE
NAMIBIE
MAURICE
BOTSWANA
MADAGASCAR
SWAZILAND
LESOTHO
AFRIQUE DU SUD
Pays bénéficiaires ou non de l'AGOA
Pays bénéficiaires
Pays ayant perdu leur éligibilité
Pays non concernés

PARTIE 4

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

LES 10 PRINCIPAUX LEVIERS D'ACTION

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FICHE 31

NI NÉO-CONSERVATISME, NI RÉALISME

Chaque président des États-Unis, une fois au pouvoir, souhaite imprimer sa marque, ce qui passe la plupart du temps par une rupture, plus ou moins grande, avec son prédécesseur. Or, Donald Trump ne souhaite pas seulement s'inscrire à contre-courant de Barack Obama. Il entend aussi se distinguer des présidents républicains les plus récents, à savoir George H. Bush (père) et George W. Bush (fils), associés selon lui à l'establishment, au « marigot » de Washington, qu'il a tant décrié. La famille Bush, du reste, critique régulièrement Trump depuis sa campagne.

LA « REALPOLITIK » EST TRANSPARTISANE

Une politique étrangère « réaliste » (ou « Realpolitik ») a été menée en particulier, aux États-Unis, pendant la présidence de Richard Nixon. Obama en était également adepte. Elle s'appuie sur l'équilibre des forces en présence, prenant en compte un maximum de données ainsi qu'une vaste palette d'options. Elle se veut donc la moins idéologique possible. Une politique « réaliste » refuse par ailleurs la course aux armements. Considérée par ses détracteurs comme froide et manquant d'éthique, voire comme étant cynique, elle obéit néanmoins au multilatéralisme.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

George Bush père, qui a succédé à Ronald Reagan dont il avait été le vice-président, a globalement mené une politique étrangère qualifiée de « Realpolitik », alors que le mur de Berlin tombait et que l'URSS implosait. On peut ainsi qualifier d'option « réaliste » la première guerre du Golfe, en 1990-1991, menée par une coalition internationale dirigée par les États-Unis et sous l'égide de l'ONU, en riposte à l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein.

LE NÉOCONSERVATISME : DE L'INFLUENCE À LA DÉCRÉDIBILISATION

De son côté, le néoconservatisme s'inscrit, aux États-Unis, dans une histoire qui remonte au début de la guerre froide. Nourri par l'anticommunisme, il vise à la défense mais aussi à la propagation des idéaux de libéralisme économique et de démocratie. C'est donc une vision idéologique du rôle des États-Unis dans le monde. Sa dimension de prosélytisme s'incarne également dans une intention interventionniste en politique étrangère et militaire. Le néoconservatisme a alimenté les deux mandats de Ronald Reagan, mais surtout les options géopolitiques de George W. Bush après les attentats du 11 Septembre – avec un lexique explicite : « États voyous », « axe du Mal », etc.

> Le caractère interventionniste des États-Unis en politique étrangère et militaire est notamment issu du néoconservatisme.

Décrédibilisé par la dramatique deuxième guerre en Irak, surtout à partir de 2003, le néoconservatisme était minoritaire dans le parti républicain quand s'est achevé le deuxième mandat de G. W. Bush. À l'impopularité de la guerre en Irak et en Afghanistan s'est ajoutée l'accusation d'avoir contribué à l'émergence de Daech, en particulier en Irak.

Soucieux de montrer qu'il ne se réfère pas aux traditions du parti républicain – ce qui, sur d'autres sujets comme la fiscalité, est cependant largement le cas –, Donald Trump entend s'inscrire en faux par rapport à la fois au réalisme et au néoconservatisme, avec lequel son ancienne rivale, Hillary Clinton, entretenait pour sa part des liens – elle avait ainsi, en tant que sénatrice, voté « oui » à la deuxième guerre du Golfe, en 2002. Il est cependant difficile de savoir quelles sont ses convictions profondes, tant Trump est opportuniste.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

La politique étrangère du président français se veut pragmatique. Après avoir reçu, à Versailles, Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a convié Donald Trump aux festivités du 14 juillet 2017. Celles-ci étaient placées sur le storytelling de la guerre et de la paix, en commémoration de l'engagement des États-Unis dans la Première Guerre mondiale. S'il joue la carte de la réciprocité et du dialogue, Emmanuel Macron n'est pas sur une ligne atlantiste. Il souhaite aussi tirer parti de l'isolationnisme de Trump.

À RETENIR

Trump souhaite se démarquer d'Obama mais également des précédents présidents républicains. Par conséquent, il n'adopte une politique ni réaliste (Nixon, Bush père, Obama) ni néoconservatrice (Reagan, Bush fils, son ancienne rivale Hillary Clinton). Trump veut montrer qu'il ne suit pas les traditions de son parti, mais c'est pourtant le cas dans certains domaines. Par ailleurs, son opportunisme ne permet pas de savoir quelles sont vraiment ses convictions.

Eyrolles.

LES COURANTS DE PENSÉE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

ISOLATIONNISME

Doctrine de **Monroe** (1823)
« *Destinée manifeste* » sur le continent américain
du XIX[e] siècle jusqu'en 1917,
entre 1920 et 1941
et depuis 2016 (**Trump**)

Rester en dehors des conflits

Prendre part aux conflits

INTERVENTIONNISME

Assumer la puissance mondiale
de 1917 à 1919 et de 1941 à 2011

Réalisme (*Realpolitik*)

- politique de *Roll-back* **Eisenhower**
- politique triangulaire de Kissinger avec la Chine et l'URSS **Nixon**
- **Bush** (père)
- **Obama**

Idéalisme

- pacifisme et New Diplomacy **Wilson, Roosevelt, Carter**
- URSS, empire du mal **Reagan**
- définition de l'axe du mal **Bush** (fils)

Unilatéralisme

- États-Unis gendarmes du monde **Bush** (fils)
- **Trump**

Multilatéralisme (soutien de l'ONU)

- **Bush** (père)
- Politique d'*enlargement* **Clinton**
- **Obama**

FICHE 32

L'ONU ET L'OTAN, UN CADRE À REPENSER ?

L'histoire de l'ONU et de l'OTAN est étroitement liée à celle des États-Unis. L'emploi, pour la première fois, de l'expression « Nations unies » remonterait à la Seconde Guerre mondiale, dans la bouche du président Roosevelt, et à la Déclaration des Nations unies, le 1er janvier 1942. Vingt-six pays appuient alors la Charte de l'Atlantique pour poursuivre la guerre.

Le 24 octobre 1945, l'Organisation des Nations unies est créée. Elle regroupe aujourd'hui la quasi-totalité des États du monde. Son objectif est quadruple : maintenir la paix et la sécurité, développer des relations amicales entre les États, préserver les droits humains, harmoniser les efforts des États pour atteindre ces objectifs.

UN OBJECTIF : LE MULTILATÉRALISME

Les États-Unis sont le membre le plus influent du Conseil de sécurité de l'ONU, dont le siège est à New York. Ils en assument entre un cinquième et un quart du financement, ce qui est un moyen de pression sur les décisions de l'organisation, surtout depuis la fin de la guerre froide, l'URSS – et maintenant la Russie – étant un autre membre permanent du Conseil de sécurité, avec les États-Unis, la France, la Chine et le Royaume-Uni, tous dotés d'un droit de veto.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de son côté, a été mise en place en 1949. Organisation militaire intégrée permanente, elle dispose de capacités militaires uniques. Si, au départ, elle visait à garantir la sécurité de l'Europe occidentale, instaurant un lien militaire étroit avec les États-Unis, contre l'URSS, sa stratégie s'est transformée depuis 1989 et élargie à d'autres régions, en particulier le Moyen-Orient avec la lutte contre le djihadisme et contre la prolifération des armes de destruction massive et nucléaires.
Ses 28 membres (États-Unis, Canada et 26 pays européens), censés consacrer 2 % de leur budget national à la Défense, dont une partie va à l'OTAN, décident souverainement de participer à une opération, sauf en cas d'attaque d'un autre membre, cas dans lequel chacun est obligatoirement engagé (article 5 du Traité).

ADAPTER CES ORGANISATIONS AUX DÉFIS DE DEMAIN ?

Les États-Unis, qui sont le premier financeur de l'OTAN, martèlent que la règle des 2 % doit être respectée par tous, au risque de miner la confiance réciproque et de rapprocher certains pays de l'Est de la Russie. De fait, l'OTAN est une organisation historiquement – et encore – antirusse. Les contradictions internes paralysent souvent l'OTAN, jouent contre la paix et ne peuvent qu'alimenter les velléités unilatéralistes de Trump, ce qui va dans le sens d'un nécessaire renforcement de la défense européenne.
À plusieurs reprises, les États-Unis ont contourné l'ONU pour mener certaines actions militaires ou diplomatiques. Au lendemain du 11 septembre 2001, le président G. W. Bush décide, avec l'aval de l'ONU, d'envahir l'Afghanistan pour combattre Al-Qaïda, puis, sans son aval, de déclencher la guerre avec l'Irak dont on sait par quel échec elle s'est soldée. L'impopularité de la guerre depuis les conflits en Irak et en Afghanistan n'a pas eu raison de la menace qui pèse encore sur le multilatéralisme, alors que le monde est plus incertain que jamais.

L'important financement de l'ONU par les États-Unis leur permet d'avoir un moyen de pression sur les décisions de l'organisation.

© Groupe Eyrolles

FOCUS

Trump a prononcé son premier discours à l'ONU le 19 septembre 2017. Il y a enchaîné des propos « coup de poing » afin de masquer l'absence de stratégie géopolitique. Le *New York Times* a qualifié ce discours, lu devant les chefs d'État du monde entier, de « belliqueux ». Globalement pessimiste, passéiste et clivant, Trump a présenté une vision binaire du monde : les bons contre les méchants, les pays vertueux contre les États criminels et les « *losers* », les populations nationales contre les immigrés – qualifiés de « problème ».

À RETENIR

Les États-Unis ont une grande importance dans l'histoire de l'ONU et de l'OTAN. Ils sont d'ailleurs le membre le plus influent du Conseil de sécurité de l'ONU, puisqu'ils en assurent entre un cinquième et un quart du financement. Le pays a déjà décidé de mener certaines actions sans son aval. Quant à l'OTAN, c'est une organisation historiquement anti-russe et qui l'est encore aujourd'hui, mais, depuis la fin de la guerre froide, elle vise également à lutter contre le djihadisme et la prolifération des armes de destruction massive. Elle est cependant souvent paralysée par des contradictions internes.

Eyrolles.

LES PAYS MEMBRES DE L'ONU

Adhésion aux Nations unies

- en 1945 (membres fondateurs)
- entre 1946 et 1969
- entre 1970 et 1989
- après 1990
- Non membres
- Membres permanents disposant d'un droit de veto

FICHE 33

LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS, CONDITION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Comme l'ont montré les chercheurs du projet World Wealth and Income Database (WID), à partir d'une base de données mondiale sur le patrimoine et le revenu, les inégalités n'ont cessé de croître dans la quasi-totalité des pays depuis les années 1980. En 2017, le 1 % le plus riche a bénéficié deux fois plus que les 50 % les plus pauvres de l'augmentation des revenus. Quant aux autres, dans la classe moyenne, leurs revenus ont stagné ou baissé.

LES ÉTATS-UNIS PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS

Aux États-Unis, les écarts de revenus se sont creusés plus qu'en Europe, alors qu'ils avaient des niveaux d'inégalités similaires dans les années 1980 (le 1 % le plus riche disposait de 10 % du revenu du pays ou de la zone). Or, la part du 1 % y a doublé, alors qu'elle n'augmentait que de 12 % en Europe. Les citoyens états-uniens les plus riches le sont deux fois plus qu'en 1980.

Les inégalités propres au système d'éducation, dès le plus jeune âge et jusqu'à l'accès à l'enseignement supérieur, un système fiscal peu progressif et de plus en plus favorable aux plus aisés, l'absence de salaire minimum

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

sauf dans quelques États fédérés et la persistance de discriminations contre les minorités et les femmes expliquent la situation aux États-Unis. Celle-ci s'est aggravée avec la crise de 2007-2008 : croissance des emplois flexibles et mal payés, bulle immobilière pénalisant les petits propriétaires, recapitalisation des grandes entreprises, impossibilité d'Obama d'augmenter les impôts des plus riches, puis coupes dans les budgets sociaux et éducatifs par l'administration Trump, etc.

La crise financière de 2007-2008 a aggravé les inégalités aux États-Unis.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES FUSTIGENT LES INÉGALITÉS

Depuis 2013, l'OCDE, l'ONU, la Banque mondiale et le FMI ont publié des travaux mettant en garde contre les effets néfastes des inégalités sur la croissance économique, y compris dans les pays développés. La Banque mondiale estimait déjà en 2016 que la part du 1 % le plus riche dans le revenu national, depuis les années 1980, était passée de 9 % à 18 %, contre une progression de 7 % à 9 % en France et au Japon depuis les années 2000.

Les effets de cette évolution sur la société et l'économie sont pointés du doigt. L'OCDE estime que l'amplification des inégalités fait chuter la croissance parce que les plus défavorisés investissent moins dans l'éducation. Ce raisonnement met à mal la théorie du ruissellement, selon laquelle la création de richesses par et pour les plus aisés se répercute positivement sur les plus pauvres. Très en vogue dans les années Reagan et Thatcher, elle a été poursuivie – dans une moindre mesure – avec Clinton et G. W. Bush et elle revient surtout en force avec Trump, mais elle est vivement critiquée par le FMI lui-même.

Le concept de « croissance inclusive », défendu par de nombreux économistes, entretient l'idée de la création d'emplois de bonne qualité (non flexibles, durables) et bien payés, et met l'accent sur la formation, l'éducation et la redistribution, cette dernière étant mise à mal par l'épargne des plus riches ou leurs stratégies, légales ou non, pour échapper au maximum à l'impôt.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

La réforme fiscale de Trump aggravera la dette et le déficit fédéraux. Cette réforme prévoit une baisse d'impôts de près de 1 500 milliards de dollars, principalement en faveur des très riches et des grandes entreprises. Dans la tradition de Reagan, la croyance demeure dans le parti républicain que les impôts ralentissent la croissance. Qualifié d'« économie vaudou » par G. H. Bush lui-même, la réduction des impôts, des dépenses sociales et la dérégulation creuseront davantage les inégalités sociales, éducatives, territoriales et genrées.

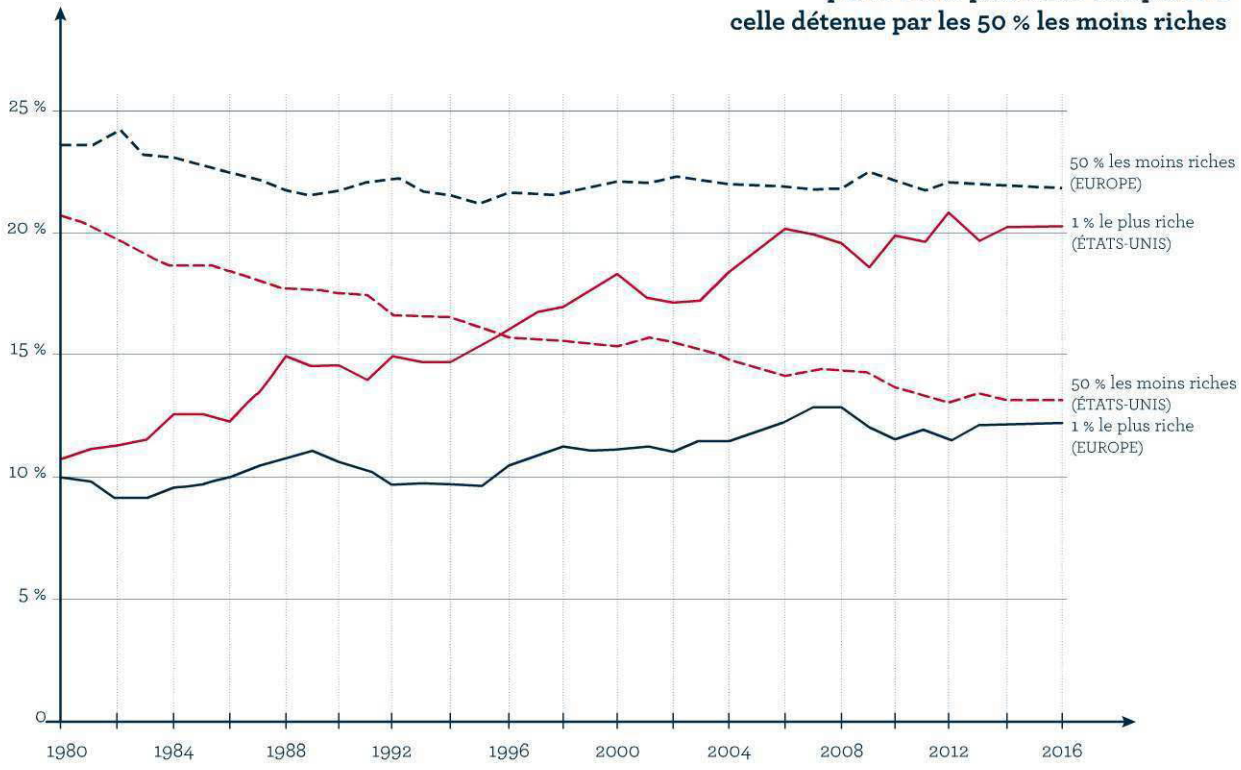
À RETENIR

Une étude du World Wealth and Income Database a montré que les inégalités n'ont cessé de croître depuis les années 1980 presque partout dans le monde, et en particulier aux États-Unis, où les plus riches le sont deux fois plus qu'avant et où les plus pauvres le sont plus encore. Plusieurs grandes organisations ont publié des travaux démontrant que les inégalités sont néfastes pour la croissance économique.

Eyrolles.

LES AMÉRICAINS LES PLUS RICHES LE SONT DEUX FOIS PLUS QU'EN 1980

Part des revenus de la zone ou du pays détenue par le 1 % le plus riche comparée à celle détenue par les 50 % les moins riches



FICHE 34

QUELLE POLITIQUE POUR L'AIDE AUX RÉFUGIÉS ?

Les mouvements de population qui sont à l'œuvre depuis quelques années à travers le monde sont d'ampleur inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils concernent majoritairement des migrations de pays du Sud vers d'autres pays du Sud ou au sein même d'un même pays, mais aussi du Sud vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Les guerres, les persécutions, les régimes autoritaires, la misère ainsi que les changements climatiques en sont les causes, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie mineure ou encore en Asie du Sud-Est. En 2015, c'est plus d'un million de personnes qui sont arrivées en Europe. En 10 ans, le nombre de réfugiés a triplé.

UNE DIFFICILE COORDINATION MONDIALE

Si les États membres de l'Union européenne ne sont pas parvenus à s'accorder sur une politique commune d'asile et d'accueil des réfugiés, le 19 septembre 2016, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une série d'engagements en faveur de la protection des réfugiés et des migrants (définition d'un cadre d'accueil, programme d'actions, aide au retour, etc.). Elle a ainsi ouvert la voie à deux nouveaux traités mondiaux : le Pacte mondial sur les réfugiés et le Pacte

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, en lien avec son Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR).

DES MODALITÉS D'ACCUEIL PLUS RESTREINTES AUX ÉTATS-UNIS

Les États-Unis se sont pour leur part, fin 2017, retiré du pacte mondial sur les réfugiés. La représentation états-unienne à l'ONU a en effet affirmé pouvoir prendre seule ses décisions concernant la politique d'immigration. Terre d'immigration depuis le XVI[e] siècle, construits sur la diversité démographique, culturelle et religieuse, les États-Unis ont à plusieurs reprises, dans leur histoire récente, restreint drastiquement l'arrivée de réfugiés. Obama avait par exemple, en 2011, demandé un réexamen de tous les dossiers de réfugiés irakiens installés aux États-Unis, ainsi qu'un contrôle plus drastique des dossiers pour l'obtention de visas. Mais l'accueil de réfugiés, s'il avait diminué, ne s'était pas arrêté. Entre les attentats du 11 Septembre et 2015, le pays a accepté pas moins de 750 000 réfugiés. Cela ne signifie pas qu'ils puissent trouver un accueil partout, car la moitié environ des États fédérés refusent l'arrivée de réfugiés du Moyen-Orient (Syrie, Irak), craignant pour la sécurité de leur propre population.

> Les guerres, les persécutions, les régimes autoritaires, la misère et les changements climatiques sont les principales causes des mouvements de population.

Les décrets successifs « Travel bans » de l'administration Trump, qui donnent lieu à de vifs débats sur le plan juridique, visent à interdire l'entrée aux États-Unis de ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane et ont déjà interdit l'entrée du territoire, pendant plusieurs mois, aux réfugiés du monde entier.

En 2018, les États-Unis accueilleront un maximum de 45 000 réfugiés du monde entier – deux fois moins que sous Obama mais aussi que sous G. W. Bush –, ce qui est un chiffre historiquement bas, illustrant le lien direct qui est fait entre réfugiés, immigration, criminalité et djihadisme.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

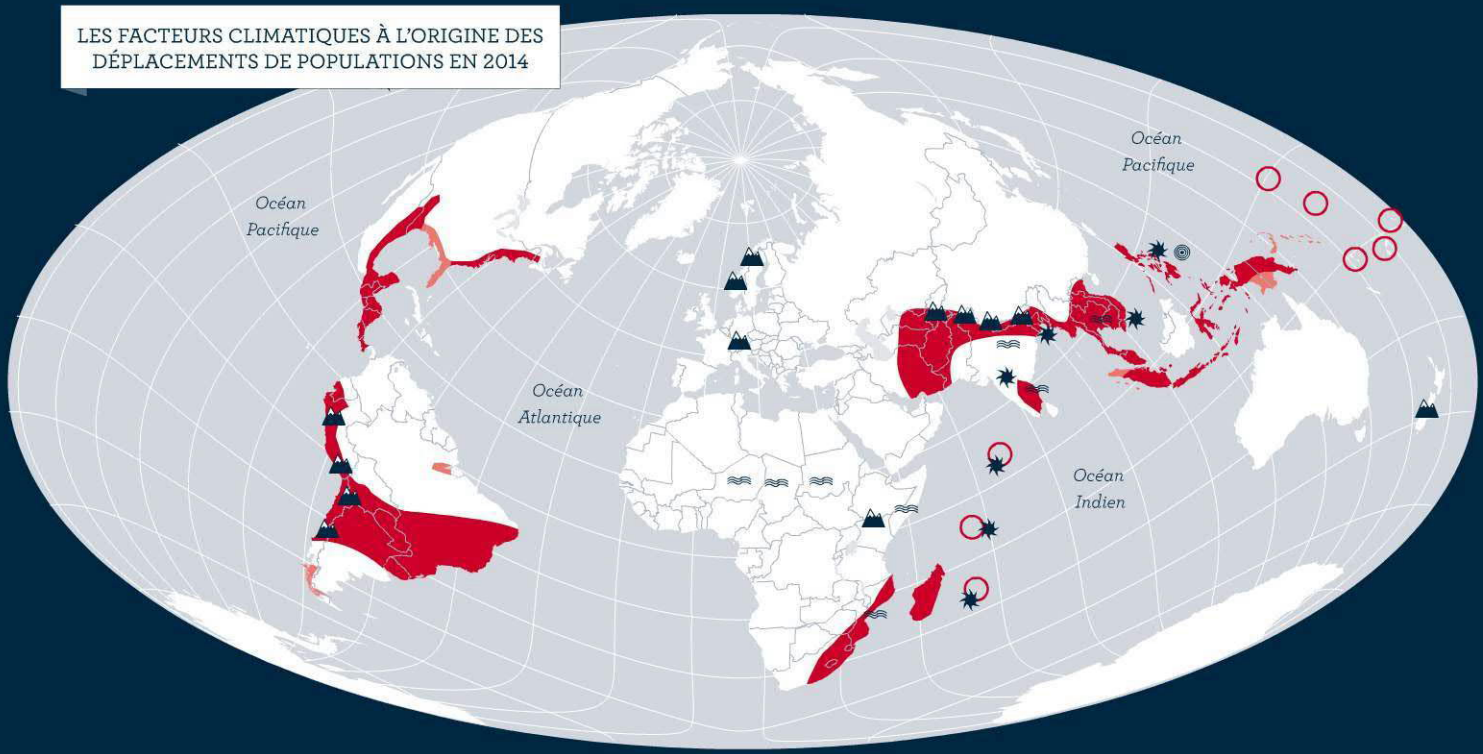
Si les États-Unis ont accueilli de très nombreux juifs d'Europe dans l'entre-deux-guerres, il reste quelques épisodes noirs. En 1939, deux ans avant leur entrée en guerre, les États-Unis refusent l'arrivée sur leur territoire d'un millier de juifs fuyant l'Allemagne nazie. L'Immigration Act de 1924 limitait le nombre de réfugiés pouvant être admis chaque année et le quota était atteint en 1939. Leur bateau repartit vers l'Europe et un grand nombre de ses passagers sont morts dans les camps de concentration.

À RETENIR

À la suite de la forte augmentation des migrations à cause des conflits, des régimes autoritaires, de la misère et des changements climatiques, l'ONU a rédigé des traités mondiaux pour venir en aide aux réfugiés. Obama avait déjà renforcé les contrôles des dossiers pour l'obtention des visas. Fin 2017, les États-Unis se sont retirés du pacte mondial sur les réfugiés. Ainsi, Trump a prévu de réduire drastiquement le nombre maximal de réfugiés autorisés, établissant un lien direct entre réfugiés, immigration, criminalité et djihadisme.

Eyrolles.

LES FACTEURS CLIMATIQUES À L'ORIGINE DES DÉPLACEMENTS DE POPULATIONS EN 2014



FICHE 35

LE RÔLE DES FONDATIONS AMÉRICAINES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Depuis le XIXe et surtout le XXe siècles, afin d'asseoir leur suprématie géopolitique, les États-Unis ont mis en place et entretenu un *soft power* par la culture et l'éducation. De nombreux chefs d'entreprise, pour certains *self-made-men*, caressaient un projet de diffusion dans le monde entier, plus particulièrement en Europe, des principes de libéralisme, de démocratie et de paix. Loin d'avoir conduit, comme on l'entend parfois, à une américanisation de l'Europe, ces dispositifs entretenaient une émulation qui fonctionnait dans les deux sens grâce à des personnalités et des réseaux influents. L'existence de liens avec le département d'État, mais surtout la CIA, a parfois été dénoncée.

LA TRADITION DES FONDATIONS

Malgré une adaptation parfois difficile aux situations nationales, de puissantes fondations ont financé centres de recherche, bourses d'études, écriture et achat de livres, colloques, et ont parfois mis en place de nouveaux modes de gouvernance universitaire. La philosophie de ces hommes d'affaires philanthropes est de « rendre à la communauté » ce qu'elle leur a donné, leur permettant d'accéder à la richesse et au pouvoir.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Ce qui n'est pas sans visée politique, voire idéologique.

Dans l'entre-deux-guerres, la fondation Rockefeller a notamment soutenu les sciences économiques à la London School of Economics : le savoir était un outil de contrôle et de réforme de la société et la recherche empirique, un auxiliaire du politique et du monde des affaires, par exemple lors de la crise de 1929. Dans les années 1930, l'émigration aux États-Unis d'intellectuels menacés par le nazisme a obéi à des critères autant humanitaires que scientifiques.

> Les fondations sont créées par des hommes d'affaires qui veulent rendre à la communauté ce qu'elle leur a donné.

CONTRER LE COMMUNISME

En Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, les fondations Rockefeller et Ford se sont efforcées de refonder la pensée, la société et les institutions démocratiques. Il en a été de même en Italie, où l'influence marxiste a été combattue par le développement de l'économie agricole et des relations internationales. Quant à la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, elle a, de 1957 à 1991, au départ dans le cadre du Congrès pour la Liberté et la Culture et par le financement de la fondation Ford – dont le rôle conjoint dans la promotion d'une « intelligence anti-communiste » pendant la guerre froide est connu –, mis en pratique l'idée d'une culture européenne traversant les frontières Est-Ouest. L'œuvre sera poursuivie grâce aux fondations de George Soros.

L'ambition de construire un ordre international du savoir a servi des intérêts réciproques, en période de crise comme de routine. Néanmoins, depuis la fin de la guerre froide et la disparition de la menace et de l'influence soviétiques, l'activité de ces fondations s'est poursuivie dans les anciens pays du bloc de l'Est. Les fondations se sont aussi consacrées à d'autres activités philanthropiques et internationales à visée éducative et de recherche, toujours dans un but de promotion de la démocratie, qui vont de réseaux de partages gratuits de connaissance à certains médias, en passant par des programmes économiques de très haut niveau.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Avant Trump, le président Reagan avait lui aussi quitté l'UNESCO, en 1984. C'était une manière de protester contre une prétendue influence communiste en son sein. En 2003, G. W. Bush réintègre l'organisation. Si la décision de Trump prend aussi ses racines dans le conflit israélo-palestinien (admission de la Palestine en 2011…), si le Congrès, sous Obama, avait suspendu la participation financière des États-Unis, Trump montre en outre son mépris pour l'éducation, la culture et la liberté d'expression dans le monde.

À RETENIR

À partir du XIXe siècle, les États-Unis ont mis en place un *soft power* en matière de culture et d'éducation afin d'asseoir leur suprématie géopolitique. Des chefs d'entreprise ont créé des fondations finançant divers projets, notamment universitaires. Ces actions ne sont pas totalement désintéressées puisqu'elles permettent aux États-Unis d'avoir un certain contrôle sur les sociétés concernées. Après la Seconde Guerre mondiale, les fondations Rockefeller et Ford ont par exemple essayé de refonder la pensée, la société et les institutions démocratiques en Allemagne afin de contrer le communisme.

Eyrolles.

LES INVESTISSEMENTS DES FONDATIONS OPEN SOCIETY DE GEORGE SOROS EN 2017

Total des dépenses pour 2017 :

940,70

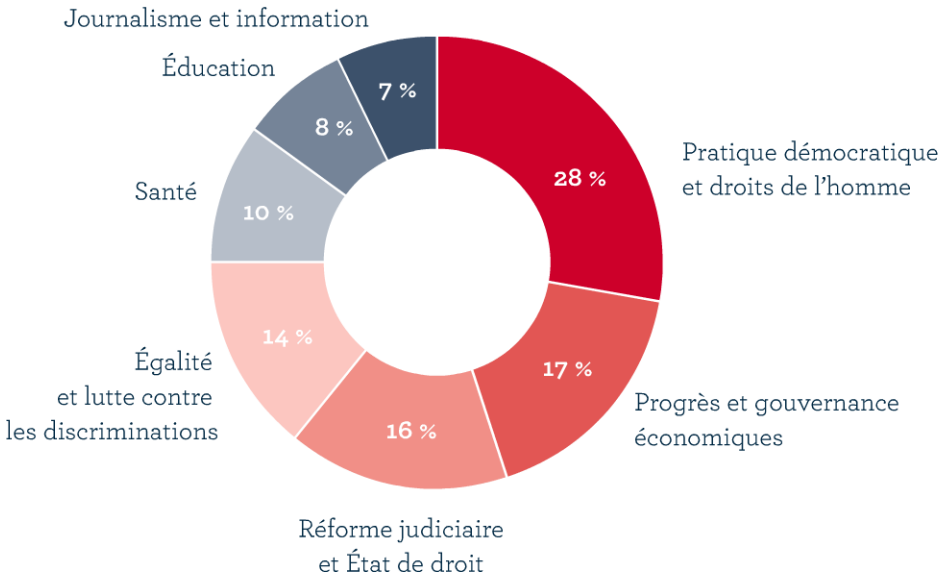
millions de dollars

Total des dépenses réalisées par les fondations Open Society depuis 1984

14

milliards de dollars

Financement par secteur en 2017



Eyrolles.

FICHE 36

L'INFLUENCE MONDIALE DES INDUSTRIES DU DIVERTISSEMENT

La puissance mondiale des États-Unis dans les industries du divertissement « *mainstream* », autrement dit dominantes, est sans partage. Malgré une apparente diversité des contenus vendus, qu'il s'agisse des films, séries télévisées, singles et albums de musique, dessins animés, livres ou magazines, elles sont en mesure de plaire au plus grand nombre. Les industries du divertissement imposent en outre des personnages, des codes et même des visions du monde et des valeurs – l'*American way of life*, la famille, la consommation, la réussite sociale, etc. Ce *soft power* est considérable. Cela ne signifie pas qu'il empêche toute autre forme d'expression culturelle d'exister dans les autres pays mais, même si l'on n'apprécie pas le divertissement états-unien, il reste une référence majeure par rapport à laquelle se situer et, surtout, il s'exporte partout.

VENDRE LA PUISSANCE ET LES PRODUITS AMÉRICAINS

Cette domination s'est mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le plan Marshall et ne s'est jamais démentie depuis. Elle participe de la promotion des États-Unis dans le monde, et vise à inciter les

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

autres pays à lui acheter toujours plus de produits de grande consommation. Elle a toujours un temps d'avance. Si l'image des États-Unis s'est beaucoup dégradée sur la planète à l'occasion de la guerre du Vietnam, de la deuxième guerre en Irak dès 2002 ou encore la crise financière de 2008, sans parler de la présidence Trump, cela ne se répercute pas sur les industries du divertissement, qui peuvent même tirer parti de ces impopularités – avec des films critiquant la guerre ou des séries féministes, des *shows* télévisés caricaturant Trump, sans parler de la musique véhiculant des messages anti-racistes.

LE RÔLE DE LA DÉRÉGULATION

Les fusions des grands groupes multimédias ont occasionné une concentration de ces pouvoirs dans les mains de quelques très grosses entreprises qui dominent le marché médiatique américain mais aussi mondial. Il en résulte des moyens immenses de diffusion des contenus culturels et d'information. Le rôle des agences, du marketing, des moteurs de recherche Internet est d'autant plus grand qu'il est lui aussi facilité par la dérégulation économique, que la fin de la neutralité du Net ne peut qu'amplifier. Livres, magazines, émissions de télévision, mais surtout cinéma et musique, dont la présence est massive dans la plupart des pays du monde, et sur tous les continents, en sont les principaux supports.

Par ailleurs, les États-Unis restent – et c'est d'autant plus vrai avec la présidence Trump – le pays le plus couvert par les médias des autres pays, précisément parce qu'ils maîtrisent la production et la distribution de l'information internationale. La Chine mise de plus en plus sur le divertissement et les médias pour accroître son influence dans la région asiatique et au-delà, et rattraper peu à peu les États-Unis sur le plan économique. Mais le fait que ces derniers n'aient pas un seul mais plusieurs concurrents leur permet de rester en première place.

La domination états-unienne en matière de divertissement a commencé avec la mise en place du plan Marshall.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

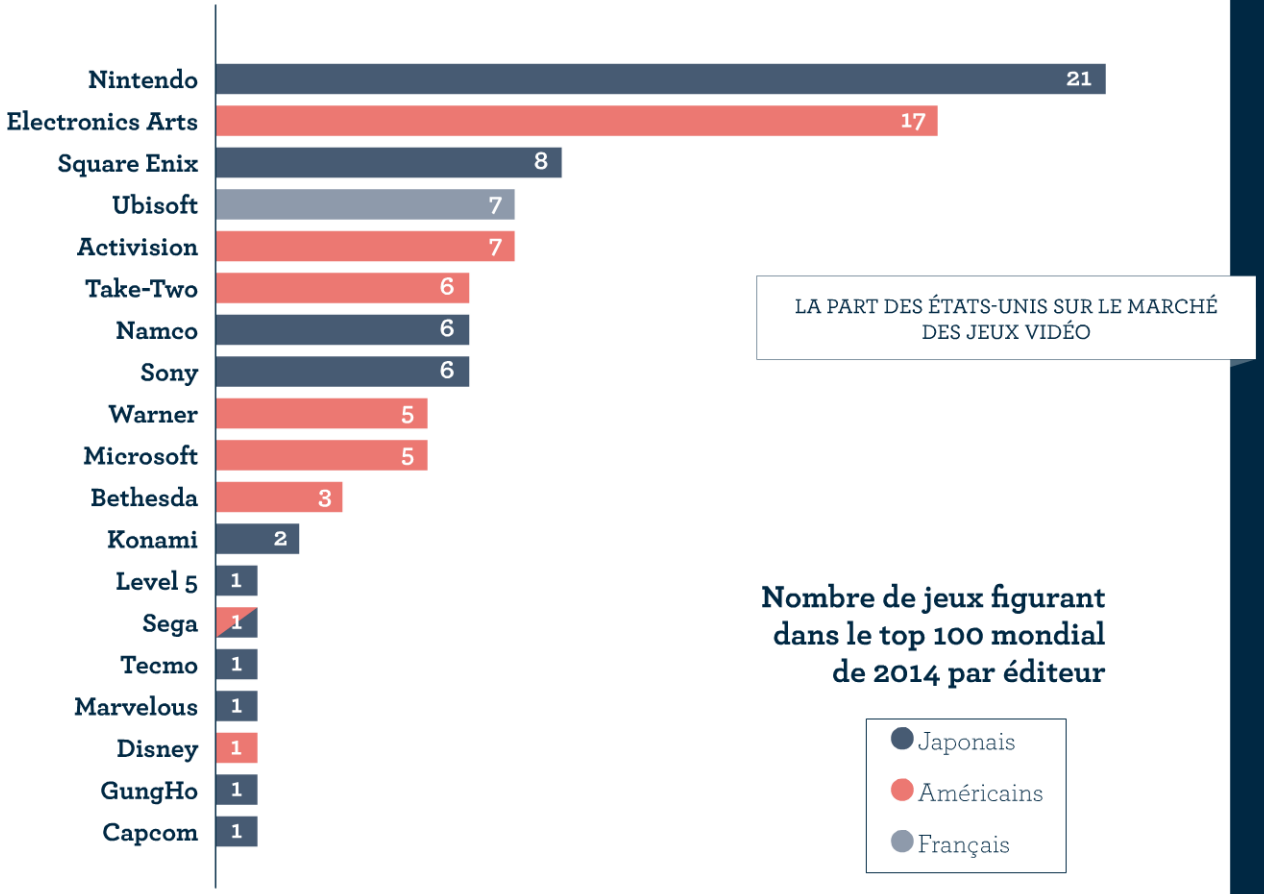
FOCUS

Aux États-Unis, plusieurs stars du RnB et du rap sont engagées politiquement. La chanteuse Beyoncé, dans ses clips, ses concerts ou lors de la finale du Super Bowl – à l'audience planétaire –, ne manque pas une occasion pour rendre hommage aux Afro-Américains, victimes du racisme, de l'ouragan Katrina ou militant pour défendre leurs droits. D'autres, comme Alicia Keys ou Madonna, mettent également leur notoriété au profit d'une affirmation des droits des femmes, des minorités ethniques ou des LGBT, lors d'événements télévisés de remise de prix ou lors de manifestations géantes comme les Women's March de janvier 2017.

À RETENIR

Les États-Unis ont une influence mondiale extrêmement importante dans tous les domaines du divertissement : films, séries télévisées, dessins animés, musique, cinéma… Cela leur permet d'imposer des codes, une vision du monde, des valeurs. Cette influence vise à inciter les autres pays à leur acheter leurs produits de consommation. Les fusions des grands groupes du divertissement et l'essor d'Internet ont accentué encore la domination du marché médiatique états-unien.

Eyrolles.


Nintendo 21
Electronics Arts 17
Square Enix 8
Ubisoft 7
Activision 7
Take-Two 6
Namco 6
Sony 6
Warner 5
Microsoft 5
Bethesda 3
Konami 2
Level 5 1
Sega 1
Tecmo 1
Marvelous 1
Disney 1
GungHo 1
Capcom 1
LA PART DES ÉTATS-UNIS SUR LE MARCHÉ DES JEUX VIDÉO
Nombre de jeux figurant dans le top 100 mondial de 2014 par éditeur
Japonais
Américains
Français

Eyrolles.

FICHE 37

LES ÉTATS-UNIS, TOUJOURS LEADER DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Internet est né aux États-Unis dans les secteurs militaire, d'une part, et de la recherche dans plusieurs grandes universités, d'autre part, à partir des années 1960. Il est véritablement devenu le réseau que l'on connaît au début des années 1990, avec l'ouverture à des usages commerciaux et aux particuliers. Son expansion a été fulgurante, extrêmement rapide, dans le monde entier, avec le World Wide Web (www). C'est aujourd'hui le système qui interconnecte un nombre démesuré de réseaux dans tous les secteurs de l'activité humaine.

UNE GOUVERNANCE ÉTATS-UNIENNE

Il repose sur les protocoles de communication TCP/IP complétés par le dispositif des noms de domaines (DNS), que l'on peut comparer à une base de données ou un annuaire géants. L'attribution de certains noms de domaines est gérée au niveau national (.fr par exemple) et d'autres (.com par exemple) par un organisme aux États-Unis, mais sous le contrôle de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), une association créée par l'administration Clinton en 1998.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

S'il n'existe pas de gestion centralisée et *top down* de l'Internet, sa gouvernance n'est pas pour autant complètement horizontale. Ainsi, les liens entre l'ICANN et le ministère du Commerce aux États-Unis sont étroits, même si, en 2016, le gouvernement a supprimé – pour combien de temps ? – sa tutelle sur l'ICANN, renouant ainsi avec l'idéologie d'Internet, libertaire, de l'origine : ses défenseurs arguent qu'Internet doit être gouverné par l'ensemble de celles et ceux qui participent à sa croissance et à son développement. Vers la loi absolue du plus fort et surtout du marché ?

À la fin des années 1990, une bulle spéculative fondée sur des capitalisations boursières de jeunes sociétés du Net (Yahoo, Amazon, AOL et d'autres nombreuses start-ups) a éclaté, provoquant un krach, puis une crise économique. Aujourd'hui, plus aucune activité commerciale ou économique ne pouvant se faire sans Internet, et ce dernier n'étant plus un simple outil technique mais ayant profondément transformé les manières de travailler et d'apprendre, la répétition d'un tel scénario paraît improbable.

> Internet est issu d'une idéologie libertaire : il doit être régi par ceux qui participent à son développement.

LA FIN DE LA NEUTRALITÉ DU NET

Ce principe fondateur d'Internet, qui avait jusqu'ici été préservé, est tombé fin 2017 aux États-Unis. Les opérateurs téléphoniques, détenteurs des réseaux, n'ont plus l'obligation de traiter tous les flux de données de la même façon. Ils sont donc autorisés à faire payer plus cher un abonné pour qu'il soit servi en priorité, en particulier s'il fréquente des sites gourmands en bande passante (ceux qui fournissent de la vidéo, par exemple). Les partisans de la neutralité, dont font partie nombre d'entreprises de la Silicon Valley, productrices de contenus et de services en ligne, avancent l'argument que celle-ci avait jusqu'ici permis la créativité et l'innovation : des sites confidentiels, aujourd'hui prospères, n'auraient jamais pu voir le jour sans le principe de neutralité du Net.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

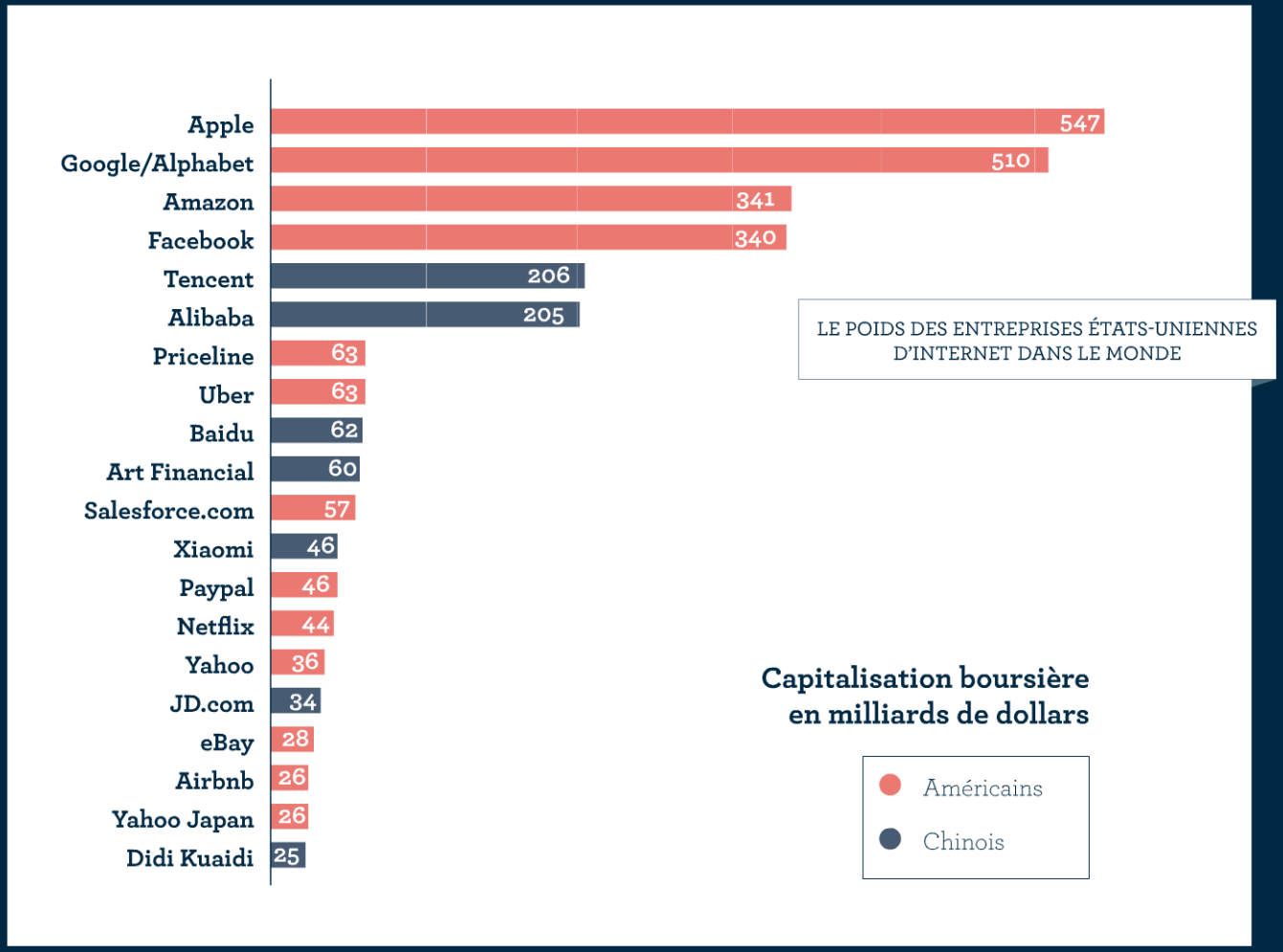
FOCUS

Les moteurs de recherche qui ont prospéré ont fondé leur succès non pas sur la taille des bases de données disponibles mais sur l'algorithme de classement d'un nombre toujours croissant de pages. C'est une suite d'instructions envoyées au Net. Obtenir un meilleur référencement (*SEO* ou *Search Engine Optimization*) sur le Net implique de mettre en place certaines *soft rules* pour se faire repérer par les moteurs de recherche. Google domine, mais d'autres émergent comme Baidu en Chine ou Yandex en Russie.

À RETENIR

C'est aux États-Unis qu'Internet est né. D'abord utilisé dans les secteurs militaire et universitaire, il s'est ensuite répandu très rapidement dans le monde entier en devenant accessible aux entreprises et aux particuliers. La neutralité du Net consiste à traiter de manière égale tous les flux de données. Aux États-Unis, ce principe fondateur est tombé fin 2017. Ainsi, les opérateurs peuvent faire payer plus cher un abonné qui utilise beaucoup de bande passante.

Eyrolles.


Apple 547
Google/Alphabet 510
Amazon 341
Facebook 340
Tencent 206
Alibaba 205
Priceline 63
Uber 63
Baidu 62
Art Financial 60
Salesforce.com 57
Xiaomi 46
Paypal 46
Netflix 44
Yahoo 36
JD.com 34
eBay 28
Airbnb 26
Yahoo Japan 26
Didi Kuaidi 25
LE POIDS DES ENTREPRISES ÉTATS-UNIENNES D'INTERNET DANS LE MONDE
Capitalisation boursière en milliards de dollars
Américains
Chinois

Eyrolles.

FICHE 38

L'ÉCHO MONDIAL DU MILITANTISME AMÉRICAIN

Depuis les années 1950, une tradition du militantisme, notamment chez les jeunes, et plus particulièrement les étudiants, trouve une résonnance mondiale. La défense de certaines causes, en lien avec l'actualité politique nationale et internationale, a inspiré jusqu'à aujourd'hui des mouvements similaires dans d'autres pays, dont la France.

LES MOUVEMENTS CIVIQUES

Du début des années 1960 jusqu'à son terme, en 1975, la guerre du Vietnam a fortement divisé la population sur les plans culturel et générationnel. La contestation fut d'emblée très forte sur les campus universitaires et dans les grandes villes comme San Francisco, Chicago, Washington ou New York. Qualifié de « guerre impérialiste », le conflit devint rapidement très impopulaire de par le monde.

De leur coté, les mobilisations en faveur des droits civiques, autrement dit de l'égalité des Noirs et des Blancs, aboutirent à des lois et des décisions de la Cour suprême contre la ségrégation « raciale » et autorisant les mariages mixtes. Des groupes pacifistes, menés par exemple par le pasteur Martin Luther King, côtoyaient des obédiences prônant des modes d'action plus radicaux, à l'instar des Black Panthers. Ces mouvements ont été décisifs dans l'accroissement des droits non seulement des

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Africains-Américains mais aussi, progressivement, de l'ensemble des minorités ethniques et « raciales ».
Avec le militantisme en faveur des droits des femmes, des homosexuels, avec la critique du capitalisme et avec les environnementalistes, la contre-culture était née. Les hippies sont également associés à un profond renouvellement des contenus culturels – rock et pop music, littérature, cinéma, théorie politique – fondés sur la liberté et l'émancipation. Le pouvoir de transformation politique de la culture s'illustre particulièrement à cette époque, comme, plus tard, avec le punk, le hip-hop et, plus près de nous, le rap et le RnB.

Grâce aux mouvements militants, des lois en faveur de l'égalité des Noirs et des Blancs ont été adoptées.

« OCCUPY WALL STREET » ET « BLACK LIVES MATTER »

Le militantisme anti-capitaliste et en faveur de l'égalité n'a cessé de se renouveler aux États-Unis depuis les années 1960. Deux épisodes récents sont particulièrement marquants et ont bénéficié du pouvoir des nouvelles technologies et des réseaux sociaux, comme de la télévision dans les années 1960, pour se doter d'une immense audience.
« Occupy Wall Street » ou « Nous sommes les 99 % » dénonçait le fait que le 1 % le plus riche a non seulement œuvré au déclenchement de la crise financière de 2007-2008, mais en a tiré profit. Des manifestations pacifiques étaient organisées par la jeune génération dans le quartier de la bourse new-yorkaise pour protester contre le capitalisme financier et les inégalités qu'il a contribué à creuser.
Quant à « *Black Lives Matter* » (« La vie des Noirs compte »), il est né en 2013 d'une volonté de révolte contre les meurtres d'hommes et de femmes noirs par des policiers blancs et la diffusion de certains d'entre eux à grande échelle sur le Net. La brutalité de la police et les discriminations institutionnelles de la justice sont ainsi dénoncées par une jeune génération d'Africains-Américains, souvent diplômés du supérieur, qui maîtrisent les réseaux sociaux. Plus près de nous, des lycéens se sont mobilisés contre le libre port d'armes après la fusillade dans un lycée de Parkland en Floride, qui a fait près de vingt morts.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Le Free Speech Movement est né à San Francisco, à l'université de Berkeley, au début des années 1960. Ses protagonistes demandaient que les étudiants puissent mener des activités politiques. Partie intégrante de la contre-culture américaine, il a contribué à populariser des idées progressistes et d'émancipation. Il est, depuis les années 1980, remis en cause par les conservateurs qui le jugent intolérant et anti-démocratique. Certains campus sont le lieu d'affrontements parfois violents entre la gauche culturelle et les défenseurs du suprémacisme blanc ou du président Trump.

À RETENIR

Dès les années 1950, aux États-Unis, le militantisme a pris une ampleur inédite. La guerre du Vietnam a notamment fait l'objet de beaucoup de mobilisations contestataires. Ces mouvements militants ont été décisifs dans l'accroissement des droits des minorités. Parmi les mouvements les plus récents, on trouve « Occupy Wall Street », qui proteste contre le 1 % le plus riche à l'origine de la crise de 2008 et qui en a tiré profit, et « Black Lives Matter », qui s'insurge contre les meurtres de Noirs par des policiers blancs.

Eyrolles.

LES MANIFESTATIONS WOMEN'S MARCH À TRAVERS LE MONDE EN 2017

FICHE 39

LE *SOFT POWER* DU SPORT

Le sport est politique. S'il n'est pas, en soi, un facteur de concorde, s'il est un vecteur d'émotions particulièrement propices à l'émergence de la violence et aux conflits, il peut devenir, par des politiques volontaristes, un instrument de cohésion et de paix, mais aussi de progrès. Le sport est ainsi un outil diplomatique qui a longtemps été instrumentalisé, pour le pire comme pour le meilleur. L'influence du sport aux niveaux national et international est depuis longtemps mise à profit par les États-Unis.

UN THÉÂTRE D'AFFRONTEMENT GÉOPOLITIQUE

Pendant la guerre froide, les Jeux olympiques ont été le théâtre, voire l'occasion d'un affrontement non violent entre les États-Unis et l'URSS, et entre les deux « blocs » qu'ils représentaient. D'une part, la concurrence pour les titres olympiques était féroce. D'autre part, le boycott des JO de 1980 à Moscou, par les États-Unis et une soixantaine d'autres pays occidentaux et arabo-musulmans, suite à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, puis celui des JO de Los Angeles de 1984, par l'URSS et 13 pays communistes, se sont faits au détriment du sport et des sportifs.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Si, aujourd'hui, la compétition sportive entre les États-Unis et l'URSS a en partie été remplacée par l'affrontement entre les États-Unis et la Chine – le nombre de médailles d'or étant encore le compteur de cette concurrence –, la rivalité américano-russe *via* les grandes compétitions sportives internationales n'a pas disparu. Le refus du président Obama d'assister à la cérémonie d'ouverture des JO de Sotchi, en 2014, sur fond de désaccords avec Poutine sur plusieurs dossiers, ainsi que la mise au jour du scandale de l'attribution des Mondiaux masculins de football de 2018 et 2022 en témoignent.

UNE INFLUENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE IMMENSE

Aujourd'hui, exister sur la scène internationale sur le plan sportif est devenu une nécessité pour tous les pays du monde. Par sa popularité, sa médiatisation, son caractère universel, le sport est un outil incontesté de notoriété et de négociation, pour les pays développés et pour les autres, qu'il s'agisse des démocraties ou des régimes autoritaires. La diplomatie par le sport est donc incontournable.
Par exemple, les relations diplomatiques entre la Chine communiste et les États-Unis ont été facilitées par la tournée de tennis de table des États-Unis en Chine, en 1971, préparant le terrain de la visite du président Nixon et contribuant à la normalisation des relations entre les deux pays, un an plus tard. C'est ce qu'on a appelé la « diplomatie du ping-pong ».
Sur le sol des États-Unis, depuis quelques années, l'engagement du sport contre le racisme et l'homophobie, ainsi que l'écho international que celui-ci a eu, montrent cette influence en faveur de l'émancipation et la concrétisation des « valeurs du sport ». Plusieurs lois, dans des États fédérés, contre l'égalité des droits pour les LGBT ont été annulées sous la pression de grandes organisations sportives (Ligue nationale de basket-ball ou de football).

Pendant la guerre froide, les Jeux olympiques furent l'occasion, pour les États-Unis et l'URSS, de s'affronter sans faire usage de la violence.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

Les Jeux olympiques et paralympiques de 2028 à Los Angeles sont l'occasion, pour le maire de la ville et le président Trump, de renforcer leur affrontement politique. Le premier, à la différence du second, a saisi les enjeux de notoriété et d'image que sa ville et que la Californie en tireraient. Avec la protection du climat et la protection des immigrés, le sport est un sujet politique opposant les partisans et les adversaires d'une ouverture des États-Unis sur le monde.

À RETENIR

Le sport est un moyen de s'affronter sans violence. Ainsi, durant la guerre froide, les États-Unis et l'URSS ont mené une féroce course aux médailles d'or et se sont mutuellement boycotté lors des JO de 1980 à Moscou et de 1984 à Los Angeles. Aujourd'hui, le nouveau rival sportif des États-Unis est la Chine. Le sport permet également de nouer des liens diplomatiques, comme l'a bien compris Nixon en 1971, et un moyen de pression, aux États-Unis, pour que certains États renoncent à voter des lois racistes et homophobes.

Eyrolles.

LE NOMBRE DE MÉDAILLES D'OR AUX JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ DEPUIS 1952

Année	États-Unis	URSS/Russie	Chine
1952	40	22	0
1956	32	37	N'a pas participé
1960	34	43	N'a pas participé
1964	36	30	N'a pas participé
1968	45	29	N'a pas participé
1972	33	50	N'a pas participé
1976	34	49	N'a pas participé
1980	N'a pas participé	80	N'a pas participé
1984	83	N'a pas participé	15
1988	36	55	5
1992	37	45	16
1996	44	26	16
2000	37	32	28
2004	36	28	32
2008	36	22	51
2012	46	24	38
2016	46	19	26

FICHE 40

LA SANTÉ, OTAGE DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES ?

Les États-Unis occupent des places médiocres dans les classements mondiaux sur la santé. L'accès longtemps difficile à une assurance et un réseau complexe de prestataires publics et privés expliquent en grande partie ce phénomène. Depuis l'époque du New Deal, plusieurs présidents ont souhaité instaurer une universalité progressive de l'accès aux soins. Bill Clinton y était presque parvenu, mais c'est Barack Obama qui, avec l'Obamacare, a permis à 20 millions d'Américains jusque-là dépourvus d'assurance santé d'obtenir une couverture, par l'extension de Medicaid (pour les plus démunis), l'employeur (pour certaines catégories de salariés) ou le « mandat individuel » – assurance privée obligatoire (pour les autres).

Ce mauvais classement international, paradoxal avec le fait que le pays est à la pointe en matière de recherche et développement sur la santé, résulte aussi d'autres facteurs. D'une part, la prise de drogues et de médicaments opiacés occasionne une surmortalité, en particulier chez les hommes. D'autre part, le mode de vie des Américains est pointé du doigt.

DE FORTES INÉGALITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES

Depuis les années 1980, l'obésité, qualifiée d'« épidémie » tant la proportion

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

de citoyens et de jeunes concernés s'accroît, est un fléau de santé publique aux États-Unis. Une alimentation trop riche, déséquilibrée et prise de manière déstructurée l'explique. En 2016, 40 % des femmes et 35 % des hommes étaient obèses, de même qu'un cinquième des enfants et adolescents. Le surpoids et l'inactivité physique jouent un rôle dans la survenue de maladies cardio-vasculaires, métaboliques (diabète...) et de cancers.

Or, le risque de devenir obèse est d'autant plus important que l'on dispose de faibles revenus, que l'on vit dans un « désert alimentaire » – un territoire dépourvu de magasins d'alimentation mais où prospèrent les *fast-food* – ou que l'on n'a pas fait d'études supérieures. Michelle Obama avait fait de l'obésité infantile l'un de ses combats.

Plus globalement, en matière de santé, les inégalités en termes de classes sociales et de territoires de vie sont criantes aux États-Unis. Les études mettent également en évidence les inégalités liées au sexe et à l'origine ethnique.

LE POIDS DES LOBBIES INDUSTRIELS

L'alimentation de masse est plus fournie en sucres et en graisses, l'industrie agroalimentaire créant des addictions et de mauvaises habitudes, à grand renfort de spots publicitaires et de lobbying politique. Manger sainement est souvent un parcours du combattant aux États-Unis.

En 2016, 40 % des femmes et 35 % des hommes souffraient d'obésité.

Par ailleurs, les scandales sanitaires dus à certaines multinationales (OGM, pesticides cancérigènes, etc.) ont fait le tour du monde. Du fait d'une faible régulation environnementale et, là encore, du pouvoir considérable de lobbies de l'énergie et de l'industrie, la pollution des sols, lacs et rivières, et les perturbations sur l'agriculture ont provoqué une surmortalité et des maladies chroniques dans certaines régions. Mais le maintien ou la venue d'usines bénéficient du soutien de larges parties de la population, et surtout de décideurs politiques qui considèrent que le risque de la pollution mérite d'être pris, en échange des emplois.

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

FOCUS

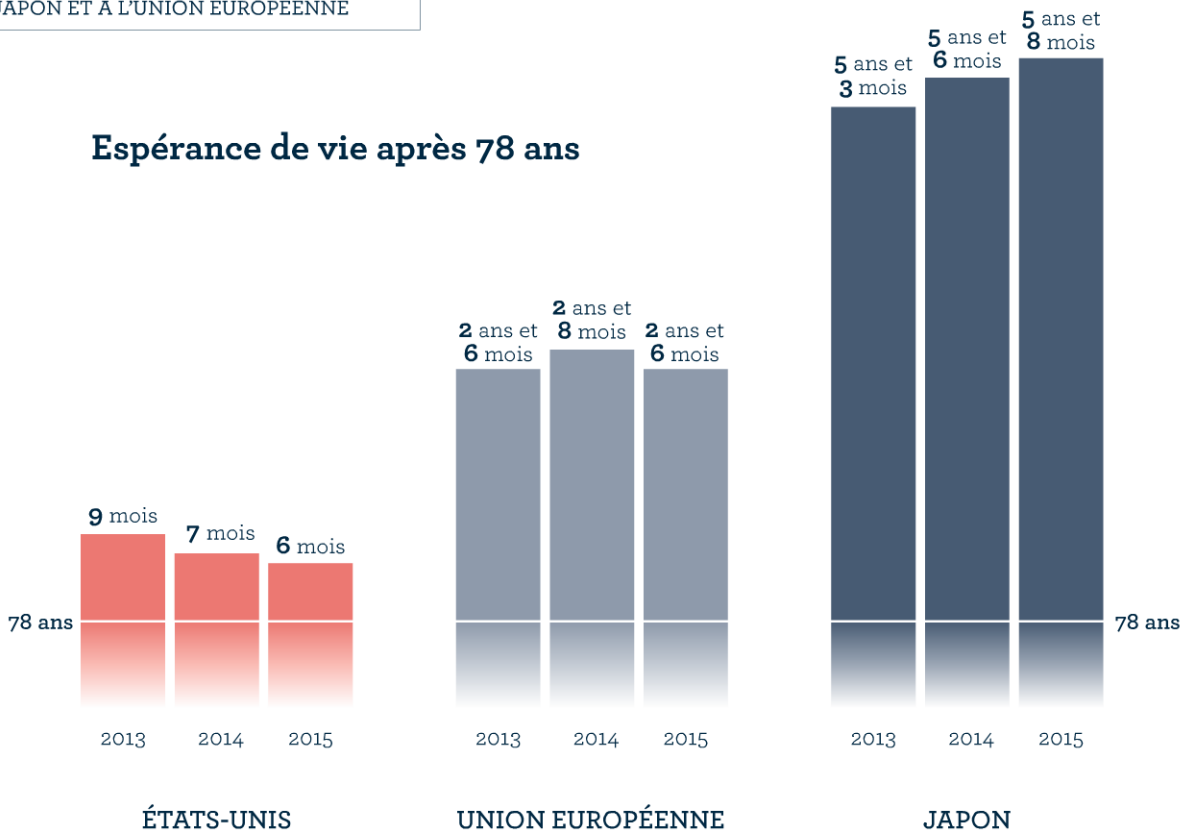
Plusieurs États fédérés – dont le plus peuplé, la Californie, depuis janvier 2018 – ont légalisé l'usage récréatif de la marijuana. C'est une étape supplémentaire après l'autorisation d'un usage médical. Si cette autorisation demeure encadrée par les pouvoirs publics, afin notamment que les produits vendus soient contrôlés, elle n'est pas sans susciter le débat, alors que la prise de drogues et de médicaments opiacés a pour conséquence une baisse de l'espérance de vie aux États-Unis depuis plusieurs années.

À RETENIR

La population états-unienne rencontre beaucoup de problèmes de santé. Les principaux facteurs sont : l'absence, jusqu'à la mise en place de l'Obamacare, de couverture santé pour de nombreux Américains ; la surmortalité due à la consommation de drogues et de médicaments opiacés ; et enfin l'obésité provoquée par une alimentation trop riche en sucres et en graisses. On observe des inégalités plus grandes selon le territoire de vie, l'origine ethnique et les revenus. Par ailleurs, les États-Unis ont été secoués par plusieurs scandales sanitaires, qui s'expliquent par le poids des lobbies industriels.

Eyrolles.

L'ESPÉRANCE DE VIE AUX ÉTATS-UNIS (EN BAISSE DEPUIS DEUX ANS) PAR RAPPORT AU JAPON ET À L'UNION EUROPÉENNE



Eyrolles.

Eyrolles.

BIBLIOGRAPHIE

Célia BELIN, Frédéric CHARILLON (dir.), *Les États-Unis dans le monde*, Paris, Éditions du CNRS, 2016

Christophe DEROUBAIX, *L'Amérique qui vient*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2016

François DURPAIRE, *Histoire des États-Unis*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2017

Camille FROIDEVAUX-METTERIE, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009

Arlie Russell HOCHSCHILD, *Strangers in the Own Land*, New York, The Free Press, 2016

André KASPI, *Les Américains*, 2 tomes, Paris, Seuil, 2014

Michael KIMMEL, *Angry White Men: American Masculinity at the End of an Era*, New York, Nation Books, 2013

Lawrence W. LEVINE, *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2010

Christian MONTÈS, Pascale NÉDÉLEC, *Atlas des États-Unis. Un colosse aux pieds d'argile*, Paris, Autrement, 2016

Marie-Cécile NAVES, *Trump, la revanche de l'homme blanc*, Paris, Textuel, 2018

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

INDEX

A

Africains-Américains, 14, 16, 27, 28, 165
Alena, 30, 69, 95, 96
Arafat, Yasser, 119
Asio-Américains, 27, 31, 52
Assad (el-), Bachar, 30, 114, 115, 122

B

Bannon, Steve, 35
Ben Salman, Mohammed, 127
Blancs, 27, 31, 44, 47, 48, 52, 54, 57, 69, 82, 164, 165, 166
Bush, George H., 119, 136, 138
Bush, George W., 60, 62, 84, 86, 107, 115, 116, 119, 131, 136, 137, 138, 141, 145, 146, 149, 154

C

Carter, Jimmy, 42
Chambre des représentants, 15, 16
Chine, 11, 34, 38, 39, 69, 84, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 126, 131, 140, 157, 162, 169, 170, 171
Clinton, Bill, 27, 106, 119, 130, 145, 172
Clinton, Hillary, 47, 137, 138
Comey, James, 123
Conflit israélo-palestinien, 118, 154
Congrès, 15, 39, 57, 69, 74, 81, 82, 115, 119, 122, 124, 153, 154

D

Daech, 23, 39, 61, 94, 114, 115, 116, 117, 126, 128, 137
Davis, Jefferson, 11
Démocratie, 10, 14, 16, 19, 40, 46, 130, 131, 137, 152, 153, 169
Duterte, Rodrigo, 46

E

Économie, 11, 12, 56, 80, 88, 98, 100, 102, 106, 110, 111, 127, 128, 145, 146, 153
Emploi, 27, 34, 56, 57, 58, 68, 69, 70, 80, 88, 95, 127, 140, 145, 173
Environnement, 28, 65, 68, 70, 88, 89, 173
États fédérés, 11, 12, 14, 19, 24, 52, 57, 65, 95, 145, 149, 169, 174
Europe, 16, 27, 53, 60, 95, 96, 98, 100, 102, 104, 130, 141, 144, 148, 150, 152

F

Femmes, 14, 16, 23, 27, 46, 47, 64, 66, 80, 81, 82, 145, 158, 165, 173
Foley, James, 61
Fukuyama, Francis, 39, 40

G

Gabriel, Brigitte, 62
Gorka, Sebastian, 35
Guerre, 10, 11, 19, 34, 35, 36, 38, 40, 53, 60, 61, 62, 80, 81, 84, 85, 86, 98, 100, 111, 114, 115, 116, 119, 120, 126, 130, 131, 137, 138, 140, 141, 142, 148, 150, 153, 154, 156, 166, 168, 170

H

Hamilton, Alexander, 10
Hegel, Georg, 39
Hispaniques, 27, 31, 52
Hochschild, Arlie Russell, 70
Hommes, 23, 44, 47, 48, 53, 64, 82, 152, 165, 172, 173

I

Ibn Saoud, 126
Identité, 35, 39, 44, 46, 47, 53
Immigration, 56, 57, 58, 65, 94, 115, 149, 150
Immigrés, 19, 56, 57, 58, 94, 142, 170
Inégalités, 26, 28, 40, 47, 144, 145, 146, 165, 172, 173, 174
Iran, 39, 42, 85, 115, 119, 122, 126, 127
Islam, 30, 39, 60, 61, 62, 127
Israël, 42, 84, 118, 119, 120, 127

J

Jefferson, Thomas, 10
Jinping, Xi, 107
Jones, Terry, 61

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

K

Karzaï, Hamid, 60
Kassig, Peter, 61
Kerry, John, 119
Kim Jong-un, 85, 107, 111, 112
King, Martin Luther, 164
Kissinger, Henry, 119

L

Le Pen, Marine, 47
Libéralisme, 18, 19, 57, 137, 152
Lincoln, Abraham, 11
Lobbies, 15, 16, 69, 89, 90, 173, 174

M

Macron, Emmanuel, 138
Mandela, Nelson, 130
May, Theresa, 103
Médias, 48, 73, 74, 76, 77, 78, 104, 123, 153, 157
Mexique, 34, 94, 95, 96, 97
Miller, Steve, 35
Modi, Narendra, 46
Mueller, Robert, 122

N

Néoconservateurs, 39, 42, 60
Néoconservatisme, 137
Netanyahou, Benjamin, 119
Nixon, Richard, 106, 119, 138, 169, 170
Noirs, 27, 61, 131, 164, 165, 166

O

Obama, Barack, 27, 30, 31, 32, 42, 47, 52, 54, 61, 62, 68, 70, 77, 80, 84, 86, 94, 107, 111, 112, 114, 115, 116, 119, 122, 126, 131, 132, 136, 138, 145, 149, 150, 154, 169, 172
Obama, Michelle, 173
Obamacare, 77, 172, 174
Obasanjo, Olusegun, 130

P

Palestine, 42, 120, 154
Perry, Rick, 88
Poutine, Vladimir, 30, 115, 122, 138, 169
Pruitt, Scott, 88

R

Rabin, Yitzhak, 119
Racisme, 11, 19, 27, 32, 53, 54, 158, 169
Reagan, Ronald, 42, 44, 102, 132, 137, 138, 145, 146, 154
Religion, 22, 23, 24, 25, 76, 78, 89
Romney, Mitt, 119
Roosevelt, Franklin, 126, 140
Russie, 39, 42, 74, 84, 115, 122, 123, 124, 126, 140, 141, 162, 171

S

Salman, 126
Sénat, 15, 16, 123, 124
Sotloff, Steven, 61
Spencer, Richard, 54
Syrie, 35, 42, 96, 114, 115, 116, 122, 124, 126, 149

T

Thatcher, Margaret, 102, 145
Tillerson, Rex, 128
Tocqueville, 16
Truman, Harry, 118
Trump, Donald, 18, 27, 30, 31, 32, 35, 36, 39, 40, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 52, 61, 62, 65, 66, 68, 69, 72, 77, 78, 80, 81, 82, 86, 88, 90, 95, 96, 99, 103, 104, 105, 107, 111, 112, 115, 116, 119, 120, 122, 123, 124, 127, 128, 131, 136, 137, 138, 141, 142, 145, 146, 149, 150, 154, 157, 166, 170

U

Union européenne, 95, 98, 99, 100, 103, 148, 175
URSS, 42, 106, 137, 140, 141, 168, 171

W

Washington, George, 10

Z

Zarqaoui (al-), Abou Moussab, 116

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES

Les États-Unis 13
Source : www.uniterre.com/img/site/carte/carte-etats-unis-grand-format.jpg

La séparation des pouvoirs 17
Source : www.thucydide.com/realisations/utiliser/schemas/etats_unis.htm

L'expansion territoriale avec les frontières actuelles 21
Source : Cynthia Ghorra-Gobin, « Territoires et représentations : l'imagination géographique de la société américaine », *Revue française d'études américaines*, n° 108, Belin, 2006.

La religion aux États-Unis en 2014 25
Source : www.pewforum.org/religious-landscape-study/

Seuls les ménages les plus aisés se sont enrichis après la crise de 2008 29
Source : www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/01/how-wealth-inequality-has-changed-in-the-u-s-since-the-great-recession-by-race-ethnicity-and-income/

Les expulsions aux États-Unis 33
Source : U.S. Department of Homeland Security

La baisse des aides au développement fournies par les États-Unis à l'ONU 37
Source : www2.compareyourcountry.org/oda?cr=20001&cr1=oecd&lg=fr&page=1

Les pays constituant l'« axe du mal » pour G. W. Bush après le 11 Septembre 41
Source : www.thebalance.com/u-s-military-budget-components-challenges-growth-3306320

Les minorités ethniques deviendront la majorité d'ici 2050 45
Source : http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/7559996.stm

La montée du populisme dans le monde 49
Source : AFP ; https://pbs.twimg.com/media/Cwo-qwnXgAA2iZb.jpg

Les mouvements suprémacistes blancs aux États-Unis en 2016 55
Source : d'après la carte du site IMdiversity ; http://imdiversity.com/diversity-news/radical-right-electrified-by-trump-candidacy-and-presidency/

L'augmentation de la population immigrée 59
Source : https://les1000grues.wordpress.com/2017/04/16/histoire-de-limmigration-aux-etats-unis/

Le nombre de musulmans aux États-Unis, en millions 63
Source : www.pewresearch.org/fact-tank/2017/08/09/muslims-and-islam-key-findings-in-the-u-s-and-around-the-world/

L'Amérique rurale disparaît 67
Source : www.bloomberg.com/view/articles/2017-06-20/rural-america-is-aging-and-shrinking

L'évolution de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée aux États-Unis 71
Source : Banque mondiale

Le bénéfice des GAFA, en milliards 75
Source : www.usinenouvelle.com/article/77-8-milliards-de-dollars-de-benefices-pour-les-gafa-en-2016-soit-50-de-plus-qu-en-2012.N535164

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

Les citoyens nés entre 1980 et 2000 plus critiques que leurs aînés quant à la libre parole raciste 79
Source : www.pewresearch.org/fact-tank/2015/11/20/40-of-millennials-ok-with-limiting-speech-offensive-to-minorities/

Le nombre de cliniques pratiquant l'avortement en 2014 83
Source : www.businessinsider.fr/us/how-many-abortion-clinics-are-in-america-each-state-2017-2/

Les exportateurs d'armes, moyenne annuelle entre 2012 et 2016 87
Source : www.armscontrol.org/act/2017-03/news/us-leads-rising-global-arms-trade

Les émissions de CO_2 dans le monde depuis 1960 91
Source : www.lalibre.be/actu/planete/cop-21-des-responsabilites-communes-mais-differenciees-graphiques-56585a233570c00fe09cd38e

Une barrière existe déjà entre les États-Unis et le Mexique 97
Source : www.leparisien.fr/politique/le-mur-de-trump-promesse-impossible-03-02-2017-6650820.php

Les pays membres de l'OTAN en 2017 101
Source : www.diploweb.com/IMG/jpg/la-nouvelle-carte-otan-avec-29-pays-membres-diploweb-2017.jpg

Les électeurs de Trump et du Brexit sont plutôt âgés et peu diplômés 105
Source : www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2016/06/24/no-brexit-isnt-a-good-sign-for-trump/

Les échanges entre les États-Unis et la Chine 109
Source : www.la-croix.com/Economie/Pekin-sommet-Trump-Xi-capital-pour-futures-relations-2017-04-03-1300836812

La présence militaire des États-Unis en Asie en 2007 113
Source : Barthélémy Courmont, Céline Pajon, « La relation transatlantique et l'Asie du Nord-Est : front ou division ? », Centre d'études transatlantiques, 2007.

Les membres de la coalition anti-Daech en 2016 117
Source : www.leparisien.fr/international/qui-fait-quoi-dans-la-coalition-internationale-contre-daech-20-07-2016-5982103.php

La répartition de la population juive en 2000 121
Source : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Jewish_population_in_the_USA_in_2000.svg

Les échanges entre la Russie et les Etats-Unis depuis 20 ans 125
Source : www.statista.com/chart/10398/us-merchandise-trade-with-russia/

Évolution des réserves de pétrole par zone géographique en 1994, 2004 et 2014 129
Source : Connaissance des Énergies. www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/reserves-de-petrole-dans-le-monde

Les exportations vers les États-Unis des pays bénéficiaires de l'AGOA 133
Source : www.jeuneafrique.com/242127/economie/États-Unis-afrique-lagoa-renouvele-jusquen-2025/

Les courants de pensée politique aux États-Unis 139
Source : http://lewebpedagogique.com/histoiregeotruffaut/files/2013/01/sch%C3%A9ma.jpg

Les pays membres de l'ONU 143
Source : http://houot.alain.pagesperso-orange.fr/Hist/ap45/actuel30.html

Les Américains les plus riches le sont deux fois plus qu'en 1980 147
Source : www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/12/14/les-inegalites-dans-le-monde-en-hausse-depuis-quarante-ans_5229478_4355770.html#CmVyJjeP8dUqacmE.99

Les facteurs climatiques à l'origine des déplacements de populations en 2014 151
Source : https://actualiteinter.wordpress.com/2014/10/12/

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

qui-sont-les-refugies-climatiques/

Les investissements des fondations Open Society de George Soros en 2017 155
Source : www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/styles/featured_bio_full_675/public/photos/open_society_and_george_soros-20170725-fra.png?itok=ntHKxbrx

La part des États-Unis sur le marché des jeux vidéo 159
Source : www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/04/30/pourquoi-la-france-n-est-pas-le-deuxieme-producteur-mondial-de-jeux-video_4409689_4355770.html

Le poids des entreprises états-uniennes d'Internet dans le monde 163
Source : https://fr.statista.com/statistiques/571505/valeur-de-marche-des-principales-entreprises-internet-mondiales-en/

Les manifestations Women's March à travers le monde en 2017 167
Source : https://edition.cnn.com/2017/01/21/politics/womens-march-donald-trump-inauguration-sizes/index.html

Le nombre de médailles d'or aux Jeux olympiques d'été depuis 1952 171
Source : Wikipédia

L'espérance de vie aux États-Unis (en baisse depuis deux ans) par rapport au Japon et à l'Union européenne 175
Source : www.liberation.fr/planete/2017/12/21/etats-unis-l-esperance-de-vie-recule-a-nouveau_1618250 (États-Unis), Banque mondiale (Japon), Insee (Union européenne)

© Groupe Eyrolles

Eyrolles.

« Géopolitique », la collection indispensable pour comprendre le monde

Crises, guerres, incidents diplomatiques... Le jeu des grandes puissances s'invite quotidiennement dans l'actualité, et la géopolitique procure les clés indispensables pour décoder le monde d'aujourd'hui. Cette collection présente aux amateurs, aux curieux et aux perplexes une entrée directe et décomplexée dans les grandes questions contemporaines : contexte, défis, enjeux et perspectives sont décryptés par des auteurs experts dans des fiches synthétiques et accessibles à tous.